

# SOUTIEN À L'UKRAINE RÉSISTANTE

page\*2:  
Editions Page deux

EDITIONS  
SYLÉPSE



### *Les Cahiers de l'antidote*

Après les Gilets jaunes, la pandémie du Covid, la Colombie et la Birmanie, les éditions Syllepse poursuivent la publication d'ouvrages accessibles à tous et toutes qui éclairent sur les enjeux des convulsions d'un monde qui n'en finit pas de semer la misère, la souffrance et la guerre.

Les éditions Syllepse se sont associées pour cette série sur l'agression de la Russie poutinienne contre l'Ukraine aux éditions Page 2 (Lausanne), M Éditeur (Montréal) et Spartacus (Paris), aux revues *New Politics* (New York), *Les Utopiques* (Paris) et *ContreTemps* (Paris), aux sites *À l'encontre* (Lausanne) et *Europe solidaire sans frontières*, ainsi qu'au blog *Entre les lignes entre les mots* (Paris), au Centre Tricontinental (Louvain-la-Neuve) et au Réseau syndical international de solidarité et de luttes.

#### BRIGADES ÉDITORIALES DE SOLIDARITÉ

*À l'encontre*: <https://alencontre.org/>

Centre Tricontinental: [www.cetri.be/](http://www.cetri.be/)

*ContreTemps*: [lesdossiers-contretemps.org](http://lesdossiers-contretemps.org)

Éditions Page 2: <https://alencontre.org/>

Éditions Spartacus: [www.editions-spartacus.fr](http://www.editions-spartacus.fr)

Éditions Syllepse: [www.syllepse.net](http://www.syllepse.net)

*Entre les lignes, entre les mots*: <https://entreleslignesentrelesmots.blog/>

*Europe solidaire sans frontières*: [www.europe-solidaire.org](http://www.europe-solidaire.org)

*Les Utopiques*: [lesutopiques.org](http://lesutopiques.org)

M Éditeur: <https://m-editeur.info/>

*New Politics*: [newpol.org/](http://newpol.org/)

Réseau syndical international de solidarité et de luttes: [laboursolidarity.org](http://laboursolidarity.org)

LES CAHIERS DE L'ANTIDOTE, « SPÉCIAL UKRAINE », N° 5, 22 AVRIL 2022

ÉDITIONS SYLLEPSE

69, RUE DES RIGOLES – 75020 PARIS

ISBN: 979-10-399-0061-4

Illustrations: DR; p. 94: d'après une image de L'Atelier au fond à gauche, 2021.

Images: DR

# TABLE DES MATIÈRES

LA DIALECTIQUE DES ARMES, DU SABLE ET DES LIVRES

5

LA BOTTE RUSSE, UNE MENACE POUR L'ÉDITION UKRAINIENNE  
DÉCLARATION DES ÉDITIONS MEDUSA (KYIV) ET SYLLEPSE (PARIS)

7

ELLE AVAIT VU PASSER LES CHARS

9

## **PAR TOUS LES MOYENS NÉCESSAIRES**

UKRAINE

LES FORCES DE DÉFENSE TERRITORIALE ET NOTRE ENGAGEMENT

12

BÉLARUS

POURQUOI LE BÉLARUS NE S'EST PAS ENCORE JOINT À L'INVASION DE L'UKRAINE

15

RUSSIE

RENCONTRE AVEC LA RÉSISTANCE FÉMINISTE RUSSE À LA GUERRE DE POUTINE

17

ALLEMAGNE ET BELGIQUE

LES MÉTALLOS ENVOIENT DES CONVOIS D'AIDE AUX MÉTALLOS UKRAINIENS  
QUI DÉFENDENT L'USINE D'ARCELORMITTAL À KRYVÝY RIH

20

SUÈDE

LES DOCKERS SUÉDOIS VONT BOYCOTTER LES BATEAUX RUSSES

22

UKRAINE ET BÉLARUS

TÉMOIGNAGES DE SYNDICALISTES

23

BÉLARUS

ARRESTATION DE DIRIGEANTS SYNDICAUX

45

## **LA PAROLE À SOTSYALNYI RUKH**

47

## **PRISES DE POSITION**

UNE FOIS DE PLUS: LES SOCIALISTES DOIVENT-ILS SOUTENIR OU S'OPPOSER À L'ENVOI D'ARMES?

57

L'UKRAINE ET LA GAUCHE: FATALISME GÉOPOLITIQUE ET HISTORICISME MORAL

59

NON À L'OTAN OU LA CRISE IDENTITAIRE DE LA GAUCHE ESPAGNOLE

65

LA LUTTE POUR L'AUTODÉTERMINATION DE L'UKRAINE

69

QUELQUES RÉFLEXIONS À PROPOS DE L'UKRAINE

81

**BOÎTE ALERTES**

RUSSIE

LES RÉDACTEURS DU MAGAZINE ÉTUDIANT « DOXA » CONDAMNÉS À DEUX ANS DE TRAVAIL FORCÉ

88

BÉLARUS

L'ACTIVITÉ DE LA MAISON D'ÉDITION MEDISON SUSPENDUE PAR LE MINISTÈRE DE L'INFORMATION

93

## LA DIALECTIQUE DES ARMES, DU SABLE ET DES LIVRES

PATRICK SILBERSTEIN

C'est un cocktail à la fois étonnant et détonnant que les éditions Syllepse ont concocté avec les Brigades éditoriales de solidarité. S'opposer à la guerre et exiger des armes. Demander des armes et s'opposer à la militarisation. Soutenir l'Ukraine en armes et soutenir la Russie dissidente qui déserte. Donner la parole aux solidarités combattantes – celle des cheminots biélorusses, des convois syndicaux, des dockers scandinaves – et rester muet (de stupeur, voire de colère) devant ceux qui, au contraire, bloquent les acheminements d'armes destinées à la résistance ukrainienne. Appuyer la gauche ukrainienne qui prend les armes et la gauche russe qui prend la parole malgré le talon de fer poutinien. Fournir des gilets pare-balles aux syndicalistes sous le feu russe et publier les armes de la nuit des maisons d'édition et des revues ukrainiennes étouffées par la guerre et dispersées par l'exil.

Oui, nous «prions» Saint-Javelin pour qu'il aide cette République – certes plus qu'imparfaite – envahie, martyrisée, pillée, violée, bombardée, dévastée... Oui, avouons-le, nous avons, applaudi quand le navire amiral russe s'est abîmé au fond de la mer Noire. Oui, nous avons été soulagés que l'étau se soit desserré autour de Kyiv et nous avons exulté devant la défaite du rouleau compresseur russe. Que serait-il advenu de la «paix» et du «neutralisme» si Kyiv avait été prise et qu'une marionnette du Kremlin y avait été installée au pouvoir? Sans doute aurait-il fallu renégocier le prix du gaz et du blé?

Contraint au repli, l'impérialisme russe se prépare à la bataille du Donbass, laquelle pourrait bien décider du sort de la guerre et de l'Ukraine. Pour que les troupes russes se retirent d'Ukraine, les armes et la poudre vont encore être nécessaires. Pour que l'Ukraine retrouve sa liberté, il faudra aussi que la poudre se transforme en sable, ces petits grains de rien du tout qui grippent les moteurs et oxydent le blindage mental des conducteurs de chars. Pour cela, il faut que l'armée et les citoyen·nes d'Ukraine tiennent bon. Malgré la terreur. Pour que ces petits grains de sable s'infiltrerent dans les consciences et enraient la machine de guerre de l'impérialisme russe, il faut que l'Ukraine résiste. Pour que les hommes du Kremlin s'entredéchirent, il faut que l'Ukraine résiste. Pour que les peuples de Russie se libèrent du knout poutinien, il faut que l'Ukraine résiste.

Barcelone et Guernica, Dien Bien Phu et Da Nang, sont (re)venus hanter nos discussions. Des lieux, si proches et si lointains, des symboles, des souvenirs de contrebande, des leçons surtout. «Apprendre à penser», nous enjoignait un vieux compagnon. «Apprendre à penser<sup>1</sup>», avec la guerre et contre

---

1. Imaginez, nous disait-il, qu'une colonie se soulève contre la métropole coloniale et qu'une puissance concurrente, poussée par ses propres intérêts, envoie des armes aux rebelles. La gauche de la puissance concurrente doit-elle s'opposer à l'envoi d'armes aux rebelles? Non, bien sûr. D'ailleurs, insistait-il, si les dockers de cette puissance se mettaient en grève, ils devraient faire une exception pour les navires transportant l'aide aux rebelles. En revanche, leurs homologues de la métropole coloniale devraient tout faire pour empêcher l'envoi d'armes contre les rebelles. Cela signifie-t-il que la gauche cesse de lutter contre son propre gouvernement? Pas du tout! La puissance concurrente n'aide d'ailleurs les rebelles que pour affaiblir son ennemi et faire ensuite main

la guerre. C'est ce que nous essayons de faire en combinant le fracas des armes avec le silence de la mer. C'est ce que nous essayons de faire en soutenant l'effort de guerre du peuple en armes et ses expressions démocratiques en Ukraine. C'est ce que nous essayons de faire en soutenant la dissidence, les déserteurs et les saboteurs de Russie et du Bélarus.

Apprendre à penser et agir ensemble pour penser, c'est ce que nous faisons avec les éditions Medusa de Kyiv et les autres...

---

basse sur sa colonie. La gauche ne manquera pas d'alerter les rebelles sur les objectifs des pourvoyeurs d'armes. Si la barricade n'a que deux côtés, la politique concrète de l'internationalisme prolétarien a besoin que nous apprenions à penser.

## LA BOTTE RUSSE, UNE MENACE POUR L'ÉDITION UKRAINIENNE

### DÉCLARATION DES ÉDITIONS MEDUSA (KYIV) ET SYLLEPSE (PARIS)

L'agression militaire de la Fédération de Russie, le 24 février dernier, contre l'Ukraine constitue une violation délibérée du droit à la nation ukrainienne à exister et à déterminer librement son avenir. Les massacres, les viols, les tortures constituent des moyens de guerre de l'armée russe auxquels le peuple ukrainien oppose une résistance héroïque.

Si elle aboutissait, cette invasion, signifierait également pour les Ukrainien·nes une mise au pas idéologique et culturelle, la disparition de tout espace de réflexion, l'écrasement des libertés démocratiques élémentaires, d'expression et d'association.

Les éditions Medusa, maison d'édition indépendante de Kyiv, ont développé depuis plusieurs années un catalogue constitué de pensée libre, critique, émancipatrice. Un tel catalogue est insupportable aux maîtres du Kremlin. Les éditions Medusa, comme l'ensemble des autres éditeurs ukrainiens, sont actuellement en grave danger.

Les éditions Syllepse se sont engagées dans le soutien au peuple ukrainien en publiant plusieurs ouvrages. Cet engagement va se poursuivre et s'approfondir avec le soutien à l'édition ukrainienne.

Dans ce cadre, les éditions Medusa (Kyiv) et Syllepse (Paris) ont décidé de nouer un partenariat de solidarité et d'assistance.

Désormais, les ouvrages des éditions Medusa en langue ukrainienne seront disponibles et mis en vente par les éditions Syllepse, notamment sur son site [www.syllepse.net](http://www.syllepse.net).

Ainsi, nous voulons permettre à tous et toutes d'apporter un soutien aux éditions Medusa en acquérant un ou plusieurs de leurs livres dont le prix unitaire est de 5 euros (format PDF). Le produit de la vente de ces livres sera intégralement versé aux éditions Medusa.

20 AVRIL 2022



Saint-Petersbourg.  
(Photo: Feminist Anti-War Resistance)

## ELLE AVAIT VU PASSER LES CHARS

HANNA PEREKHODA<sup>1</sup>

PROPOS RECUEILLIS PAR ALINE ANDREY

Comment ça va ? « Depuis plus d'un mois, je ne sais pas quoi répondre à cette question », soupire Hanna Perekhoda. Assistante et doctorante en histoire et en sciences politiques à l'Université de Lausanne, elle se trouve depuis le 24 février en première ligne dans les manifestations contre l'invasion russe. « La première semaine, je ne dormais plus, je ne mangeais plus », raconte celle qui, depuis, consacre tout son temps et toutes ses forces à son peuple sous les bombes. « J'ai une grande capacité de dépersonnalisation, je ne ressens plus rien, j'agis. C'est mon mécanisme de défense », analyse la fer de lance du Comité de solidarité avec le peuple ukrainien et les opposants russes à la guerre, qui mobilise, dénonce et récolte de l'argent pour l'envoi de médicaments en Ukraine.

### SOUS SES YEUX, DES CHARS RUSSES

Le monde a basculé pour Hanna Perekhoda qui, en début d'année, a passé un mois en Russie pour ses recherches sur la section soviétique du Secours rouge international (organisation de soutien aux révolutionnaires communistes), sujet de sa thèse. Quelques jours avant son retour en Suisse prévu le 19 février, elle voit passer un convoi de centaines de chars militaires. « J'ai compris qu'ils se dirigeaient vers mon pays. J'ai filmé, alors que je voyais les Russes autour de moi détourner le regard et s'éloigner, comme s'ils

avaient peur. J'ai pleuré, pleuré pendant des heures. » Hanna Perekhoda ne peut toutefois imaginer qu'une guerre aussi sanglante va s'abattre sur son pays. « Les horreurs s'intensifient avec les massacres à tendances génocidaires de civils », assène-t-elle. Or, cette guerre a commencé déjà en 2014 dans le Donbass. « Ma ville, Donetsk, a été envahie. Je n'ai plus pu retourner dans ma maison depuis, souligne celle qui étudiait alors déjà à la faculté des lettres de l'Université de Lausanne. À ce moment, j'ai décidé de changer de voie et j'ai recommencé mes études en sciences politiques. J'avais besoin de comprendre. »

### FAMILLES DÉCHIRÉES

Ni aisés ni politisés, ses parents ont tout misé sur l'éducation de leur fille unique pour lui offrir un avenir meilleur. Sa mère, fleuriste, et son père, chauffeur de taxi, viennent de se réfugier en Pologne. Son grand-père maternel aussi. « À 85 ans, il a dû monter dans un bus d'évacuation pour Moscou, avant de prendre l'avion pour Istanbul, Berlin et enfin la Pologne. Ma grand-mère paternelle, elle, est restée à Donetsk. Depuis des années, elle ne regarde que la télévision russe et est donc persuadée que Poutine va la sauver », raconte Hanna Perekhoda dont l'histoire familiale est emblématique de ce territoire déchiré.

« La situation est mal comprise d'ici. Les russo-phones n'ont pas forcément de liens avec la Russie. La langue nous vient d'une longue histoire de domination coloniale russe. Ceux qui sont nés, comme moi, après l'indépendance en 1991, sont totalement bilingues. Les tensions ne sont aucunement linguistiques ou ethniques. Les différences, propres à toutes

---

1. Hanna Perekhoda est ukrainienne. Elle vit en Suisse depuis presque dix ans, elle participe au réseau européen de solidarité avec l'Ukraine.

les sociétés, sont tout simplement instrumentalisées par la Russie pour polariser et manipuler la population, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de ses frontières; pour lui faire croire, par exemple, que tous ses problèmes viennent de la disparition de l'Union soviétique, et non pas de la captation des richesses par une petite élite qui ne pense qu'aux profits. Cette propagande médiatique est en grande partie responsable de cette guerre, explique Hanna Perekhoda. Quand il n'y a plus ni bien ni mal, que les théories du complot sèment le doute, les conditions pour la violence se trouvent réunies.»

Elle met en garde contre la persistance des inégalités sociales qui génèrent des oppressions au sein et entre les États, avant d'approfondir encore la question: «Face aux catastrophes humaines et écologiques en cours, nous devons sortir de cette logique productiviste et de profits!»

### EMBARGO SUR LES MATIÈRES PREMIÈRES

Au quotidien, Hanna Perekhoda est en contact avec ses amis ukrainiens soit au front ou en exil, et avec ses amis russes dont la liberté d'expression est anéantie. «On assiste à un suicide public de Poutine, et il emmène son peuple avec lui dans la tombe. L'État russe, dans sa forme actuelle, risque de ne pas survivre et cette désintégration pourrait être malheureusement violente, car des conflits sont latents, dans le Caucase, le Tatarstan, la Sibérie...»

Pour la militante, les sanctions doivent être renforcées contre les oligarques russes milliardaires, mais aussi contre les fonctionnaires millionnaires présents ici. «Si le peuple suisse fait preuve de compassion et de solidarité dans son accueil, le gouvernement et les élites économiques rechignent encore à appliquer de véritables sanctions. Or, sanctionner les oligarques,

c'est mettre la pression sur le pouvoir. La Suisse, plaque tournante des matières premières, et l'Union européenne doivent renoncer à l'achat de gaz et de pétrole russes immédiatement! L'envoi d'armes performantes aux Ukrainiens est également essentiel.» Autant de moyens pour obtenir un retrait des troupes russes et la fin de la guerre, selon Hanna Perekhoda qui ne se risque à aucune prédiction, «sauf que le coût de la reconstruction sera énorme. D'où l'importance d'annuler la dette extérieure de l'Ukraine». Ses rêves? «J'espère que la guerre finisse bientôt, que la société ukrainienne puisse préserver la capacité de solidarité et d'auto-organisation qu'elle démontre aujourd'hui, pour construire une société plus juste; et que la société russe puisse se percevoir non plus comme un empire, mais comme une démocratie.» Quant à ses projets personnels? «Ils ont tous volé en éclats. Ma thèse est en suspens. Je ne sais plus où est ma maison, mais je serais heureuse d'en avoir une un jour.»

13 AVRIL 2022

Paru dans *L'Événement syndical*

**PAR TOUS LES MOYENS NÉCESSAIRES**

## UKRAINE

# LES FORCES DE DÉFENSE TERRITORIALE ET NOTRE ENGAGEMENT

### COMITÉ DE RÉSISTANCE<sup>1</sup>

Le Comité de résistance est un réseau de militants libertaires et antifascistes qui ont rejoint les forces de défense territoriale et résistent par les armes à l'agression impérialiste russe. Une cinquantaine d'entre eux ont rejoint une unité pour combattre ensemble; d'autres ont rejoint les unités qui étaient proches d'eux. De nombreux Biélorusses qui ont fui la dictature de Loukachenko se sont également joints à eux. Les activités des combattants varient selon l'endroit où ils ont rejoint les unités – de simples tâches de patrouille à l'aide à la destruction des chars et des positions d'artillerie russes. Solidarité est un réseau de militants qui n'ont pas pris les armes mais qui s'efforcent de fournir des équipements aux militants antiautoritaires des forces de défense territoriale, tels que des gilets pare-balles, des kits médicaux et d'autres équipements tactiques que l'État n'est pas en mesure de fournir ou est trop lent à le faire. Cette initiative (Solidarité) apporte également du travail humanitaire dans les endroits où elle le peut.

*Sur votre site internet, je vois que vous participez à la résistance armée. Qu'est-ce que cela signifie? Comment êtes-vous organisés?*

La défense territoriale est organisée comme l'armée régulière et agit comme une infanterie légère,

sans armes lourdes. En général, ses membres restent dans la ville ou le village où ils ont été formés pour le défendre. Il existe de nombreux exemples de défense territoriale qui ont défendu avec succès leurs villes contre l'armée russe régulière, sans ou avec très peu de soutien de l'armée ukrainienne. Les forces de la défense territoriale ont également participé à de nombreuses attaques de guérilla contre des convois russes, le plus souvent dans les régions du nord de l'Ukraine. Dans les endroits où la défense territoriale combat aux côtés de l'armée régulière, elle est parfois utilisée pour lancer des attaques éclair sur les positions russes, afin de harceler les lignes ennemies et de les épuiser. Dans d'autres endroits, où les combats n'ont pas eu lieu, la défense territoriale effectue des patrouilles, dissuadant ainsi l'armée russe de tenter une invasion. Dans un certain sens, cela permet aux forces régulières de se concentrer sur des tâches plus importantes.

*Quelle est la relation entre vos actions armées et l'armée ukrainienne? Qui en assure le commandement?*

Les forces de défense territoriale sont sous le contrôle opérationnel de l'armée ukrainienne et peuvent être utilisées comme unités auxiliaires si le commandement opérationnel le décide. Ce sont des forces entièrement volontaires, mais elles perçoivent des soldes. La plupart des commandants en place sont d'anciens militaires de l'armée qui ont pris leur retraite, mais ont repris les armes après l'invasion.

---

1. Interview par la rédaction de *Sozialistische Zeitung* (SoZ) (Allemagne).

Les personnes qui le souhaitent peuvent être transférées dans l'armée régulière sur demande si l'armée accepte leur candidature.

*Des milliers de volontaires étrangers ont pris les armes en Ukraine. De quel genre de personnes s'agit-il? En Allemagne, l'Office de protection de la Constitution s'inquiète que des groupes d'extrême droite y apprennent l'art de la guerre.*

La Légion étrangère ukrainienne est officiellement composée de personnes ayant déjà une expérience militaire; celles qui n'en ont pas peuvent se voir attribuer des rôles auxiliaires qui n'impliquent pas de combat. Les personnes qui sont venues ici déclarent le plus souvent qu'elles sont venues se battre pour la démocratie et pour empêcher les crimes de guerre russes.

Évidemment, il y a des gens venus d'un large éventail de milieux politiques, qu'ils soient de gauche, de droite ou du centre.

Bien sûr, il n'y a aucune garantie que certaines personnes ayant des opinions d'extrême droite ne puissent pas trouver un moyen d'y entrer, mais en général la Légion étrangère est organisée de telle manière qu'il est peu probable qu'elle puisse devenir un terrain d'entraînement pour une organisation si la personne n'a pas eu une telle expérience auparavant.

Les volontaires biélorusses sont très actifs. Comme je l'ai déjà mentionné, certains d'entre eux ont rejoint le Comité de résistance, mais des personnes aux convictions libertaires et démocratiques ont rejoint une unité spéciale biélorusse qui a maintenant la taille d'un régiment et qui prévoit de se rendre au Bélarus pour y lancer une révolution afin de renverser le dictateur Alexandre Loukachenko une fois la guerre terminée en Ukraine.

*Êtes-vous attaqués par des groupes d'extrême droite?*

Des membres de l'organisation Misanthropic Division<sup>1</sup> ont attaqué deux militants antiautoritaires à Lviv. Les militants se sont rendus dans un magasin militaire pour chercher des gilets pare-balles pour leurs camarades et ont été frappés par des membres de la Misanthropic Division, l'un des militants a eu le doigt cassé. Cependant, même certaines organisations d'extrême droite n'ont pas approuvé cette attaque, la qualifiant de stupide.

*Vous vous appelez la résistance anti-autoritaire. Comment parvenez-vous à vous distancer de la politique gouvernementale – et également en ce qui concerne l'après-guerre?*

Malheureusement, ce n'est pas une guerre où il y a de la place pour la pureté idéologique ou pour un quelconque choix. Le régime de Poutine est extrêmement autoritaire, sans liberté d'expression ou de réunion, avec la suppression et le meurtre d'opposants politiques, de fausses allégations criminelles contre des militants, y compris les anarchistes, des attaques contre la communauté LGBTQ+.

Lorsque l'invasion a commencé, j'ai supposé que de nombreux militants politiques ukrainiens, qu'ils soient de droite, centristes ou de gauche, seraient mis en prison par le gouvernement fantoche que Poutine mettrait en place, et que la liste m'inclurait probablement. Après le massacre de Boutcha, il est clair que mon hypothèse était trop optimiste, tous les activistes politiques (ou les personnes qui seront suspectées d'activisme) seront carrément assassinés. De plus, les massacres atteindraient probablement l'ampleur d'un génocide, car les propagandistes russes disent déjà ouvertement que tous ceux qui sont dans l'armée ukrainienne ou qui l'aident devraient être considérés

---

1. NdT: la Misanthropic Division (en français: Division misanthrope) est une organisation néonazie créée en 2013 en Ukraine.

comme des « nazis » et donc purgés. Cela concerne au moins des centaines de milliers de personnes, mais plus probablement des millions, car la majorité de la population soutient l'armée ukrainienne d'une manière ou d'une autre.

Il s'agit donc à la fois d'une lutte pour la survie et pour la préservation des libertés politiques fondamentales dont nous disposons. Nous considérons que cette situation est assez similaire à celle des anarchistes espagnols, qui ont combattu sous le commandement opérationnel de l'armée républicaine espagnole contre le soulèvement de Franco, et qui ont ensuite rejoint l'Armée française de libération pour lutter contre le nazisme. Alors que beaucoup de gens parlent de « nazisme ukrainien », l'extrême droite a perdu tous ses sièges au Parlement lors des dernières élections et a réduit sa présence dans les rues, et que le régime de Poutine ressemble de plus en plus au fascisme.

*Qu'attendez-vous de la solidarité internationale de la gauche ?*

Malgré les « sanctions » en 2014 et le soutien proclamés à l'Ukraine, les pays de l'OTAN ont ensuite vendu d'énormes quantités d'équipements militaires à la Russie, pour des millions d'euros. L'Allemagne a été le deuxième plus grand fournisseur de ces armes, avec plus de 130 millions d'euros en 2015-2020. Ces armes sont maintenant utilisées pour tuer des Ukrainiens.

Voilà pour l'argument « l'OTAN arme l'Ukraine ». Maintenant, alors qu'une guerre à grande échelle a commencé et que les crimes de guerre sont commis quotidiennement par l'armée russe, il n'y a pas d'autre option pour empêcher de nouvelles pertes de vies civiles qu'une défaite militaire des unités russes opérant sur le territoire ukrainien. Je demande donc

à la communauté internationale de gauche de soutenir, ou du moins de ne pas bloquer, les livraisons d'armes à l'Ukraine, ainsi que de nous soutenir. Je comprends que cela puisse être difficile, étant donné que la gauche a passé des décennies à critiquer les politiques de l'OTAN. Cependant, la politique d'une partie de la gauche « Je soutiendrais n'importe qui tant qu'il est contre les États-Unis et l'OTAN » a clairement montré ses failles, entraînant des crimes de guerre massifs de dictatures dites « antiaméricaines ».

Jusqu'à présent, la communauté internationale a fait preuve d'une solidarité étonnante avec les réfugiés d'Ukraine, et nous lui en sommes reconnaissants. J'espère que cet accueil chaleureux servira d'exemple pour toutes les crises à venir. Et de telles crises surviendront certainement dans un avenir proche : l'Ukraine a exporté des millions de tonnes de nourriture vers le Moyen-Orient et l'Afrique, nourrissant plus de 300 millions de personnes dans ces régions. La menace de la faim dans ces régions est presque imminente. Je suppose que nous sommes à l'aube de nombreux conflits dans le monde, aux conséquences horribles, qui se répercuteront sur tous les autres pays. La gauche internationale doit s'y préparer, tant en théorie qu'en pratique.

Pour l'instant, vous pouvez soutenir les réfugiés ou l'opération Solidarité par le biais de [www.nowar.help/en](http://www.nowar.help/en). Il s'agit d'un site web où vous pouvez trouver la manière de le faire, soit par des dons, soit par tout autre moyen que vous jugez préférable.

13 AVRIL 2022

Publié par *Europe solidaire sans frontières*

Traduction Patrick Le Tréhondat

## BÉLARUS

# POURQUOI LE BÉLARUS NE S'EST PAS ENCORE JOINT À L'INVASION DE L'UKRAINE

Comme nous l'avons déjà indiqué dans «Les cheminot·es du Bélarus entrent en action» (*Soutien à l'Ukraine résistante*, n° 4), la résistance clandestine du Bélarus perturbe les transports militaires russes et empêche Loukachenko de se joindre directement à l'invasion de l'Ukraine. Complice du Kremlin, le régime biélorusse a fait du pays une des bases arrière de l'invasion de l'Ukraine. Pourtant, son armée n'est pas (encore) entrée directement dans la guerre. Pourquoi? Le journaliste biélorusse Igor Ilyash revient dans *Open Democracy* sur le rejet de la guerre qui se manifeste dans la société biélorusse et sur le mouvement de résistance qui a entravé les plans du régime... et de Moscou. Le risque d'une crise politique majeure si le Bélarus entrait directement dans la guerre «est très probablement l'argument que Loukachenko a utilisé dans ses négociations avec Poutine sur la participation directe de son pays à l'invasion russe», écrit Igor Ilyash: «Une armée opérant dans ce genre d'atmosphère chez elle est potentiellement peu fiable, au point de provoquer mutineries et révolutions.» Nous publions ici des extraits de son article paru le 12 avril.

«La manifestation la plus frappante du mouvement antiguerre du Bélarus sont les actes de résistance sur le réseau ferroviaire. En réponse à l'invasion de

l'Ukraine, une vague de sabotage a déferlé sur le pays: les opposants à la guerre ont tenté de rendre les chemins de fer inutilisables et d'empêcher le matériel militaire russe de circuler sur le territoire biélorusse.»

Si la population s'est engagée dans des actions de résistance, c'est qu'avec la terreur déclenchée par le régime depuis les élections de 2020, «le prix à payer pour descendre dans la rue est si élevé que certains Biélorusses se sont tournés vers l'action clandestine.»

Les médias indépendants, nous confirme Igor Ilyash, ont qualifié ces actions de nouvelle «bataille du rail», ce qui n'évoque pas le film de René Clément terme mais «les attaques des partisans biélorusses contre les lignes de chemin de fer pendant l'occupation nazie». Les auteurs de ces actions de résistance sont désormais désignés comme des «partisans». *Open Democracy* indique que selon le ministère de l'intérieur, il y aurait eu à ce jour 80 actes de sabotage.

Igor Ilyash nous fournit une description précise des actes de sabotage: «Ils mettent le feu aux systèmes de signalisation pour que ceux-ci cessent de fonctionner sur certaines sections du réseau ferroviaire, ce qui oblige les trains à circuler à petite vitesse (15 à 20 km/heure).» Ces actions, rappelle le journaliste, ne visent pas à faire dérailler des trains militaires, ni à provoquer des accidents qui pourraient provoquer des blessés.

Ces actions complètent celles des «cyberpartisans» qui ont désactivé le réseau informatique de la

compagnie des chemins de fer à la fin du mois de février, dont nous avons fait état précédemment. « Ces faits ont été confirmés par le directeur de la société des chemins de fer ukrainiens qui tout en indiquant qu'il n'en "préciserait pas les détails" a remercié les cheminots biélorusses pour ce qu'ils ont fait ».

Pour empêcher les sabotages, continue Igor Ilyash, le gouvernement « a intensifié les patrouilles sur les sites ferroviaires » et annoncé que « les forces de sécurité considéreraient que toute action contre les sites ferroviaires serait considérée comme un acte de terrorisme ». Leurs auteurs seraient désormais passibles de la peine de mort. Le pouvoir a annoncé qu'« on ne négocie pas avec les terroristes et qu'on ne peut que les détruire ». Les forces de sécurité sont autorisées à ouvrir le feu : « Il a été rapporté, écrit le journaliste biélorusse que celles-ci avaient ouvert le feu sur des personnes qui avaient mis le feu à une armoire relais dans l'ouest du Bélarus. » Des arrestations ont eu lieu il y a une dizaine de jours à la suite de l'incendie d'armoires-relais dans les régions de Bobruisk et de Borisov.

Viasna, l'organisation de défense des droits humains, rapporte que depuis le déclenchement de la « bataille du rail », les forces de sécurité ont effectué des raids dans les villes proches des sites de sabotage – Stolbtsy, Dzerzhinsk et Baranovichi. Les domiciles des personnes connues pour avoir déjà participé à des manifestations ont été perquisitionnés et leur téléphone ont été contrôlés : « Si des abonnements à des chaînes Telegram de l'opposition étaient découverts, elles étaient arrêtées<sup>1</sup>. »

1. Des Biélorusses ont également été arrêtés pour avoir modifié des articles sur Wikipédia, pour avoir critiqué la guerre dans des conversations privées ou pour avoir attaché un ruban bleu et jaune dans un lieu public.

Par ailleurs, comme nous l'avons déjà indiqué, une quarantaine d'employé·es des chemins de fer ont également été arrêtées : « Leurs "vidéos de repentance" – où elles expriment devant la caméra leurs regrets pour leurs actions – sont ensuite apparues sur des chaînes de médias sociaux contrôlées par les autorités. Ici, écrit Igor Ilyash, le principe de « dissuasion préventive » est à l'œuvre ».

Il note également qu'on peut estimer à « plusieurs centaines de personnes les participants directs à ces actions et que cela signifie probablement l'implication de milliers de soutiens immédiats, y compris sur les réseaux sociaux ».

« La culture de protestation biélorusse a commencé s'est déplacée vers des formes de résistance souterraines et "partisanes" », rappelle Igor Ilyash :

Dans tout le pays, les gens sont devenus les yeux et les oreilles de Bélaruski Gaiun, un service de surveillance qui enregistre les mouvements des troupes russes sur le territoire du Bélarus, les lancements de missiles, les décollages et les atterrissages d'avions militaires. Ils sont ainsi en mesure de transmettre des informations sur les cas où des soldats russes envoient en Russie, via le Bélarus, des objets prétendument pillés en Ukraine, y compris des voitures saisies.

Anton Motolko, un des animateurs cette initiative, a rapporté à *Open Democracy* que son mouvement recevait « environ 1000 messages par jour [alors même que] les personnes qui envoient des informations à Bélaruski Gaiun risquent également d'être poursuivies et d'être contraintes de se "repentir" devant les caméras ».

12 AVRIL 2022

[Opendemocracy](#)

Traduction et adaptation Patrick Silberstein

## RUSSIE

# RENCONTRE AVEC LA RÉSISTANCE FÉMINISTE RUSSE À LA GUERRE DE POUTINE

VIKTORYA KOKOREVA ET ELLA ROSSMAN

Début mars, des féministes russes ont uni leurs forces et organisé la Résistance féministe contre la guerre (FAR), actuellement le mouvement antiguerre le plus organisé de Russie. Viktorya Kokoreva interroge Ella Rossman, féministe et historienne russe, membre de la coordination du FAR.

*Quelles sont les caractéristiques de votre résistance à la guerre?*

Notre mouvement essaie maintenant d'arrêter la guerre par tous les moyens possibles. Lorsqu'elle a commencé, toutes les féministes russes étaient bien sûr en état de choc, en raison de la manière dont cette guerre contre les civil·es a été menée depuis le début et parce que notre État a décidé d'envahir le territoire d'un État souverain indépendant.

Mais elle a également porté un coup à tout ce que nous faisons en Russie depuis de nombreuses années. Au cours des dix dernières années, le mouvement féministe s'est développé activement – en fait, nos militantes ont fait ce que les organisations et les organes de l'État auraient dû faire, comme apporter un soutien aux femmes subissant des violences domestiques.

Après le début de la guerre, toute cette lutte a été anéantie. Il y aura plus de pauvreté et plus de violence en Russie, surtout avec toutes les sanctions.

Personne ne comprenait cette guerre, alors les féministes sont devenues la première force d'opposition en Russie à créer une association antiguerre. Aujourd'hui, nos deux principales lignes d'action sont de protester et d'informer. D'une part, nous rassemblons des groupes féministes dans toute la Russie – plus de 45 groupes féministes ont été organisés dans différentes villes.

Des groupes situés en dehors du pays se joignent également à nous : en Italie, en Suisse et aux États-Unis, par exemple, ils ont manifesté sous notre logo. Nous organisons des manifestations de rue contre la guerre et demandons au gouvernement de l'arrêter. Des groupes à l'étranger demandent que les gouvernements locaux fassent pression sur le gouvernement russe.

Et la seconde chose que nous faisons, c'est informer. En Russie, avant même le début du conflit, la plupart des médias indépendants étaient bloqués ou fermés. Aujourd'hui, les sites de médias sociaux sont bloqués ou ralentis par le gouvernement. Les gens obtiennent très peu d'informations indépendantes : ils reçoivent surtout de la propagande d'État.

Notre première méthode est de distribuer des tracts, la seconde est de mener des campagnes en ligne que nous lançons régulièrement sur les réseaux sociaux. Nous le faisons non seulement sur Instagram, mais aussi sur les réseaux sociaux ; par exemple, sur Odnoklassniki [une plateforme de médias sociaux russe populaire auprès des personnes âgées de 40 à 70

ans], nous avons lancé des parodies de ses messages «Envoyez ça à sept amis et vous serez heureux». Mais nous les avons appelées «lettres de malheur» et avons rédigé un texte antiguerre avec des informations sur les victimes.

*Même distribuer des tracts antiguerre en Russie est très dangereux maintenant. Quels conseils donnez-vous à ceux qui protestent ?*

Toute manifestation est très dangereuse aujourd'hui. En raison des nouvelles lois sur la trahison de la patrie (jusqu'à vingt ans d'emprisonnement) et sur les fausses nouvelles (jusqu'à quinze ans), il est interdit de diffuser toute information sur la guerre autre que celle approuvée par le ministère de la défense. Tout·e manifestant·e dans la rue est arrêté·e, même si les piquets de grève isolés ne sont pas encore interdits dans notre pays.

Plusieurs de nos jeunes femmes ont déjà été arrêtées par la police pour avoir collé des tracts, c'est pourquoi nous avertissons ouvertement nos volontaires que c'est dangereux. Nous avons une chaîne Telegram qui décrit nos outils de sécurité de base – nous vous suggérons de vous préparer à la distribution de tracts comme pour aller à une manifestation : «Allez toujours avec quelqu'un d'autre, ayez un téléphone chargé et de l'eau, restez en contact les un·es avec les autres, et ayez à portée de main les coordonnées des avocats du département OVD-info [organisation russe de défense des droits humains qui fournit une première assistance juridique lors des manifestations].»

Pour les campagnes en ligne, nous disposons également d'un mécanisme de communication sécurisé sur internet : nous expliquons ce que sont les messageries cryptées, où vous pouvez chatter, où non, et quelle application utiliser pour qu'elle supprime toute votre correspondance lorsque vous êtes arrêté.

Telegram est également devenu dangereux, car sa correspondance est souvent utilisée pour vous accuser de «terrorisme téléphonique» et d'extrémisme. Par ailleurs, je surveille le comportement des autres groupes dans l'espace en ligne et je leur signale régulièrement s'ils se mettent en danger.

*Comment la répression a-t-elle affecté les FAR ?*

Actuellement, je dirais que nous sommes les plus organisés de Russie. Avant la guerre, Yulia Tsvetkova [illustratrice militante qui dessinait des bandes dessinées sur les droits des femmes] a été emprisonnée pour pornographie et Anna Dvornichenko [spécialiste des études de genre et organisatrice de festivals féministes] a été pratiquement expulsée du pays. Notre groupe a fait l'objet de nombreuses répressions, mais comme, dans le même temps, les femmes sont toujours sous-estimées dans la culture patriarcale russe, on ne s'attendait pas à ce que nous devenions une force politique.

Notre groupe central est délibérément restreint pour ne pas nuire à l'efficacité de notre travail. Nous demandons à tous les groupes féministes des différentes villes de s'auto-organiser et de discuter de manière indépendante des actions que nous leur proposons, et non de rejoindre notre groupe. C'est une question de sécurité, car s'ils s'en prennent à nous, il restera de nombreuses cellules autonomes capables de continuer à fonctionner par elles-mêmes.

De plus, certains d'entre nous ont déjà quitté le territoire russe car la police est déjà au courant de nos activités et de nombreux militants ont déjà été perquisitionnés et arrêtés sous l'accusation de «terrorisme téléphonique». Ce type d'accusation est un nouveau moyen pour la police de suspendre les activités des militants pendant un certain temps et de les intimider.

*Pouvez-vous nous en dire plus sur le comportement de la police pendant les manifestations ?*

Le 6 mars, nous avons plusieurs colonnes de femmes dans le cadre de l'action antiguerre en Russie. Beaucoup de nos jeunes femmes ont participé dans différentes villes. La même nuit que les arrestations, nous avons reçu des informations sur plusieurs cas de passages à tabac et de torture de jeunes femmes par la police. Des cas de violences sexuelles commises par des policiers ont également été signalés à Saint-Petersbourg.

Et maintenant, le Conseil des droits humains en Russie a annoncé que le ministère de l'intérieur et le Comité d'enquête mènent une inspection dans l'un des commissariats de Brateevo, où l'une de nos jeunes femmes a enregistré un enregistrement audio montrant des agents en train de la battre et de la forcer à répondre à leurs questions. À propos, elle a déclaré plus tard que, dans son enfance, son père la battait souvent. Dans cette situation, elle a gardé la tête froide et a réussi à mettre l'enregistreur en marche.

Le 8 Mars, nous avons organisé une action mondiale en mémoire des morts ukrainiens. Nous avons proposé aux femmes de Russie de se rendre aux monuments de la Seconde Guerre mondiale, présents dans chaque ville et village, et de déposer des fleurs en signe de protestation. Dans le monde entier, 112 villes ont participé. C'était particulièrement important pour les petites villes, où les jeunes femmes pensaient être les seules à être contre la guerre. Elles sont donc allées aux monuments et ont vu un tas de couronnes, de cartes postales et d'affiches antiguerre, et ont été surprises. Elles ont pris conscience qu'elles n'étaient pas seules.

*Quel travail faisiez-vous dans la société russe avant que la guerre n'éclate ?*

Eh bien, il existe une idée fausse en Europe selon laquelle l'égalité des sexes en Russie a été atteinte sous les bolcheviks, mais ce n'est pas vrai, même d'un point de vue historique. Et dans la Russie post-soviétique moderne, les choses ont empiré : ces dernières années, la possibilité d'avorter a été sévèrement limitée, la période pendant laquelle on peut le faire a été réduite, et si une femme décide d'interrompre sa grossesse, de nombreuses cliniques ont rendu obligatoire la consultation de prêtres.

En Russie, il n'y a pas de loi sur les violences domestiques, la peine maximale pour ce crime est une amende, nous n'avons pas de protection normale pour la famille, il n'y a pas de structures offrant une protection. Les féministes se sont longtemps battues pour cette loi, mais elle n'a jamais été adoptée. Toutes nos structures d'accueil et le travail psychologique avec les victimes de violence sont assurés par les efforts des bénévoles et sans le soutien de l'État.

Les féministes tentent d'humaniser la société russe. La société a une très grande tolérance à l'égard de la violence : si un·e élève est battu·e à l'école, eh bien, iel est réprimandé·e, si un homme bat une femme, eh bien, les choses s'arrangent.

Les féministes sont en train de changer ce point de vue, d'expliquer et de montrer que l'on peut vivre différemment, que garder le silence sur la violence, ce n'est pas normal. La compréhension de ce problème progresse. Des jeunes hommes, profémnistes, ont commencé à nous rejoindre, à participer à nos actions.

Cependant, nous pensons que la guerre nous ramènera de nombreuses années en arrière dans ce domaine.

4 AVRIL 2022

Source: [Green Left](#), revue internationale du renouveau socialiste

## ALLEMAGNE ET BELGIQUE

# LES MÉTALLOS ENVOIENT DES CONVOIS D'AIDE AUX MÉTALLOS UKRAINIENS QUI DÉFENDENT L'USINE D'ARCELORMITTAL À KRYVYÏ RIH

L'usine d'ArcelorMittal à Kryvyï Rih, dans l'est de l'Ukraine, est l'une des plus grandes usines sidérurgiques du monde. Elle emploie 24 000 travailleurs et réalise l'extraction et le traitement du minerai de fer, ainsi que la production d'acier. Le syndicat de l'usine, le Syndicat des métallurgistes et des mineurs d'Ukraine, est affilié à Industrial All Global Union.

terre si l'approvisionnement en électricité était interrompu. Puis, le 3 mars, les travailleurs ont soigneusement fermé les hauts fourneaux – un processus compliqué qui prend sept à dix jours pour être réalisé en toute sécurité – ont creusé des défenses antichars et construit des abris.

Malgré les sirènes de raid aérien et les bombes



Peu après l'invasion russe de l'Ukraine, le 24 février, les troupes russes ont avancé jusqu'à 10 km de Kryvyï Rih. Les cadres supérieurs de l'entreprise, dont beaucoup d'expatriés, ont été évacués en Pologne, laissant les cadres locaux, le syndicat et les travailleurs sur place.

Les opérations minières ont d'abord été fermées, par crainte que les mineurs ne soient piégés sous

qui atterrissent régulièrement à proximité du site, les militants syndicaux sont restés sur place pour coordonner les secours aux militaires, aux forces de défense territoriale, aux hôpitaux et aux travailleurs, et pour aider à l'évacuation des femmes et des enfants. Près de 1 600 travailleurs ont été incorporés dans les forces de défense territoriale et ont dû trouver d'urgence des équipements de protection.

La responsable du syndicat de l'usine, Natalya Marynyuk, a envoyé un appel pressant aux métallurgistes d'autres pays, leur demandant un soutien politique et une aide humanitaire :

Le peuple ukrainien vous est très reconnaissant d'avoir été aux côtés de l'Ukraine ces jours terribles. Beaucoup d'entre vous ont rejoint les manifestations pour la paix, demandant la fin de la guerre de Poutine contre l'Ukraine et notre peuple. Ce sont vos actions qui forcent les gouvernements hésitants à agir et à imposer des sanctions contre la Russie.

Natalya Marynyuk ajoutait à sa déclaration une liste de fournitures humanitaires essentielles qui étaient nécessaires.

Les travailleurs de l'usine ArcelorMittal de Brême, en Allemagne, ont été les premiers à réagir par l'intermédiaire de leur syndicat, IG Metall, en envoyant un convoi de médicaments, de vêtements chauds, de sacs de couchage, d'extincteurs et de générateurs à la frontière polonaise, où les marchandises ont été reçues par leurs homologues ukrainiens.

L'usine de Brême a convoyé un deuxième envoi début avril, et les membres du syndicat ACV Puls de l'usine ArcelorMittal de Gand, en Belgique, ont également organisé un envoi.

À la fin du mois de mars, les forces russes avaient été repoussées à environ 70 km de l'usine, et bien que le danger persistait, le syndicat a fait valoir avec force que la production devait redémarrer pour maintenir la base économique de la ville. Le 2 avril, les travaux de redémarrage du haut-fourneau n° 6. Le four a été rallumé le 9 avril, et la fonte brute peut maintenant être produite et l'acier fabriqué. Le syndicat a exigé que la direction revienne d'exil pour diriger l'usine. L'usine doit maintenant faire face à la difficulté de transporter l'acier, car les ports de la

mer Noire ne sont pas accessibles. Les travailleurs ne se sentent toujours pas en sécurité car les combats se poursuivent à proximité, et ceux qui ont quitté la ville ne sont pas encore revenus travailler.

L'aide de solidarité internationale est incroyablement importante pour notre syndicat en temps de guerre, parce qu'elle inspire et remonte le moral, parce que nous sentons que nous ne sommes pas seuls dans la lutte pour notre pays, pour la liberté et les valeurs européennes, et aussi parce que grâce à nos formidables collègues des syndicats étrangers, nous avons la possibilité de fournir les choses nécessaires à nos employés, qui défendent maintenant Kryvyi Rih et l'Ukraine.

12 AVRIL 2022

Publiée par Réseau syndical international de solidarité et de luttes

Traduction Patrick Le Tréhondat

VOIR LA VIDÉO

TRADE UNION SOLIDARITY CONVOY TO UKRAINE

[www.youtube.com/watch?v=jGt8RGpOrpY&t=7s](https://www.youtube.com/watch?v=jGt8RGpOrpY&t=7s)

## SUÈDE

# LES DOCKERS SUÉDOIS VONT BOYCOTTER LES BATEAUX RUSSES

Le 31 mars 2022, le syndicat suédois des travailleurs des transports a déclaré : «Le blocus des navires russes, battant pavillon russe et sous contrôle russe à partir du 1<sup>er</sup> mai 2022. Nos membres ne traiteront plus avec ces navires après cette date.»

Nous publions la déclaration de ce syndicat ainsi que la [vidéo](#) de syndicalistes ukrainiens des transports qui remercient le syndicat suédois et appellent à la généralisation du boycott<sup>1</sup>.

### DÉCLARATION DU SVENSKA TRANSPORTARBETAREFÖRBUNDET

Le Syndicat des travailleurs des transports a discuté de la question d'un éventuel blocus des ports suédois contre les navires russes depuis que la Russie a attaqué l'Ukraine. Nous avons un dialogue permanent avec les employeurs dans le cadre du modèle suédois. Le syndicat suédois des travailleurs des transports estime que ce sont les décideurs suédois qui doivent gouverner la politique étrangère et de sécurité suédoise, et non un syndicat. Par conséquent, nous avons attendu jusqu'à maintenant pour émettre un avis.

Le syndicat croit toujours qu'une décision sur une approche commune de l'UE sur la question est la meilleure, mais maintenant la situation est telle que nous choisissons d'agir.

Le syndicat suédois des travailleurs des transports est à cent pour cent avec l'Ukraine dans la guerre et

nous sommes prêts à agir immédiatement en solidarité avec nos camarades syndicaux et avec les citoyens ukrainiens. Par conséquent, nous déclarerons le blocus des navires russes, battant pavillon russe et sous contrôle russe à partir du 1<sup>er</sup> mai 2022. Nos membres ne traiteront plus avec ces navires après cette date. La question du blocus est extrêmement compliquée car seule une très petite partie des navires marchands russes fait escale dans les ports suédois. L'effet d'un blocus non coordonné par l'UE risque d'avoir très peu d'impact.

Espérons que cela puisse faire pression sur d'autres pays de l'UE pour qu'ils agissent, a déclaré Tommy Wreeth, président du Syndicat des travailleurs des transports. Il peut y avoir une pénurie de certains produits. C'est la raison pour laquelle nous reportons notre avis d'un mois. Pour donner aux entreprises la possibilité de trouver des fournisseurs autres que russes et qu'elles puissent ramener chez elles des marchandises déjà achetées et payées qui sont déjà en route vers la Suède, a ajouté Tommy Wreeth.

Cette décision est principalement valable jusqu'au 31 mai 2022, mais peut être prolongée.

31 MARS 2022

Publiée par [Réseau syndical international de solidarité et de luttes](#)

Traduction Patrick Le Tréhondat

---

1. La vidéo est sous-titrée, [www.youtube.com/watch?v=AmnSay5plFk](http://www.youtube.com/watch?v=AmnSay5plFk).

## UKRAINE ET BÉLARUS

# TÉMOIGNAGES DE SYNDICALISTES

Le présent document constitue le verbatim de la visioconférence organisée le 25 mars entre 25 dirigeants syndicaux d'Ukraine et du Bélarus et une centaine de camarades de la CGT, pour la plupart dirigeants confédéraux ou de fédérations.

La CGT a pris l'initiative d'organiser cet événement pour rendre compte de la réalité de la guerre en Ukraine en prenant appui directement sur la parole des camarades syndicalistes de ce pays. Il s'agit de l'échange le plus important organisé au sujet de la guerre entre syndicalistes d'Ukraine, du Bélarus et de France. Il en ressort une parole crue et sans fard sur les horreurs en cours, exprimée par des camarades au cœur de ces événements tragiques, ne perdant pas de vue, malgré la brutalité du contexte, leurs rôles de syndicalistes.

La Fédération des syndicats d'Ukraine (FPU), est la première et principale organisation syndicale du pays, héritière de la branche ukrainienne du Conseil central des syndicats soviétiques. La FPU, après 1992, a perdu beaucoup d'adhérents passant de 25 à 8,7 millions en quinze ans pour dépasser encore largement les cinq millions à l'aube du conflit. Selon la FPU, ces départs sont dus à plusieurs facteurs: une défiance vis-à-vis des organisations syndicales; des changements dans la structure des syndicats et surtout des raisons économiques. En effet, sur 100 départs, 25 seraient dus à une décision personnelle et 75 à la fermeture des entreprises (source: enquête sociologique produite en 2010 à l'occasion d'un congrès de la FPU).

La FPU, reste néanmoins le principal acteur syndical du pays. Sur l'ensemble des salariés, le taux de syndicalisation revendiqué par la FPU est de plus de 30 %. Elle compte 44 fédérations de branches et 27 régions. En temps de paix, elle se caractérise par son caractère de masse et son opiniâtreté à défendre les garanties collectives et le Code du travail face aux attaques dont ils ont pu faire l'objet par les gouvernements successifs, depuis 1992. On peut considérer que la CGT développe des relations fraternelles avec cette organisation depuis sa création (et même avant, de facto). Tous les ans, nous avons l'habitude, avant la guerre, de recevoir une importante délégation de la FPU pour une formation à Courcelle. La FPU est actuellement présidée par Grigory Osovy.

La Confédération des syndicats indépendants d'Ukraine (KVPU) revendique 268 000 adhérents et est la deuxième confédération syndicale en Ukraine. La Fédération des mineurs est la plus importante en son sein avec plus de 50 000 adhérents, suivie de la fédération de l'enseignement, la fédération des cheminots, des salariés du métro et des personnels navigants (transport aérien). De nouvelles fédérations sont en cours de structuration par exemple dans l'agro-alimentaire. Elle est actuellement présidée par Mikhaïlo Volynets et Natalya Levytskaya en est l'une des vice-présidentes. Les seules ressources de la KVPU sont les cotisations.

La CGT développe depuis plusieurs années des relations fraternelles et de solidarité avec les syndicats des mineurs et des métallurgistes de Kryvyi Rih, plus

grand combinat métallurgique d'Europe où la KVPU est bien implantée. Le secrétaire de l'union locale de Kryvyi Rih faisait partie des intervenants à la journée internationale organisée à la veille du congrès confédéral de Dijon.

Le Congrès des syndicats démocratiques du Bélarus (BKDP) voit officiellement le jour en 1993. Sa création résulte du rapprochement des nouveaux syndicats indépendants qui éclosent dans le pays dès la fin des années 1980 et de quelques fédérations professionnelles qui quittent la FPB (syndicat officiel ayant des liens organiques avec le régime de Loukachenko). La naissance du mouvement syndical indépendant est très étroitement liée à l'exercice effectif du droit de grève et à sa contestation par Loukachenko. Une autre ligne de fracture essentielle avec le syndicalisme officiel passe par le refus d'accepter dans ses rangs la direction des entreprises. Avec l'arrivée de Loukachenko au pouvoir, la mise sous pression du syndicalisme indépendant devient une constante. Le BKDP fait face au refus des autorités d'enregistrer légalement ses syndicats de base, leurs membres étant sommés de rejoindre les syndicats officiels sous la menace de licenciements. Le BKDP est systématiquement écarté de la négociation collective au niveau local comme national. Ses effectifs sont aujourd'hui de l'ordre de 10 000 membres déployant leur activité syndicale dans une constante adversité. Les militants du BKDP ont pris une part active à l'explosion sociale qui a suivi l'élection présidentielle de 2020, ont animé un grand nombre de comités de grèves et plusieurs de ses dirigeants, dont le président Alexandre Yaroshuk, ont piloté le comité national de coordination des grèves. Le BKDP est adhérent à la CSI, tandis que la FPB, soutien sans faille du régime de Loukachenko est membre de la FSM.

Quelques éléments sur l'origine des participants.  
Parmi eux:

- 21 sont dirigeants de la FPU, dont son président;
- 3 sont dirigeants de la KVPU (dont deux femmes);
- le président du BKDP;
- les villes et régions ukrainiennes représentées étaient Kirovohrad, Poltava, Kryvyi Rih (région de Dnipropetrovsk), Lviv, Ternopil, Rivne, Tchernivtsi, région de Transcarpatie et bien sûr la région capitale Kyiv, qui au moment du webinaire se trouvait encore encerclée et sous le feu de l'armée russe.

Fédérations professionnelles participantes:

- la Fédération des travailleurs de la santé
- la Fédération des travailleurs de l'aérospatiale et de la machine-outil de l'Ukraine
- la Fédération de l'électronique et de la machine-outil de l'Ukraine
- la Fédération des métallurgistes et des mineurs
- la Fédération de l'industrie minière de l'Ukraine;
- la Fédération des travailleurs d'aviation de l'Ukraine
- la Fédération de l'industrie et de l'énergie nucléaire de l'Ukraine

Avant la réunion, nos camarades de la FPU nous ont indiqué que les unions régionales de Tchernihiv, Kharkiv, Kherson, Mykolaïv auraient aimé participer. Elles n'ont pas pu le faire en raison de la destruction des locaux syndicaux par les bombardements russes, rendant la connexion impossible ou précaire.

## SOUTIEN À L'UKRAINE RÉSISTANTE

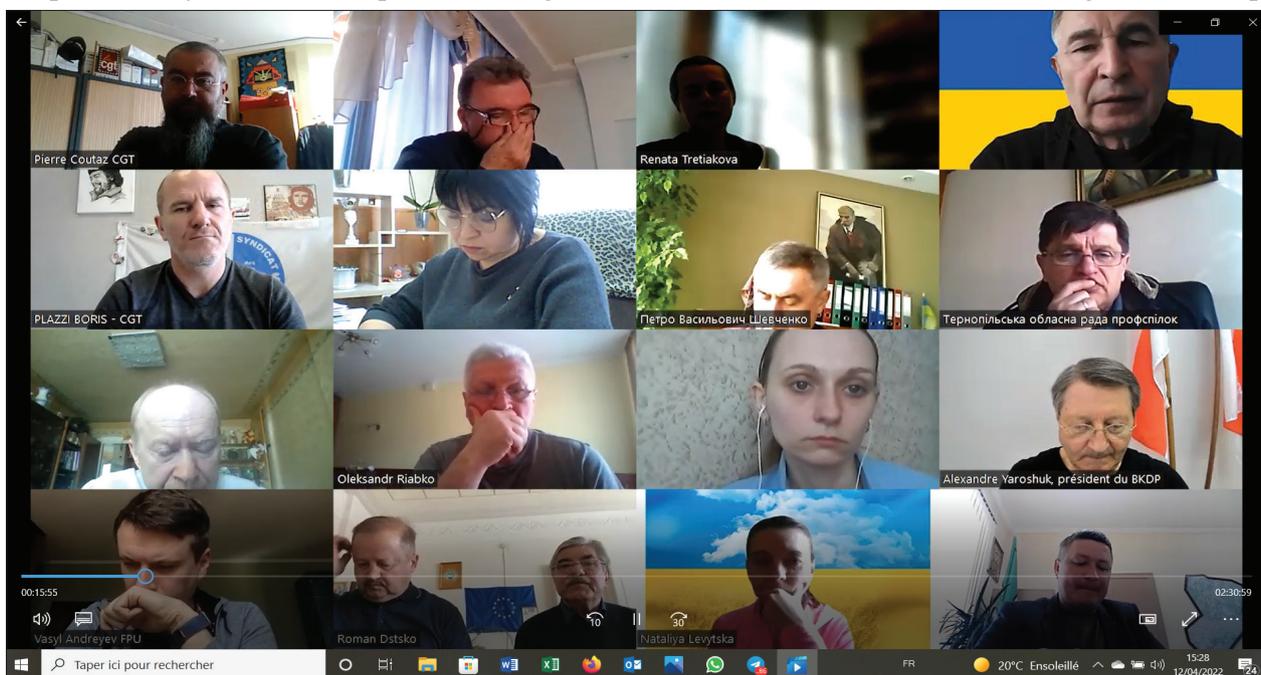
PIERRE COUTAZ, ANIMATEUR ESPACE INTERNATIONAL  
CGT

Je vous propose de commencer. J'ai du mal à dire que nous avons beaucoup de plaisir à vous retrouver parce que la situation est tragique et que le terme de plaisir ne se prête absolument pas à ce que vous vivez quotidiennement. Cependant, c'est pour nous extrêmement important d'organiser cette demi-journée d'échanges avec un tel nombre de syndicalistes ukrainiens. Je vous remercie côté Fédération des syndicats d'Ukraine (FPU) ou côté Confédération des syndicats indépendante d'Ukraine (KPVU).

Je vous remercie grandement de consacrer du temps à cet échange. C'est pour nous extrêmement précieux et d'une incroyable richesse de pouvoir entendre vos voix dans ce moment tragique et dramatique. Alors je voudrais simplement, en guise

d'introduction, dire que nous n'avons pas découvert l'Ukraine le 24 février dernier sous les bombes. Pour nous, la coopération avec l'Ukraine, c'est une solidarité, une fraternité qui a déjà trois décennies et que nos coopérations avec la FPU aussi bien qu'avec la KPVU ne datent pas d'hier. Je veux rappeler ici qu'en temps normal, nous avons depuis une quinzaine d'années un accord de coopération et d'échange qui nous permet de vous accueillir dans notre centre de formation à Courcelle.

Et je vois d'ailleurs que Vassili Shilov et Viatcheslav Maïboroda sont connectés aujourd'hui, eux qui sont venus à Courcelle avec des délégations de dix à quinze camarades, de responsables fédéraux et régionaux de la FPU dans un échange qui est apprécié aussi bien de notre côté que du vôtre. Nous espérons revenir à cette normalité des échanges aussi vite que



possible. Je voudrais rappeler aussi qu'avec la FPU ou au congrès de la CES à Paris, Grigori Osovy avait eu l'occasion de déjeuner avec Philippe Martinez et la question des relations entre l'Europe et l'Ukraine nous préoccupait déjà. Nous avons aussi participé en novembre 2013, au moment des mobilisations de l'Euromaïdan, à un séminaire organisé par votre organisation, qui était très intéressant sur le syndicalisme de lutte. Il avait lieu à Kyiv et la CGT y était représentée. Nous avons pu à l'époque exposer notre longue histoire et notre compréhension justement de l'articulation entre syndicalisme de masse, syndicalisme de lutte et partager avec nos camarades de la KVPU, bien des considérations.

Je voudrais rappeler aussi, puisque je sais qu'il est connecté, que l'intervention de Yuri Samoïlov, secrétaire de l'union locale de la Kryvyï Rih, avait été fortement remarquée et appréciée au moment du congrès de la CGT à Dijon, en mai 2019. Toutes ces relations s'inscrivent dans une longue durée et par conséquent, le 24 février, lorsque nous avons entendu cette effroyable agression de la Russie contre l'Ukraine, nous n'en croyions pas nos oreilles tant elles paraissaient impossibles à se représenter. Très rapidement la CGT a condamné cette effroyable agression et l'impérialisme que dénote cette attitude belliqueuse absolument scandaleuse de la Russie.

Et nous avons donc œuvré à faire en sorte d'exprimer notre solidarité avec nos camarades d'Ukraine, ce que nous avons fait dans toutes les réunions syndicales depuis. Mais pour nous, encore une fois, ce qui est important, c'est de vous entendre et par conséquent d'organiser cet échange. J'ai envie de dire quasiment de direction à direction puisque côté ukrainien, vous êtes 21 à participer à cet échange. Il y a aussi notre camarade du Bélarus Alexandre

Yaroshuk du BKDP qui est connecté et à qui nous donnerons la parole.

Je précise aussi que nous avons tenté hier encore, d'avoir avec nous nos camarades de Russie, de la KTR. Mais malheureusement, la situation de répression et la fascisation du régime russe ne leur permettent pas aujourd'hui de se connecter en toute sécurité pour exprimer leurs sentiments pacifistes. Donc nous devons malheureusement nous passer de leur voix aujourd'hui.

Je vais donner la parole dans un instant à Grigori Osovi, président de la FPU et Natalya Levytskaya, vice-présidente de la KVPU. Je propose qu'ensuite nous vous écoutions en fonction de là où vous nous parlez à la fois secteur professionnel, région d'Ukraine, confronté à cette guerre effroyable. Nous vous donnerons la parole, nous vous écouterons.

De l'autre côté de l'écran, côté français, sachez en tout cas qu'un grand nombre de fédérations professionnelles de la CGT sont connectées et qu'un grand nombre de membres de la direction confédérale de la CGT sont connectés aussi. Je n'ai pas encore fait le tour de l'ensemble des connectés, mais nos fédérations de la santé, des services publics, des marins, des ports et docks, des activités postales, de l'éducation, des fonctionnaires, des transports, des cadres de la métallurgie sont connectés, mais aussi nos unions régionales de Lorraine, d'Île-de-France. J'en oublie certainement. Il y en a d'autres qui se sont connectés depuis. Je vous prie d'excuser tous ceux que j'oublie et que je ne cite pas.

Et puis, nous avons aussi élargi cette réunion à plusieurs camarades d'autres organisations syndicales françaises. La CGT, avec notamment Solidaires et la FSU, qui sont deux autres organisations connectées à ce séminaire, ont proposé à l'ensemble des autres organisations et de façon commune de construire

un convoi intersyndical pour l'Ukraine à très brève échéance pour marquer de façon concrète notre solidarité avec le peuple ukrainien qui résiste.

Je vous propose de passer la parole à nos camarades ukrainiens.

GRIGORY OSOVY, PRÉSIDENT DE LA FPU

Nous avons eu de très bon partenariat avec nos camarades français comme la CGT et certaines de ses fédérations. Nous avons visité la France, nous avons accueilli nos chers camarades français ici en Ukraine. Merci, merci beaucoup pour votre aide en temps de paix, mais malheureusement aujourd'hui, c'est la guerre. C'est une guerre cynique déclenchée par la Russie contre l'Ukraine. Nous devons concentrer nos efforts pour empêcher cette agression russe lancée par le régime de Poutine. [...]

Chaque jour, des civils sont tués, des enfants des dizaines et des centaines d'immeubles, de maisons sont détruits, des écoles maternelles, des écoles secondaires. C'est une catastrophe alimentaire et humanitaire pour plusieurs régions de notre pays, des régions qui sont déjà occupées ou bien des régions qui sont encerclées par les occupants qui empêchent les convois humanitaires. [...]

À ce jour, la moitié de nos entreprises ne fonctionnent plus. Et bien sûr, les conséquences de cette guerre vont durer pendant des mois. Nous voulons évidemment que la paix soit rétablie, que la guerre finisse pour que notre pays puisse se développer et être reconstruit. [...]

Je viens de parler avec une employée de notre fédération syndicale. Cette employée a été dans les zones occupées pendant deux semaines dans la région de Tchernihiv, pas loin de Kyiv. Elle a fait un témoignage terrible. Elle a dit que les soldats russes volent les marchandises dans les magasins, agressent des personnes. C'est une démonstration de l'attitude

envers la population civile. Il y a beaucoup de témoignages identiques d'Ukrainiens qui seront une base pour des investigations judiciaires. [...]

C'est la Russie qui a peur de l'Ukraine. Elle a peur du peuple ukrainien, de notre pays parce que nous combattons pour notre indépendance. Nous voulons rester un pays démocratique et social. Un pays qui est accueillant pour tout le monde, pour tous les travailleurs et où toutes les conditions pour le développement soient créées. Le régime autoritaire de Poutine et la position impérialiste de la Russie ne supportent pas cette liberté de leurs voisins. C'est pourquoi ils essaient de détruire notre liberté et de créer ici un territoire comparable au leur. [...]

En Ukraine, nous essayons de préserver l'infrastructure critique, les infrastructures de transport. Nous essayons d'assurer la sécurité alimentaire et l'alimentation en énergie. Les médecins travaillent dans les hôpitaux. Les membres de notre fédération travaillent pour aider les militaires et les civils. [...]

La FNPR (Fédération des syndicats indépendants de Russie) s'est exprimée en faveur de cette guerre dès le premier jour, des déclarations de soutien ont été publiées sur leur site internet. Ils ont déclaré qu'ils approuvent cette agression de Poutine. Ce n'est pas du tout la position que nous partageons et bien sûr, nous allons exiger à la CSI (Confédération syndicale internationale) d'exclure la FNPR de l'organisation parce que les syndicats démocratiques ne peuvent pas accueillir les organisations qui sont en faveur de la guerre et qui se prononcent en soutien de cette guerre. [...]

Dans les régions qui sont bombardées, là où les gens tentent de s'en aller, la Russie essaie de diriger les flux de réfugiés vers la Russie et la condition est de rester et de travailler en Russie pendant au moins

deux ans. Les syndicats russes sont en faveur de cette attitude. [...]

Bien sûr, cette action serait tout à fait juste. C'était la même chose dans d'autres organisations internationales qui ont adopté des résolutions pour soutenir notre position, pour condamner l'agression russe et soutenir la position de syndicats ukrainiens. Je m'adresse à vous avec cette demande, cet appel à soutenir notre demande d'exclusion des Russes. Notre fédération travaille, nous continuons à travailler là où les entreprises fonctionnent. Et là où il n'est pas possible de fonctionner, nous essayons de travailler à distance, de coordonner notre travail et d'apporter de l'aide matérielle et de distribuer l'aide que nous obtenons de la part des fédérations européennes. Nous vous remercions pour cette aide. C'est très important pour soutenir nos amis dans ce moment difficile. Merci, merci beaucoup.

NATALYA LEVYTSKAYA, VICE-PRÉSIDENTE DE LA KVPU

Depuis un mois, nous travaillons dans une réalité différente. Cette guerre dans les régions orientales de notre pays dure depuis huit ans. Mais le 24 février, le monde a changé. Notre pays a connu une agression de la Russie. Malheureusement, cette agression se fait en partie depuis le territoire biélorusse. Les Biélorusses avec les Russes détruisent notre pays, nos civils. Pourtant depuis un mois, nous luttons, nous protégeons notre pays, notre terre. Malgré toutes ces difficultés, nous avons démontré à tout le monde que nous allons nous protéger. [...]

Pour les syndicats, ils fonctionnent parfois, en distanciel, parfois dans nos bureaux, mais le but des organisations syndicales est d'aider les gens, d'aider nos membres. Malheureusement, il y a assez peu de représentants de nos régions parce que beaucoup de militants syndicaux se sont engagés dans l'armée.

Nous vivons des choses inimaginables. Des nazis russes et des fascistes russes jettent des bombes sur des civils, sur des hôpitaux. Pas loin d'ici, il y a des combats. Nos soldats essaient de chasser les occupants russes. Ce mois a démontré que le soutien de nos partenaires syndicaux est crucial. Je vous en remercie. C'est vraiment très important. [...]

Il est aussi très important pour nous de ne pas avoir de relations avec des syndicats qui sont en faveur de la guerre. Les syndicats qui soutiennent la guerre ne peuvent pas être membres des fédérations internationales. Je m'adresse donc à vous. Je vous demande donc de tout faire pour que les syndicats russes qui sont en faveur de cette guerre soient exclus de la Confédération internationale parce que nos organisations ici, luttent pour la paix. [...]

Je suis originaire de l'est de l'Ukraine et nous avons déjà connu la guerre parce que beaucoup de gens ont fui Donbass, et se sont déplacés vers Kyiv, vers Kharkiv et vers Marioupol. C'est la deuxième fois que nous avons connu la guerre, que nous avons dû quitter nos maisons et nous déplacer. Des millions de gens ont dû se déplacer vers l'ouest de l'Ukraine et il faut aider tous ceux qui ont souffert à cause de cette guerre. Presque 4 millions d'Ukrainiens ont dû quitter le pays et ont trouvé l'asile dans d'autres pays européens. Ce sont des enfants, des femmes, des adolescents. Nous devons protéger notre jeune génération. [...]

Nous devons protéger notre terre, nos enfants. Plus de 115 enfants sont déjà morts. Pourquoi sont-ils morts? Parce que Poutine n'aime pas l'Ukraine. Parce que Poutine n'aime pas notre indépendance. Mais nous sommes un pays indépendant. Nous décidons nous-mêmes qui est notre président et où nous voulons aller. Nous avons montré que l'Ukraine est un pays de gens libres. [...]

Vous voyez ce qui se passe dans nos villes? Marioupol, est une ville russophone. Kharkiv, la ville où l'on parle le plus russe, ces villes sont détruites. C'est inimaginable, ces choses qui arrivent à Marioupol dans des régions occupées par l'armée russe. Nous savons que là-bas ils détruisent des livres ukrainiens, des manuels ukrainiens, des livres patriotiques. Par exemple, dans la région de Kherson, ils essaient de forcer les professeurs et les instituteurs dans des écoles à faire des cours en russe. Ils essaient d'introduire la monnaie russe, le rouble, dans des régions occupées. La Russie essaie de promouvoir sa politique dans des régions occupées. Mais les gens résistent. Nous savons aussi que parfois, ils forcent les gens à quitter les territoires occupés pour aller en Russie. Il y a des postes de filtrage. Les gens sont employés dans des régions lointaines de la Russie et ils seront obligés d'y rester pendant au moins deux ans. Il s'agit en fait de déportations d'Ukrainiens vers la Russie. [...]

Quand je parle aux gens, aux gens qui ont connu l'occupation dans la banlieue de Kyiv, ce sont des pratiques nazies, ils entrent dans les maisons et ils peuvent fusiller les gens s'ils voient des mots patriotiques sur leurs portables, par exemple. [...]

Je ne sais même pas quoi dire à un pays qui se dit un grand pays comme la Russie et qui est en fait un agresseur, un voleur, ça c'est terrible. Mais nous allons résister. Nous allons vaincre parce que nous protégeons notre terre, notre patrie. [...]

Nous avons besoin d'aide, d'aide militaire. C'est notre pays qui en a besoin. Nous avons besoin d'aide humanitaire parce que la situation est difficile, critique, surtout dans les villes assiégées et occupées. Plus de 200 écoles et hôpitaux ont été détruits. Aujourd'hui à Kyiv, beaucoup d'enfants, beaucoup de civils passent leur journée dans le métro. Mais

pourquoi nos étudiants, nos enfants, doivent-ils se cacher? Ils se cachent parce qu'il y a une personne qui a pris la décision d'attaquer notre pays et qui pense que l'Ukraine est son ennemi. Mais l'Ukraine a toujours été un pays paisible. Nous n'avons jamais agressé personne, jamais dans notre histoire.

ALEXANDRE YAROSHUK, PRÉSIDENT DU BKDP

Merci pour avoir organisé cet événement. Malheureusement nous ne pouvons pas pour le moment aider nos frères ukrainiens sur le champ de bataille. Mais nous le voulons de tout notre cœur. Nous les avons toujours soutenus. Le 24 février, nous avons adopté une déclaration pour condamner l'agression russe contre l'Ukraine. Nous avons déclaré que malheureusement, cette agression se fait aussi depuis le territoire de notre pays et le régime de Loukachenko est aussi un régime fasciste, un régime criminel, comparable au régime de Poutine. C'est pourquoi ils sont ensemble. On a toujours dit que c'est Poutine qui est le premier bandit, mais c'est Loukachenko qui est le deuxième, qui aide Poutine. Nous exigeons le retrait des troupes russes du territoire ukrainien, mais aussi le retrait des troupes russes depuis le territoire biélorusse, parce que notre pays est aussi un pays occupé. Il n'y a pas de doute. Bien entendu, c'est certain, c'est une honte pour nous. Les avions qui décollent au Bélarus pour jeter les bombes sur nos frères. C'est honteux pour nous. Je demande pardon, je demande pardon à nos frères ukrainiens. [...]

Je vous demande aussi de comprendre que ce n'est pas la guerre du Bélarus contre l'Ukraine, ce sont les régimes de Loukachenko et de Poutine qui sont en guerre. Ils vont périr tous les deux et j'espère que leur fin arrivera assez tôt. J'espère que ce sera la fin de ces deux régimes. J'espère que cette fin sera accélérée par le peuple ukrainien qui lutte pour la liberté

de l'Ukraine mais aussi pour la liberté du Bélarus et du monde civilisé.

Pour ce qui concerne la FNPR, sachez qu'ils nous ont toujours supportés. Mais bien sûr, après tout ce qui est arrivé, il n'y a pas de doute que la communauté internationale va agir si la Confédération internationale des syndicats veut représenter la communauté internationale. Mais le fait qu'ils soutiennent l'agression fasciste ce n'est pas comparable avec leurs actions passées. Je pense donc que la communauté syndicale internationale ne doit pas avoir de doute. La seule décision serait d'exclure la FNPR de ses membres. C'est très important si nous voulons continuer à développer le mouvement syndical mondial. Parce que nous avons nos principes et nos valeurs. Leurs déclarations en faveur de la guerre vont à l'encontre de nos principes de valeurs. J'aimerais bien remercier encore une fois nos frères ukrainiens. Merci encore. Vive le Bélarus! Gloire à l'Ukraine! [...]

PIERRE COUTAZ

Merci, Alexandre. Je voulais souligner combien il est courageux pour toi d'intervenir sur ce champ-là parce que, tu l'as rappelé, ton pays, alors que tu es toujours en ce moment même au Bélarus, se rend coupable de soutenir militairement l'intervention en cours. Par conséquent, j'imagine que ce n'est pas toujours très simple de trouver l'espace pour dire les mots que tu nous as transmis aujourd'hui. Je l'ai précisé en démarrage de la conférence, qu'il y a aussi beaucoup de gens qui fuient la Russie. Il y a 1 000 personnes qui chaque jour quittent la Russie par la Finlande parce qu'ils ne peuvent plus soutenir cette intervention, et parce qu'ils n'ont plus l'espace pour le dire. Il a d'ailleurs beaucoup été question dans les interventions de l'exclusion d'une organisation russe, la FNPR. Je le précise, c'est une des deux

organisations russes affiliées à la Confédération syndicale internationale. La question de la suspension ne porte pas du tout sur une deuxième organisation russe qui s'appelle la KTR (Confédération des travailleurs de Russie) et qui, elle, n'a pas du tout eu les propos que la FNPR a eus dans les heures qui ont suivi l'invasion en soutenant la politique belliqueuse de Poutine. [...]

VASYL ANDREYEV, VICE-PRÉSIDENT DE LA FPU

Nous avons besoin d'aide humanitaire, de choses basiques, de quoi manger ou dormir. Comment soutenir nos enfants? Nos enfants qui doivent aller à l'école, nos enfants qui doivent poursuivre leurs études. Mais aujourd'hui, c'est impossible. C'est impossible pour les enfants. C'est impossible pour les adultes de continuer leur vie habituelle. [...]

Nous avons écouté notre collègue biélorusse. Nous comprenons que leur pays est occupé par un régime fasciste, kleptocrate, un régime qui organise des répressions contre leur peuple, qui cherche à agresser les voisins. Mais nous comprenons que Loukachenko a peur de donner des ordres à ses soldats d'envahir l'Ukraine. Parce que s'il le fait, c'est son dernier jour au pouvoir, parce que le Bélarus est aussi un pays occupé. Je lui en suis reconnaissant. [...]

OLESSIA BRIAZGOUNOVA, SECRÉTAIRE INTERNATIONALE DE LA KVPU

Je voudrais vous parler de l'influence de la guerre sur les femmes et les jeunes. Je voudrais vous dire que cette guerre ne respecte pas les règles d'engagement de guerre, les règles humanitaires et les règles humanitaires qu'on a dans le monde. On a parlé de pillages sur les territoires occupés et de meurtres aussi, mais on n'a pas parlé de viols, de violences faites aux femmes et il faut en parler. Il faut parler au nom de ces femmes qui ont été violées, qui ont

été battues et qui ont été massacrées, qui ont été tuées. L'ONU est en train de recenser et récolter ces données. On va devoir à l'avenir travailler avec les femmes qui ont été prises dans ce stress, qui ont souffert de cette violence et on aura besoin de psychologues spécialisés en la matière.

De plus, les femmes sont dans les sous-sols depuis un mois avec les enfants pour échapper aux bombardements. Ces femmes donnent naissance à leurs enfants dans le métro. Ce sont des femmes qui avaient une vie paisible, ce sont des personnes qui voulaient continuer une vie normale et elles doivent subir ça.

C'est horrible. Cette guerre a comme objectif, comme cible, les enfants, les femmes et les civils. Je voudrais également dire que la cible des Russes, c'est aussi l'économie. Marioupol est presque rasée. Comme Karkhiv, il s'agit de ville fortement industrialisée. [...]

Je voudrais vraiment aussi dire qu'il y a une tentative d'attaque sur les exploitations agricoles pour qu'on ne puisse pas ensemer le maïs aujourd'hui et pour qu'il y ait une crise alimentaire. Mais si on parle d'une crise alimentaire en Ukraine, on parle également d'une crise alimentaire en Europe et en Afrique. Il y aura des conséquences mondiales de cette crise ukrainienne. C'est du terrorisme pur et dur et c'est une situation vraiment dangereuse. [...]

En ce qui concerne les femmes, je voudrais également dire qu'aujourd'hui, les travailleuses ont énormément souffert parce qu'elles sont occupées pour la plupart d'entre elles, dans les hôtels, dans les services, le tourisme, le secteur tertiaire, et surtout dans le domaine privé. Et là, elles n'ont plus de travail. Il y a des mères célibataires avec des enfants et qui sont restées sans rien. Une partie de l'économie continue à fonctionner, mais c'est un coup dur pour des femmes travailleuses qui sont vraiment à la limite du seuil de

pauvreté et parfois en deçà. Heureusement qu'il y avait de l'aide humanitaire et qu'il y a des bénévoles, qu'il y a des vêtements qui arrivent. On est vraiment reconnaissant pour cela et donc pour chacun, chaque Européen qui nous envoie cela. Les travailleuses qui continuent à travailler, exercent leur métier sous des bombes, sous des missiles. On a aussi eu ce bombardement sur un train entre Lviv et Kramatorsk qui devait évacuer des civils et des enfants. Il a été bombardé. Celles qui travaillaient dans l'équivalent de la SNCF ukrainienne sont mortes à cause de ce bombardement. On a aussi des travailleuses évidemment qui travaillent au front avec les militaires dans l'oblast de Zaporijia, par exemple, pour les services d'urgence. Il y a beaucoup de femmes qui y travaillent, et aident à évacuer les militaires dans les hôpitaux. Ce sont aussi les femmes qui sont sous les balles, sous les bombardements. Je veux le souligner. C'est pour cela qu'on a besoin de votre soutien, de l'aide humanitaire, mais également l'aide financière de la part des États pour soutenir l'économie ukrainienne.

S'il n'y a pas de travail, il n'y a pas de vie sans le travail parce que les gens seront au seuil de la pauvreté. L'aide, quelle qu'elle soit, ne pourra pas vraiment leur redonner la vie qu'ils avaient avant. Il faut donc continuer à appeler la Russie à retirer ses troupes et aussi à faire retourner les déportés de Marioupol, de Donetsk et de Lougansk. Comme l'ont dit mes collègues, c'est une déportation. On leur prend leurs téléphones, leurs documents d'identité et ils seront exploités après en Russie. Je voudrais également vous rappeler que ces femmes déportées peuvent devenir victimes de traite, et donc de violence.

Je vous demande également d'aider au maximum les réfugiés, les femmes avec les enfants, de leur donner la possibilité d'obtenir des soins médicaux parce que ce sont des personnes qui fuient des zones, des

régions où ils ont vécu un stress énorme, surtout les enfants. Je vous demande également d'avoir des programmes qui pourraient aider spécifiquement les femmes pour éliminer la violence à l'égard des femmes. Parce qu'il y a des éléments, ce qu'on appelle des éléments criminels qui pourraient utiliser ces réfugiés pour la traite, pour la vente des corps humains. S'il vous plaît, essayez de suivre cette situation, essayer de vraiment contrôler. Comment l'aide est-elle fournie? Comment est-ce que les gens reçoivent de l'aide? Est-ce que les gens savent où aller chercher de l'aide?

Les jeunes hommes souffrent également, bien entendu à cause du chômage. Mais il y a également beaucoup de jeunes qui sont partis à la guerre, qui doivent protéger leur terre et qui font partie de ce qu'on appelle la défense territoriale. S'ils ne font pas cela, l'Ukraine sera détruite. Hier, ces gens travaillaient dans les mines, dans le transport, dans les centrales nucléaires. Des personnes comme des autres. Certaines de ces personnes ont été tuées pendant qu'elles défendaient leur patrie, ou pendant l'occupation. Nous devons également continuer à aider toutes ces personnes, les familles de ces personnes. Il y a parmi ces personnes des syndicalistes. Nous avons besoin de votre solidarité et d'informations fiables. Je sais qu'il y a eu des manifestations de soutien à l'Ukraine à Paris, c'est très important. Il y a cette guerre d'information, il y a une grande propagande y compris en Europe.

OLEXANDRE RYABKO, PRÉSIDENT DE LA FÉDÉRATION DES MÉTALLURGISTES ET DES MINEURS (FPU)

Aujourd'hui, l'Ukraine et ses militaires sauvent le monde entier de la troisième guerre mondiale. Croyez-moi, je n'exagère pas. C'est le 27<sup>e</sup> jour de cette horrible guerre que Poutine, un fasciste, a qualifié d'opération spéciale. Malheureusement, la plus

grande partie de la population russe croit cela et c'est une grande stratégie du pouvoir russe. Les fascistes russes essayent d'en convaincre également la communauté internationale et on voit dans certains pays naître parfois des doutes.

Le *blitzkrieg* n'a pas réussi. Aucune grande ville ukrainienne n'a été prise. Parmi les centres régionaux, seul Kherson est tombé. Mais les habitants de cette ville, Kherson résistent courageusement depuis des jours, sortent avec l'hymne national ukrainien et sortent protester contre ces occupants, contre ces terroristes. Ils montrent qu'ils ne veulent pas être des esclaves, mais ils veulent vivre dans un pays libre et démocratique. Cette résistance héroïque qu'on voit à Kharkiv, à Soumy, à Tchernihiv, à Marioupol, Mykolaïv, à Boutcha, à Hostomel, à Irpin. Dans Boutcha, Hostomel et Irpin des événements dramatiques se sont déroulés, car c'est la route vers Kyiv. Ces villes étaient peuplées de jeunes familles et aujourd'hui ces villes sont détruites.

En ce qui concerne la sidérurgie, la situation est très difficile. Le problème est que nos ateliers, nos usines se trouvent dans les zones de combats à Donetsk, à Mykolaïv et ailleurs. Il y a des combats juste à côté de Zaporijia, Kryvyi Rih. La plupart de nos entreprises sidérurgiques, travaillent aujourd'hui avec une capacité minimale. On essaie surtout d'aider les militaires et on envoie les gens dans la défense territoriale pour aider la population du point de vue humanitaire. Il y a peut-être juste une usine installée à Dnipropetrovsk qui fonctionne plus ou moins correctement. À Nikopol aussi il y a peut-être une usine qui fonctionne aussi et une autre à Zaporijia. Il y a aussi les entreprises minières qui continuent à fonctionner avec une capacité de 30 à 50 %. Mais comme vous le savez la sidérurgie aujourd'hui c'est-à-dire tout ce qui est train et laminoir ne fonctionne

pas. La situation est très difficile aujourd'hui dans ce domaine.

C'est le caractère barbare de cette guerre et de la manière dont les Russes mènent cette guerre qui peuvent être comparés à la Seconde Guerre mondiale. On s'en souvient, on se souvient vraiment des conséquences de cette guerre. Le monde était certain qu'en 1945, on a détruit le fascisme, le nazisme pour toujours, mais on a eu tort. Aujourd'hui, les fascistes russes sont arrivés chez nous dans notre maison ukrainienne, ils font chanter le monde avec le bouton rouge, le bouton nucléaire. On voit que parfois il y a des doutes. Dans certains pays européens, les gens ne se décident pas vraiment à envoyer de l'aide efficace.

L'armée russe est démoralisée et il y a beaucoup de prisonniers de guerre russes, on ne sait même pas quoi en faire. Ils ne prennent même pas leurs corps, les corps de leurs militaires qui sont morts. Malheureusement, cette guerre en Ukraine a modifié l'ordre mondial. Le 24 février, le terroriste Poutine a mis la croix sur les 400 ans d'amitié des peuples slaves. Le peuple ukrainien ne pardonnera jamais le meurtre de la population civile, la destruction de nos villes et les malheurs apportés par cette guerre.

Aujourd'hui, cette guerre en Ukraine a démontré que tout le système de sécurité mondiale a cessé d'exister. On a tous vu que l'OTAN était une organisation assez lourde, qui n'est pas capable de prendre de décision et qui ne peut pas vraiment réguler l'ordre mondial.

On a Poutine qui se fout complètement des accords internationaux. Personne n'y peut rien. Nous comprenons, nous, les Ukrainiens qu'à part nous-mêmes, il n'y a personne qui pourra nous protéger. C'est pour cela qu'on a besoin d'une armée forte et d'une économie forte. On a besoin de l'aide efficace et rapide de nos partenaires et de la société internationale.

Oui, on reçoit beaucoup d'équipements, beaucoup de matériel technique et on arrive à l'utiliser pour se battre. Merci beaucoup pour cette aide, mais le monde est en grand danger aujourd'hui. Et nous les Ukrainiens, on l'a compris en premier. Nous devons tous arrêter ce fascisme du 21<sup>e</sup> siècle. On pourra le faire uniquement si nous sommes unis et solidaires non seulement en paroles, mais également en actes et nous les syndicats, nous devons faire entendre notre position auprès de nos États et de nos gouvernements pour qu'ils puissent agir de manière décisive.

L'aide la plus importante qu'on pourrait avoir, c'est de fermer le ciel. L'ennemi a beaucoup de missiles et les tire depuis le territoire du Bélarus, de la Fédération de Russie, de la mer Noire. Malheureusement, ces missiles arrivent jusqu'en région où la situation est plus ou moins sécurisée, y compris jusqu'aux frontières polonaises. Il y a même les pays de l'OTAN qui pourraient être en danger et je pense que ce sont des provocations de la part des fascistes russes. C'est pour cela qu'on vous demande d'être actifs et que vous exigez de vos dirigeants de fermer le ciel au-dessus de l'Ukraine. Croyez-moi, si on ferme le ciel autour de l'Ukraine, on va vite gagner, on va vite gagner contre le fascisme.

On n'a aussi pas assez de gilets pare-balles, ni assez de casques, il nous en manque. Aujourd'hui, nos bénévoles essayent de faire quelque chose de manière artisanale, de bricoler quelque chose. Mais ces gilets artisanaux ne nous aident pas vraiment.

PHILIPPE MARTINEZ, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE LA CGT

Bonjour à toutes et à tous et merci de prendre du temps pour échanger avec nous et nous expliquer en direct la situation que vous vivez. C'est important pour nous de vous écouter, de connaître les conditions dramatiques et inhumaines dans lesquelles vous vivez, mais aussi d'écouter vos demandes.

Ce que je veux vous rappeler c'est que la CGT condamne avec force l'invasion de l'Ukraine par les armées russes en violation de la souveraineté nationale ukrainienne, mais aussi en violation de tous les droits internationaux. La responsabilité de cette guerre incombe à Vladimir Poutine et à son régime. Sa décision fait basculer, et vous l'avez souligné, les relations internationales dans une période déjà instable, vers une période qui devient très dangereuse. Nous militons avec force pour le rétablissement d'une paix durable en Europe.

Cela passe par le retrait immédiat des troupes russes du sol ukrainien et le retour avec beaucoup plus de force d'une diplomatie internationale afin de dégager une solution respectueuse des droits des peuples et de l'autodétermination des peuples. Ce que je veux vous dire donc, dans ce contexte dramatique, c'est réaffirmer notre solidarité totale de la CGT vis-à-vis du peuple ukrainien.

La solidarité s'exprime de façon visible, et nous poussons pour qu'il y ait régulièrement, le plus régulièrement possible, des mobilisations de rue dans notre pays pour affirmer notre soutien face à l'agression que vous vivez. Le soutien des travailleurs et des travailleuses français et françaises vis-à-vis des travailleurs et des travailleuses ukrainiens et ukrainiennes, mais aussi de leurs organisations syndicales. Cela consiste aussi à informer le plus précisément de la situation que vous vivez avec vos collègues dans les entreprises, dans les services, et je pense que c'est important. Mais nous voulons aussi affirmer notre solidarité avec celles et ceux en Russie, et il y en a, qui exigent également la paix et qui vous le savez quand ils manifestent, sont lourdement sanctionnés et emprisonnés.

Nous voulons également réaffirmer notre solidarité avec les réfugiés qui fuient le conflit par centaines de

milliers, qui sont aux frontières européennes. Nous insistons pour que ces frontières s'ouvrent et qu'il puisse y avoir l'assistance nécessaire à tous ces réfugiés, d'où qu'ils viennent.

Je tiens à vous dire que des réfugiés ukrainiens sont arrivés en France et que la CGT avec ses organisations, avec ses syndicats, va ouvrir des centres d'hébergement dans les diverses localités afin que ces réfugiés, beaucoup de femmes, beaucoup d'enfants, vous l'avez dit, puissent être accueillis dans des conditions dignes. Et comme marque de solidarité, nous insistons pour pouvoir ouvrir des centres d'hébergement qui sont la propriété de la CGT à ces réfugiés d'Ukraine.

En termes de solidarité, nous insistons fermement contre le gouvernement français et les entreprises françaises présentes en Russie et qui à ce jour, refusent d'interrompre leurs activités, qu'elles soient industrielles ou commerciales, au nom de l'économie. Nous contestons le fait que l'économie puisse passer avant la vie des êtres humains et les massacres qui ont lieu en Ukraine et donc que nous sommes intervenus à plusieurs reprises vis-à-vis du gouvernement français. Les entreprises françaises sont le premier employeur étranger en Russie. Nous devons agir pour qu'il y ait interruption de ces activités avec maintien de salaire. Et je pense que vos témoignages vont nous y aider.

Enfin, nous vous informons que nous avons lancé en France un appel à la constitution d'un convoi de solidarité syndicale pour l'Ukraine avec l'ensemble des confédérations syndicales Françaises, afin non seulement d'afficher une solidarité, mais de faire une solidarité concrète en fournissant une aide matérielle, des produits de première nécessité et des soins pour la population ukrainienne victimes de la guerre. Nous avons besoin de vos témoignages, de

ces échanges, pour pouvoir vous acheminer au plus près du matériel dont vous avez besoin.

Vous l'avez dit, il faut qu'il y ait une solidarité concrète face à ce que vous vivez et donc je vous remercie encore de vos témoignages, des témoignages dramatiques qui nous permettent, qui vont nous permettre de relayer encore plus fort la situation que vous vivez dans votre pays et d'en informer au maximum la population française et les travailleuses et les travailleurs français.

Je vous remercie et je souhaite continuer à vous écouter. Merci de vos témoignages.

VALÈRE MATOV, PRÉSIDENT DE LA FÉDÉRATION DE L'INDUSTRIE ET DE L'ÉNERGIE NUCLÉAIRE (FPU)

Merci pour cette possibilité de parler avec vous, parce que c'est très important, c'est très important de se regarder dans les yeux et pas seulement de lire les journaux. Cela aide à comprendre la situation qui existe actuellement en Ukraine. Je représente les travailleurs du nucléaire en Ukraine.

Nous sommes présents dans beaucoup d'entreprises, mais aussi dans quatre centrales nucléaires, y compris la centrale de Tchernobyl. Il y a des choses tragiques qui se passent là-bas. Mais, en plus, notre syndicat est actif aussi dans des entreprises qui luttent contre les désastres naturels et artificiels en Ukraine.

Je vais me concentrer sur la situation dans les centrales nucléaires, donc les centrales nucléaires en service qui génèrent l'électricité. Vous comprenez que ce sont des entreprises stratégiques très importantes du point de vue économique. Mais il y a aussi des entreprises dans l'extraction de l'uranium. J'aimerais justement attirer votre attention sur le fait suivant. La guerre dure depuis un mois déjà. Les Russes sont en train de piller l'Ukraine, mais il est important de se pencher sur ce qui se passe sur la centrale nucléaire de Tchernobyl. Pendant plusieurs dizaines de jours,

le personnel de la centrale a travaillé en violation de toutes les règles de sécurité imaginables. Il n'y avait pas de rotation, c'était impossible. Vous pouvez donc imaginer une personne qui est à son poste de travail depuis tant de jours, qui ne peut pas se reposer, qui vit dans des conditions qui ne sont pas normales. Hier, nous avons finalement fait une rotation partielle à la station de Tchernobyl.

Depuis plusieurs jours, la ville de Slavoutytch a été encerclée. La ville de Slavoutytch, c'est la ville où les travailleurs du nucléaire habitent. C'est une catastrophe humanitaire. Là-bas, nous essayons d'organiser des convois humanitaires pour leur envoyer de la nourriture, de l'eau et des choses basiques. Vous comprenez bien, c'est une région assez particulière. Même trouver de l'eau potable n'est pas facile. Il existe un deuxième problème dans cette zone; les occupants russes dans le territoire contaminé, le territoire autour de la centrale de Tchernobyl, sont en train de construire des fortifications. C'est la zone qui a beaucoup souffert après la catastrophe de 1986. Cela nous préoccupe beaucoup. Suite aux combats sur ces territoires contaminés, tous les systèmes de contrôle ont été détruits; ce qui nous préoccupe beaucoup. Aujourd'hui, nous avons un grand problème les convois humanitaires pour la ville de Slavoutytch. C'est très difficile de négocier, d'envoyer des convois humanitaires.

Deuxième chose, le site de Zaporijjia qui est la plus grande centrale nucléaire du monde. Le personnel travaille maintenant dans des conditions difficiles sur le territoire de la station. Actuellement, il y a 50 véhicules militaires russes, 50 pièces d'équipements militaires russes et 600 militaires. Dans la ville d'Energodar, une ville à côté de la centrale, il y a 600 autres militaires. Nous sommes préoccupés, car vous comprenez, s'il arrivait quelque chose - car

c'est une centrale vraiment énorme - cela pourrait menacer non seulement l'Europe, mais aussi toute la Russie, y compris ses régions au-delà de l'Oural. Aujourd'hui, le personnel travaille sous le contrôle des militaires russes. Ils ont envoyé des travailleurs du nucléaire russes là-bas pour le contrôle et nous avons des problèmes avec la rotation du personnel pour faire respecter toutes les normes de leur travail. Aujourd'hui, je peux vous dire que nous essayons de trouver des possibilités pour aider la population de la ville d'Energodar. Nous essayons de tenir la situation sous contrôle, mais il y a des premières victimes, malheureusement, à la station nucléaire de Zaporijia.

YURI SAMOÏLOV, UNION LOCALE DE LA KVPU DE KRYVYĪ RIH

Merci. Merci beaucoup de m'avoir donné la parole. Je me trouve dans la ville de Kryvyi Rih. C'est une ville qui est assez proche de la ligne de front. Notre ennemi se trouve à quelque 20 ou 30 kilomètres d'ici et il se trouve à cinq kilomètres des grands sites industriels actuellement.

Toutes les entreprises fonctionnent. Nous savons qu'il faut continuer nos activités pour que l'économie du pays fonctionne. Mais ils lâchent des bombes sur des villages autour de la ville. Il y a beaucoup de maisons détruites, beaucoup de villages détruits. Et pour ce qui concerne les dangers chimiques, dans notre ville et autour de la ville, il y a beaucoup de citernes avec des composants chimiques. Si les missiles bombardaient ces citernes, il pourrait y avoir de nombreuses victimes.

Quelques mots aussi sur ce que l'on appelle des listes noires. J'ai entendu dire que les Russes ont créé des listes noires avec les noms de plusieurs dizaines de personnes, y compris les leaders syndicaux, les militants syndicaux de tous les syndicats en en faisant des personnes qu'il faut arrêter sur le champ.

Parfois, d'après ce que l'on m'a dit, ces personnes devaient être tuées sur-le-champ. Sachez qu'aujourd'hui, les soldats peuvent entrer dans votre maison, prendre votre téléphone portable et s'ils voient ce que vous avez «liké», vous faites des «posts» qui ne leur plaisent pas, ils vous tuent, donc ça arrive, ça arrive. Nous savons que si l'ennemi vient ici, nos familles auront peur. La situation pour nos familles serait terrible, nous allons donc lutter jusqu'à la fin. Je suis sûr que notre ville ne connaîtra pas le sort de Marioupol. Notre activité syndicale, ça veut dire aider nos membres qui sont sur le front. Nous devons aider les familles de ceux qui sont morts. Je sais que cette activité syndicale est menée un peu partout en Ukraine. Il est très important d'envoyer des convois humanitaires, d'apporter de l'aide humanitaire ou d'évacuer les femmes et les enfants pour les envoyer quelque part dans les lieux qui sont plus ou moins sécurisés; ce que nous faisons. Merci pour votre aide. Merci pour votre support. C'est vraiment très important de nous écouter pour obtenir l'information directement.

LESSIA SEMENIAKA, RESPONSABLE DU DÉPARTEMENT INTERNATIONAL DE LA FÉDÉRATION DE L'INDUSTRIE ET DE L'ÉNERGIE NUCLÉAIRE DE L'UKRAINE (FPU):

Nous savons que 70 % de l'énergie produite en France provient de l'énergie nucléaire et vous avez 56 réacteurs. L'Agence internationale de l'énergie nucléaire devrait crier sur tous les toits pour raconter ce qui se passe en Ukraine. Je ne comprends pas leur position. Nous leur donnons toutes les informations nécessaires. Mais nous nous sommes aperçus, il y a quelques jours, que cette organisation internationale était en train de distribuer de fausses informations écrites par des propagandistes russes de Rosatom. C'est pour cela que j'aimerais bien vous demander, vous, les Français qui comprenez l'importance

du nucléaire, d'être plus actifs au sein de l'Organisation internationale de l'énergie nucléaire parce que c'est un problème, un défi non seulement pour l'Ukraine mais pour toute l'Europe. C'est un défi pour le nucléaire partout dans le monde. La menace nucléaire est tout à fait réelle parce qu'il y a des militaires russes sur des sites nucléaires, mais ils ne comprennent pas où ils se trouvent, donc ils font exploser des bombes là-bas. Ils sont en train de creuser des tranchées dans des zones contaminées, pour y ériger des fortifications. Il y a encore une chose que j'aimerais bien demander à propos de l'Organisation internationale de la Croix-Rouge. Tout le monde a dit que, en fait, les Russes ont vraiment été sévères envers la population civile. Ils tirent sur des convois d'évacuation, ils tuent des enfants et des femmes qui font la file pour obtenir de l'eau et de la nourriture. L'Organisation internationale de la Croix-Rouge, au lieu d'aider l'Ukraine, ouvre une représentation à Rostov, en Russie. Nous comprenons que dans cette organisation, il y a pas mal de fonctionnaires russes. J'aimerais bien que vous fassiez un appel vers l'Organisation internationale de la Croix-Rouge pour qu'elle partage ses initiatives avec vous, pour qu'elle raconte ce qu'elle fait pour aider les réfugiés ukrainiens. Pour conclure, j'aimerais bien répéter que nous sommes vraiment très reconnaissants pour toute l'aide humanitaire que nous obtenons. Ce qui est important pour nous, c'est de recevoir des armes de combat et des armes de défense parce que les femmes et les enfants qui sont bloqués dans des villes assiégées n'ont pas besoin d'aide humanitaire. Mais nous avons besoin d'armes pour les libérer parce qu'il n'y a pas que des militaires qui sont tués. Les syndicats nous aident, les syndicats internationaux nous aident, mais ils ont toujours peur de demander des armes

pour nous. Ce que nous demandons, c'est d'obtenir des armes de défense pour protéger notre ciel.

ROMAN DATSKO, PRÉSIDENT DE L'UNION DES SYNDICATS DE LA RÉGION DE LVIV

J'aimerais bien profiter de cette occasion pour remercier nos frères et sœurs des syndicats dans les syndicats suisse, espagnol, polonais, lituanien, letton, slovaque, slovène. Ils nous ont déjà apporté leur aide.

Hier, nous avons déjà reçu 12 tonnes d'aide humanitaire en provenance d'Espagne. Maintenant, j'aimerais bien vous dire de quels produits et marchandises nous avons besoin. Je suis un des responsables de l'aide humanitaire dans la fédération. Notre organisation réunit 250 000 membres. Nous avons besoin de casques, de gilets pare-balles, de drones, de radios, d'équipement pour voir dans la nuit, pour détecter la chaleur. C'est très important pour nos militaires qui participent aux combats.

Chaque jour, nous devons donner refuge à quelque 5 000 personnes qui doivent être nourries trois fois par jour. Tous les produits alimentaires que nos amis, nos frères et sœurs européens nous envoient, sont très importants. Nous avons des listes de produits les plus urgents. Si vous me le permettez, j'aimerais bien vous faire parvenir ces listes. Nous avons également besoin de médicaments, de produits pharmaceutiques (produits antiseptiques, produits antidouleurs) mais aussi des couches pour les enfants et pour les adultes. Il y a beaucoup d'enfants et il y a aussi des bébés. Il y a des bébés qui ont besoin de nourriture, nous avons nos militaires qui ont besoin de vêtements. Toutes les formalités administratives pour recevoir de l'aide humanitaire pour faire le dédouanement sont plus ou moins réglées. Mais nous avons organisé des points de collecte en Pologne et ensuite nous organisons l'acheminement à l'aide de bus qui ont été fournis par les syndicats suisses. Nous allons les transporter

ensuite vers l'Ukraine. J'aimerais bien exprimer ma reconnaissance à tout le monde et gloire à l'Ukraine, gloire aux héros.

FRANÇOISE GENG, SECRÉTAIRE INTERNATIONALE DE LA CGT-SANTÉ ET VICE-PRÉSIDENTE D'EPSU

Je voudrais d'abord saluer l'ensemble de nos camarades ici présents et dire que c'est avec vraiment beaucoup d'émotion que nous entendons les difficultés, les monstrueuses difficultés auxquelles vous devez faire face et vous réitérer à toutes et tous notre solidarité. J'ai bien entendu Pierre qui disait que des camarades de la Fédération de la santé, y compris des représentants de médecins, étaient présents pour dire que nous sommes en tout cas disposés, comme nous l'avons déjà écrit, à écouter, à entendre les besoins primaires que vous avez, car nous le savons bien, nous qui sommes de la santé, que des besoins sont très particuliers en temps de guerre, notamment face à la médecine de guerre. On est vraiment à votre écoute et Pierre pourra se faire l'intermédiaire des besoins que vous exprimez. Nous avons évidemment déjà participé à la solidarité financière avec la CSI, mais il y aurait sûrement des choses supplémentaires que l'on pourrait faire et vraiment, je réitère que nous sommes en tout cas disposés à entendre ce dont vous avez besoin et on pourra aussi faire pression sur notre gouvernement afin d'obtenir des moyens qu'on pourrait vous faire parvenir. C'est une première chose. La deuxième, Olessia, excuse-moi si je ne prononce pas bien ton nom, a parlé tout à l'heure d'un sujet extrêmement important que sont les femmes, les femmes dans la guerre et elle a énoncé leur positionnement sur le sujet. Nous sommes une fédération comme vous dans la santé à 90 % féminine et donc évidemment, j'ai été très sensible à ce que tu disais. Ma question était peut-on aider sur la question du risque que tu as évoqué et qui est un

risque majeur, c'est-à-dire les femmes et les circuits du sexe et de l'exploitation des femmes? Comment peut-on aider, ici, en France? Est-ce qu'on peut s'organiser pour voir avec les associations féministes ici qu'elles soient vigilantes dans la prise en charge de ces femmes et dans leur parcours tout au long de leur séjour en France, de les protéger au mieux. Même si je pense que la meilleure protection, c'est de les inclure dans le travail, le travail normal, ce sont des femmes qui arrivent avec des compétences et on va essayer de veiller à cela.

OLESSIA BRIAZGOUNOVA

La chose la plus importante que les syndicats, les États et les gouvernements peuvent faire, ce sont les bénévoles, les volontaires aux frontières. Peut-être mettre les gens là-bas, où il y a beaucoup de réfugiés qui passent, et ensuite en lien avec le travail des bénévoles on pourrait émettre des brochures en ukrainien par exemple, pour qu'elles fassent attention.

Nous aussi, nous travaillons avec les organisations féministes qui ont leurs associations sœurs dans d'autres pays, c'est une question vraiment de travail sur place, donc d'explication aux réfugiés, aux femmes réfugiées, qu'elles peuvent être réfugiées sous protection internationale et recevoir de l'aide, de l'aide financière. On leur explique aussi la directive de l'Union européenne qui commence à être mise en place. Donc recevoir le titre de séjour d'un an et le permis de travail. Il y a effectivement de nombreuses femmes qui veulent travailler. Mais il ne faut pas qu'il y ait de la pression et pour qu'il n'y ait pas de risque d'exploitation et du dumping social, pour que les droits des travailleuses soient respectés. Évidemment, si ce n'est pas fait, il y aura aussi des conséquences sur le marché local et sur les gens sur place, sur les travailleurs locaux. Je sais qu'en Pologne, il y a déjà des programmes, des initiatives

à ce niveau-là, donc sur leur site, ils mettent des informations en ukrainien. Il y a aussi des bénévoles, des volontaires qui expliquent ce genre de choses aux femmes et donnent des informations de base sur les droits. Comment ne pas devenir une victime de la traite, de l'utilisation d'exploitation sexuelle? Ce sont des femmes qui n'ont pas d'argent, ce sont des femmes qui n'ont pas leurs affaires. Certaines ont leurs enfants avec elles, d'autres ont peut-être perdu leur famille. Il y a de nombreux enfants non accompagnés et s'ils n'ont plus de parents, ils seront remis à quelqu'un d'autre, à une autre femme à la frontière.

PIERRE COUTAZ

La situation de guerre rend très difficile le fait pour l'économie ukrainienne de fonctionner normalement. Qu'en est-il des salaires? Est-ce qu'ils peuvent continuer à être versés dans cette situation exceptionnelle? Quel est l'impact éventuel sur les régulations sociales ou le droit du travail, de la reconnaissance, même en temps de guerre, de l'absolue nécessité d'avoir des syndicats qui continuent à fonctionner? Est-ce que quelqu'un veut répondre à cette question qui a été exprimée par nos camarades de la CGT connectés?

GRIGORI OSOVI

Là où les entreprises fonctionnent, on parle d'infrastructures critiques, les salaires sont versés et c'est là où il n'y a pas de guerre que les gens continuent à travailler; ce n'est pas une grande partie de notre économie. On parle de 25 % de la force de travail, de la main-d'œuvre du pays qui peuvent continuer à fonctionner normalement et recevoir des salaires. Une autre partie de travailleurs peut travailler à distance et continue à exercer leur métier.

Les organisations, les institutions publiques, ont développé des recommandations concernant

l'organisation du travail et la rémunération dans ce cadre-là. Nous aussi, au niveau des syndicats, on a également émis un document concernant la manière dont on devrait s'organiser pendant cette guerre pour qu'on puisse continuer à travailler, notamment en ligne, à distance. Le plus important, c'est d'avoir des ordinateurs et Internet. On échange des informations avec nos différents collègues et on évalue syndicalement la manière dont cela se passe.

Pour ce qui est de l'analyse des projets de loi, qui sont gérés par la Rada [le parlement ukrainien], nous continuons à analyser et à travailler sur les lois des ministères et du gouvernement qui régulent les relations entre les travailleurs et l'État et les employeurs. Il y a donc 17 lois qui ont été analysées récemment et on avait quelques remarques concernant certains de ces projets. On a fait ce qu'on devait faire. Il y a quelques jours, le président de l'Ukraine a signé la loi concernant l'organisation des relations au travail pendant le temps de guerre. Ce projet de loi a été examiné pendant une journée. On a fait six observations, nous, les syndicats. Certaines ont été prises en compte, d'autres pas.

Nous allons continuer à préciser cette loi. Mais évidemment, c'est une loi temporaire. Pour l'instant, cette loi sera valable jusqu'au 24 avril 2022. On parle d'une semaine de travail de 60 heures, et par exemple, nous insistons sur la limitation de l'utilisation du temps de travail des travailleurs. Mais il y a des nuances. Si nous avions le temps, nous aurions peut-être pu travailler sur ce projet de loi d'une autre manière, mais on n'avait que 24 heures. On va faire passer l'expertise de cette loi par l'OIT pour voir à quel point elle est acceptable, même en temps de guerre.

Dans le mouvement syndical, quand on échange avec nos membres, on voit que des gens ne sont

plus payés. C'est catastrophique, surtout ce dernier mois. Mais tout ce qui a été versé à la Fédération, on l'a envoyé au Fonds de solidarité. L'argent de nos partenaires internationaux arrive aussi dans ce fonds. Ensuite on répartit cet argent dans des régions qui ont vraiment souffert, notamment à Soumy, à Kharkiv, à Donetsk et Lougansk, bien entendu. Puis on envoie aussi des choses à Marioupol, dans le sud, donc dans les oblasts de Nykolaev et de Kherson. Une partie a été versée aux syndicats qui sont dans les endroits qui accueillent beaucoup de réfugiés dans l'oblast de Transcarpatie et ailleurs.

Les syndicats de là-bas comprennent qu'ils vont recevoir beaucoup plus de gens alors qu'il y a déjà de nombreuses personnes. Alors, ils accueillent les réfugiés dans les différents bâtiments qui appartiennent aux syndicats, dans les écoles parfois. Cela nécessite une vraie organisation au niveau de l'hébergement, au niveau de la première aide médicale, au niveau du dispatching de toutes ces personnes. On a donc établi un QG pour gérer cela. On reçoit de l'aide humanitaire, mais aussi des aides financières pour les personnes qui ont souffert et qui ont tout perdu à cause de la guerre. Il y a vraiment beaucoup de boulot, beaucoup de requêtes, beaucoup de demandes, et nous estimons que ce qu'on fait aide notre peuple.

PIERRE COUTAZ

Il y a une question complémentaire, un peu de même nature qui a été posée avant. Y a-t-il des protections spécifiques, des mesures de défense civile qui sont mises en place pour protéger les usines et faire en sorte que celles et ceux qui sont amenés à continuer à devoir y travailler puissent être protégés des éventuelles conséquences militaires du conflit? Il y a une autre question que je vous la livre également et je vous invite à vous inscrire pour y répondre. Y a-t-il des besoins spécifiques en termes

de communication, notamment dans les territoires occupés et pour les personnes qui ont été obligés de fuir le pays et qui ont toujours des proches en Ukraine? Besoin de communication je pense, en termes de téléphonie par exemple. La question est posée par nos camarades de la Fédération des activités postales et de télécommunication (FAPT-CGT).

LESSIA SEMENIAKA

C'est une question très importante. Et quand l'Ukraine a demandé de fermer le ciel, beaucoup de collègues à l'étranger ne comprenaient pas. Qu'est-ce que cela voudrait dire fermer le ciel? Tout d'abord, la *no fly zone*. C'est un système qui va protéger contre les missiles balistiques et contre l'artillerie, donc tout ce qui tombe du ciel. C'est cela la fameuse protection aérienne.

On a envoyé une initiative à l'AIEA en demandant de fermer le ciel au-dessus des centrales nucléaires et d'autres entreprises industrielles importantes. C'était vraiment cette demande qui était prioritaire. On voudrait être défendu du point de vue aérien parce que les bombes, les missiles qui tombent sur nos têtes ont une portée de 2600 kilomètres et peuvent tout détruire comme une entreprise chimique ou une entreprise de pétrochimie. Et ici, on voit une menace claire non seulement nucléaire, mais également des catastrophes chimiques, technologiques. C'est quelque chose qui est vraiment réel, que ce soit à Tchernihiv, à Soumy, dans la banlieue de Kyiv. Les raffineries sont en feu et il y a de l'azote et de l'ammoniac qui s'échappent dans certaines régions.

Sur la communication, je voudrais juste vous rappeler que quand la pandémie est arrivée, on est petit à petit passé à ce travail en ligne et à distance et donc on a créé certaines règles dont on a besoin aujourd'hui. Évidemment, c'est la téléphonie mobile dont on a besoin c'est-à-dire tous les dispositifs et les matériels

nécessaires. Les ordinateurs, les tablettes... et la communication bien entendu. Mais là, tout dépend du fait que le terrain soit occupé ou pas. Sur le territoire occupé, l'ennemi fait tout pour détruire les fournisseurs internet et donc les différentes infrastructures qui permettent de communiquer. On a essayé de rétablir notamment la communication à Zaporijia, à Ivankiv, pas loin de Tchernobyl. Il y a des gens qui travaillent à Tchernobyl et ils viennent de Ivankiv. Ils habitent tous là et cela fait un mois que les Russes sont entrés dans les rues, qu'ils ont coupé les communications et on n'a pas d'informations sur ces gens qui habitent à Ivankiv et dont la plupart travaille à la centrale nucléaire de Tchernobyl. Quand on parle du monde moderne, évidemment, si on n'a pas de connexion, on ne peut pas recevoir l'argent, on ne peut pas envoyer de l'argent dans d'une banque à une autre. Cette guerre n'est pas seulement une guerre sur terre, c'est aussi une cyberguerre.

OLESSIA BRIAZGOUNOVA

Très brièvement. Évidemment, on a des problèmes de communication et comme Lessia, ma collègue, l'a dit, on n'est pas toujours connecté avec nos militants, nos collègues qui sont dans les villes temporairement occupées. On est très inquiets. La communication est essentielle on n'a pas assez de talkies-walkies. Mais ce que je voudrais dire, c'est que nos bénévoles, nos volontaires aident à faire des tranchées, travaillent vraiment pour protéger leur ville. Même si on ne peut pas se protéger du point de vue aérien, les gens travaillent sur terre pour défendre les villes.

Si on parle des travailleurs médicaux, du domaine médical, eux aussi ont besoin de gilets pare-balles. Souvent, cela est un problème. Parce que même s'ils ne sont pas militaires, ils doivent être défendus, comme les journalistes notamment. Mon syndicat utilise aussi les fonds pour acheter ces équipements

militaires. En ce qui concerne les migrants, on a cette pratique où le fournisseur de téléphonie ouvrait gratuitement le roaming pour les opérateurs ukrainiens. C'était en Pologne. C'est une belle expérience. Ce serait bien de pouvoir répandre cela à d'autres pays de l'Union. Parfois les gens arrivent sans rien, ils n'ont plus d'appartement, ils n'ont rien sur les banques donc c'est un grand problème aussi.

On prend les téléphones mobiles des déportés en Russie; c'est vraiment inquiétant. Les gens disparaissent et il pourrait leur arriver n'importe quoi.

OLEXANDRE RYABKO

Chers collègues. Vous avez posé des questions concernant la défense des entreprises. Dans mon intervention, je dis que les usines de Azovstal, du côté de Marioupol, sont détruites.

À Mykolaïv, c'est aussi une partie d'une usine qui a été détruite, avec les missiles qui venaient de la mer Noire et aussi l'usine d'Avdiïvka. On évacue les travailleurs et leurs familles en Ukraine occidentale. Comment se défendre? Bien sûr, il faut fermer le ciel, on n'était pas préparé à cette guerre et notre défense antiaérienne est faible. C'est notre point faible. On demande à l'OTAN, à l'Europe de fermer le ciel, de créer des no fly zone. Il y a des systèmes chez nos partenaires qui pourraient nous aider à le faire.

Mais la Russie, malheureusement vis-à-vis de l'Ukraine, utilise des armes destructives. Ils ont dit récemment qu'ils avaient utilisé un missile hypersonique, qui n'est pas interceptable et qui va à la vitesse de 6 000 kilomètres/heure. Une bombe thermique a également été utilisée récemment en Ukraine. C'est un missile aérosol, qui, une fois explosé, fait que l'air au sol est dispersé et arrive dans tous les bâtiments. Le diamètre de l'explosion peut atteindre 50 mètres. On peut imaginer ce qu'une seule bombe peut faire. Il y a aussi d'autres types de bombes qui

font brûler les métaux. Il y a milliers de missiles qui arrivent jusqu'aux territoires ukrainiens. C'est pour cela qu'il est très important pour nous de fermer le ciel et c'est comme cela que l'on va pouvoir gagner plus rapidement.

PIERRE COUTAZ

Y a-t-il des mouvements de grève et de protestation, notamment au Bélarus ou en Russie? Pour la Russie, malheureusement, ce n'est pas possible d'avoir la réponse. Au Bélarus, on avait été très actifs dans le soutien au mouvement social et politique au Bélarus. Ce qui nous intéressait, c'étaient les grèves, notamment avec les occupations d'usines au cours de l'été 2020. Nous n'avions pas ménagé notre soutien, en particulier au BKDP, l'un des principaux animateurs de ces grèves. D'ailleurs, on n'en serait pas là sans doute aujourd'hui si Loukachenko avait quitté le pouvoir à ce moment-là, conformément à la volonté d'une très grande majorité du peuple du Bélarus. Je te passe la parole Alexandre pour savoir les marges de manœuvres contraintes qui sont les vôtres aujourd'hui. Quel est en fait le niveau de mécontentement? Est-ce qu'il y a une chance de voir un mouvement de grève empêcher par exemple la machine de guerre de passer par le Bélarus?

ALEXANDRE YAROSHUK

Il y a deux jours, Chatham house, une des rares organisations capables de produire des études sociologiques fiables sur le Bélarus, a publié des données encourageantes. Seuls 3 % des Biélorusses soutiennent l'idée de l'intervention militaire directe du Bélarus en Ukraine aux côtés de la Russie. Chatham House réalise ses sondages en ligne à travers les réseaux sociaux et plutôt parmi la population urbaine. Il faut bien entendu un coefficient de correction, car les habitants de campagne sont plus conservateurs.

Les dernières actions de protestations se sont tenues le 27 février. C'était le jour de ce soi-disant référendum, organisé par le régime de Loukachenko en pleine occupation russe. Nous subissons une occupation très dure, soit dit en passant. Je me suis rendu à ce référendum et cela aussi était une sorte de promenade au bord du précipice. En votant j'ai dit «Vive le Bélarus» [mot d'ordre de ralliement de l'opposition biélorusse]. J'ai inscrit sur le bulletin «Non à la guerre! J'exige le retrait des troupes d'occupation russe du Bélarus!». Puis je l'ai photographié et posté dans Facebook. Je vous parle en ce moment en direct de nos locaux syndicaux. Vous voyez nos insignes rouges et blancs. Je teste tout le temps les limites de ce qui est autorisé et ce qui ne l'est pas. Le BKDP a sa propre histoire de relations avec le régime en place. Vous savez, les autorités biélorusses ont toujours eu peur et ont encore peur que l'OIT mobilise l'article 33 à leur rencontre.

Depuis le 24 février, nous sommes entrés dans une nouvelle époque. Nous nous confrontons désormais à notre destin. Les sanctions qui sont mises en œuvre vont durer jusqu'à la destruction des économies russes et biélorusses. Je n'ai pas de doute à ce sujet. Il n'y a pas d'autres solutions possibles. Car le fascisme doit être écrasé. Le Bélarus vit une double occupation. Une occupation russe et une occupation par le régime de Loukachenko. Pourquoi Loukachenko a peur d'envoyer des troupes en Ukraine? Il y a, comme je l'ai déjà dit, un faible niveau de soutien à une telle décision (seulement 3 %). Mais le plus important est que s'il entre en guerre, il doit y envoyer des troupes en capacité de combattre (des troupes spéciales, des détachements, des policiers). Mais s'il le fait, il restera sans protection au pays. Il n'y aura personne pour le défendre si le peuple se soulève. Il a peur de perdre ainsi le pouvoir.

Suite aux mouvements de protestation du 27 février lors du référendum plus de 1 000 personnes ont été arrêtées. Les syndicalistes sont arrêtés sous n'importe quel prétexte. Le pouvoir a peur de toute dissidence et mène constamment des actions de répression. Dans ces conditions, il est difficile d'envisager des actions de protestation ou encore des grèves. Nous pouvons juste affirmer que les processus en cours ne peuvent pas être inversés. Les sanctions économiques produiront à terme la paupérisation de la population. J'ai déjà eu l'occasion d'écrire sur ce sujet. Nous allons connaître la baisse de niveau comme dans les années 1990. Nous pouvons même dégringoler vers les années 1950. Tout ceci paraît réaliste. Par ailleurs, nous allons, sans aucun doute, vivre le processus de la dénazification. Il faut y être prêt car la méthode qui a été appliquée à l'Allemagne à l'issue de la deuxième guerre mondiale sera nécessaire pour la Russie et le Bélarus après les décennies que nous avons vécues.

À mon grand regret, je dois également citer d'autres chiffres. 30 % des Biélorusses soutiennent la Russie dans cette guerre et seulement 20 % soutiennent l'Ukraine. Ceci découle directement du choix opéré par les Biélorusses en 1994 quand ils ont voté pour le régime actuel. Cela découle également des décennies de propagande biélorusse qui n'a rien à envier à la propagande russe. La télévision montre la ville de Kharkhov et annonce que cette ville a été bombardée par les nationalistes ukrainiens, des bandéristes, pour accuser la Russie. Vous pouvez imaginer nos sentiments, les sentiments des gens normaux qui alertent depuis des années sur la situation ici. Pendant des années Loukachenko a été présenté comme le dernier dictateur d'Europe. Nous ne cessons de répéter : Loukachenko – c'est la guerre. C'est un instigateur de conflits, de guerre. C'était une menace réelle.

Depuis le 24 février, nous sommes tous embarqués dans un mouvement sans retour. Nos amis, nos frères en Ukraine en payent déjà le prix fort. Le prix de notre libération, de la libération du Bélarus et de la Russie, sera également élevé. Quelle sera la finalité ? Combien de temps cela prendra-t-il ? Nous n'avons pas de réponse à ces questions aujourd'hui.

Mais je suis intimement convaincu que l'Ukraine résistera. Nous plaçons nos espoirs en Ukraine. Ceux qui se battent là-bas défendent aussi le monde de la menace fasciste qui est bien réelle. La menace de la guerre nucléaire est bel et bien réelle. Il faut aussi en parler et comprendre que cette éventualité est bien réelle.

BORIS PLAZZI, MEMBRE DU BUREAU CONFÉDÉRAL DE LA CGT

Je voudrais remercier encore très particulièrement les camarades ukrainiens de la FPU, de la KPVOU et du BKDP. Merci pour le temps qu'ils ont consacré, malgré les difficultés auxquelles ils ont dû faire face pour se connecter aujourd'hui. Vraiment, un chaleureux remerciement, un fraternel remerciement. On a besoin de vous entendre. On a besoin d'entendre ces voix qui viennent de Biélorussie, de ces voix qui viennent d'Ukraine. On essaye d'imaginer ce que vous vivez. Les témoignages que vous nous avez fournis ce matin ont été poignants, forts, on était dans l'émotion, jamais dans le pathos, mais toujours dans l'émotion et dans la fraternité. En tout cas, vous avez fait des témoignages et des demandes de soutien, de solidarité qu'on a très, très bien entendu, j'en suis persuadé. Elles ont été très claires.

On va essayer, mais vraiment, on va essayer de justement pouvoir répondre aux demandes, à toutes les demandes qui ont été formulées, sur le matériel médical, sur les denrées alimentaires, les couches pour les enfants, les vêtements... Enfin, tout ce que

vous avez évoqué. On va faire de notre mieux, pour collecter et puis pour acheminer tout ce matériel dont vous avez besoin.

Dans l'urgence, on va continuer aussi à faire pression sur les entreprises multinationales, sur les commerces, les entreprises de commerce qui sont installés en Russie, les entreprises françaises qui continuent à y faire du business, qui continuent à faire des profits, à profiter aussi quelque part de cette guerre. On va continuer avec nos syndicats CGT, nos fédérations CGT à faire pression sur ces entreprises françaises installées notamment en Russie. Je crois que notre conférence de ce matin était en quelque sorte une première. [...].

Parce que c'est la fraternité, c'est la solidarité. C'est aussi pour nous, quelque part, apporter notre petite pierre à l'édifice pour aider ce peuple ukrainien, ces travailleurs ukrainiens en lutte, et même plus que cela, en guerre contre un agresseur qui reste

le régime de Poutine. Je ne serai pas plus long, vous avez dit l'essentiel, me semble-t-il. Je remercie aussi les syndicats hors de la CGT. Je pense à la FSU, à Solidaires, enfin les syndicats qui étaient présents ce matin avec nous. On a aussi ces liens de fraternité qui nous unissent avec les organisations syndicales françaises, autres que la CGT, qui étaient présentes aujourd'hui. [...].

Depuis le début du conflit, on dit deux choses: on dit paix en Ukraine, liberté en Russie et en Biélorussie. Je souhaitais conclure avec ces quelques mots et encore toute notre sympathie, notre fraternité, notre solidarité en direction de nos camarades ukrainiens et biélorusses et aussi tous ceux et celles qui luttent en Russie pour leur liberté, pour l'arrêt immédiat de cette guerre.

25 MARS 2022

Note de l'Espace international de la CGT



## BÉLARUS

# ARRESTATION DE DIRIGEANTS SYNDICAUX

RÉSEAU SYNDICAL INTERNATIONAL DE  
SOLIDARITÉ ET DE LUTTES

La répression contre les syndicats libres au Bélarus s'est sérieusement intensifiée. Hier, 19 avril, la direction de la confédération du Congrès biélorusse des syndicats démocratiques (BKDP) a été arrêtée: le président Aliaksandr Yarashuk et le vice-président Siarhei Antusevich du BKDP, ainsi que le président du syndicat libre biélorusse (SPB), Mikalaj Sharakh. Ces arrestations interviennent alors que le BKDP a exprimé une forte opposition à l'invasion de l'Ukraine par la Russie et que l'un de ses syndicats, le syndicat Bélarus des travailleurs de l'industrie radioélectronique (REP), a été considéré au début du mois par le régime comme une organisation «extrémiste».

Une perquisition dans le bureau du BKDP à Minsk a eu lieu aujourd'hui par le KGB. Des perquisitions ont eu lieu aux domiciles de Yarashuk et Antusevich. Des ordinateurs, des cartes flash, des documents personnels, des passeports, des cartes bancaires leur appartenant et appartenant aux membres de leur famille, des cartes SIM d'opérateurs mobiles étrangers, des drapeaux de syndicat, tout ce qui porte des rubans blanc-rouge-blanc [symbole de l'opposition réprimée], des tasses, des drapeaux, des symboles, des tracts et même des livres. Les téléphones portables de tous les employés du bureau du BKDP: avocat, secrétaire international et responsable de l'équipe média ont mis hors d'état de fonctionner. L'une des employées du bureau a été emmenée pour interrogatoire après la fouille de son appartement.

Le président du Syndicat libre biélorusse (SPB), Mikalaj Sharakh, a également été arrêté alors qu'il se rendait à vélo à une audience du tribunal de Polotsk, et sa maison et son appartement ont été fouillés. [...]

20 AVRIL 2022

CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE DU TRAVAIL

Dans la nuit du mardi 19 au mercredi 20 avril, notre camarade Alexandre Yarashuk a été arrêté par le KGB du Bélarus, la police politique du régime de Loukachenko. Des dizaines d'autres militants syndicalistes du BKDP seraient également arrêtés, dans une vague de répression qui touche également les membres de leurs familles!

La CGT demande la libération immédiate d'Alexandre, figure incontournable du syndicalisme indépendant du Bélarus [...]. Le 29 mars dernier, Alexandre lançait un vibrant et courageux appel en faveur de la paix dont voici des extraits:

«Peu de pays dans le monde ont connu dans leur histoire des guerres aussi meurtrières que nous. Nous devons tout faire pour retrouver notre dignité, pour que le Bélarus ne soit jamais considéré comme un agresseur militaire. Et qui d'autres que nous le fera? [...] Moi, président du Congrès biélorusse des syndicats démocratiques Alexandre Yaroshuk, je m'adresse à vous. La guerre de la Russie en Ukraine n'est pas notre guerre. Nous pouvons l'arrêter, nous devons l'arrêter! La majorité absolue des Biélorusses, 97 %, ne veulent pas que la Biélorussie participe à la guerre en Ukraine! Nos descendants

ne nous pardonneront pas notre silence au moment le plus critique de notre histoire! N'ayez peur de rien ni de personne! Il est difficile d'imaginer pire que ce qui nous arrive aujourd'hui. Jamais et nulle part au monde la demande de mettre fin à la guerre n'a été un crime! [...]

Exigez sur vos lieux de travail, au nom des collectifs de travail: non à la guerre, non à la participation de la Biélorussie à celle-ci! Exigez l'interdiction d'envoyer des troupes biélorusses en Ukraine, exigez le retrait des troupes russes de notre pays! Faisons-le maintenant, faisons-le aujourd'hui! Parce que demain, il sera trop tard! Parce que demain pour les Biélorusses ne viendra peut-être jamais!»

Le BKDP, syndicat dont la création est très étroitement liée à l'exercice effectif du droit de grève et à sa contestation par Loukachenko a pris une part active à



Aliaksandr Yarashuk, président de la confédération du Congrès biélorusse des syndicats démocratiques (BKDP).

l'explosion sociale qui a suivi l'élection présidentielle de 2020. Ses militants ont animé un grand nombre de comités de grèves et plusieurs de ses dirigeants, dont Aliaksandr Yarashuk, ont piloté le comité national de coordination des grèves.

Le BKDP et la CGT entretiennent d'anciennes et fructueuses relations de fraternité et de solidarité. Aliaksandr a participé au 50<sup>e</sup> congrès de la CGT à Toulouse et son organisation a pris une part très active dans notre Forum sur les transitions écologiques et sociales en juin 2021.

La CGT demande au gouvernement français d'intervenir sans délais pour exiger sa libération et de placer Aliaksandr Yarashuk sous la protection de sa diplomatie sur place.



# LA PAROLE A SOTSYALNYI RUKH<sup>1</sup>

---

1. Nous publions ci-après divers documents, déclarations, interviews, brèves issues de Sotsyalnyi Rukh (Mouvement social), organisation de gauche anti-capitaliste, féministe et écologiste ukrainienne.



## DÉCLARATION

Sotsyalnyi Rukh est une organisation qui rassemble la gauche démocratique contre le capitalisme et l'intolérance.

Nous défendons la démocratie et le socialisme et sommes contre le pouvoir total du capital! Nous sommes partisans du socialisme démocratique – socialisation de l'industrie et propriété publique des moyens de production, démocratisation du lieu de travail, ouverture des livres de compte et État-providence. Nous croyons que tout le monde a droit à un logement, à des soins de santé abordables, à la sécurité tant aujourd'hui que demain. Seule une personne qui n'a pas à penser quotidiennement à sa survie peut développer pleinement ses capacités créatives, participer au processus politique et vivre une vie digne.

Nous ne nous limitons en aucun cas aux revendications économiques, les revendications politiques et sociales sont tout aussi importantes et prioritaires pour nous. Nous considérons qu'il est nécessaire de démocratiser la vie publique, de décentraliser la politique, de défendre les droits LGBTQ+, de lutter contre le patriarcat, le changement climatique et la discrimination fondée sur la nationalité et la langue.

Sotsyalnyi Rukh se bat pour une Ukraine indépendante, inclusive et sociale.

Pour atteindre notre objectif, nous développons et renforçons activement les mouvements syndicaux indépendants, agissons avec d'autres organisations démocratiques, participons à la vie politique du pays, éduquons et promouvons les idées de gauche en Ukraine. Nous croyons qu'il n'est jamais trop tard pour participer à la lutte pour un monde plus juste et plus égalitaire.

Le pouvoir aux millions, pas aux millionnaires!

21 MARS 2022

## L'ACTIVITÉ SYNDICALE PENDANT LA GUERRE

Cet entretien avec Denis Pankratov, militant du Syndicat des grutiers de Lviv et du Mouvement social (Lviv) a été réalisé par Ignatius Yuzwiak, membre du syndicat polonais Ogólnopolski Związek Zawodowy Inicjatywa Pracownicza (OZZ-IP).

Nous avons rencontré Denis et les membres du Syndicat des grutiers pour la première fois au printemps 2021 lors d'une réunion en ligne et d'un échange d'expériences entre les syndicats polonais et ukrainiens. À l'époque, des manifestations avaient lieu dans les deux pays pour augmenter les salaires et améliorer la santé et la sécurité dans le secteur. Les

grutiers ukrainiens ont informé sur leurs réseaux sociaux de l'activité de leurs collègues polonais et ont exprimé leur solidarité. Les Polonais ont rendu compte de la lutte des grutiers ukrainiens dans le journal syndical IP Bulletin et sur leur site internet, tandis que des informations sur les protestations des grutiers polonais ont été publiées sur le site Internet de Mouvement social.

*Denis, tout d'abord, quelle est la situation actuelle à Lviv?*

Au 6 mars, la situation à Lviv est relativement calme. Les 4 et 5 mars, la sirène n'a retenti que deux fois. Il n'y a pas eu de provocations, pas d'explosions, pas de combats dans la région de Lviv. Les gens s'auto-organisent, de solides réseaux de bénévoles se forment. Les autorités sont également impliquées, mais il y a des initiatives de terrain. Les transports en commun fonctionnent de la même manière que les commerces. Heureusement, il y a encore des produits dans les magasins. Ce qui manque à Lviv, ce sont des médicaments, des banques d'alimentation et des chargeurs de téléphone. Il y a une pénurie de certains biens et biens essentiels dans l'armée.

*Parlez-nous de ces initiatives de terrain, comment elles fonctionnent, que faites-vous exactement à Lviv?*

Les initiatives populaires anti-autoritaires, auxquelles je me joins, sont aussi végétariennes. Dès le matin nous préparons des repas pour 50-60 à 80 personnes. D'abord on le distribue dans les lieux où sont hébergés les réfugiés, puis on le refait cuire ou on prend ce qui reste et on l'emmène à la gare, où il y a beaucoup de monde maintenant. En plus de moi, deux autres membres du Mouvement social sont impliqués. Nous essayons de soutenir nos camarades du mouvement anti-autoritaire qui sont partis sur le

front. Nous leur envoyons des médicaments et du matériel tactique : gilets pare-balles, casques, gants. Il existe également une organisation anarchiste appelée Black Flag. Autant que je sache, certains d'entre eux sont également allés au front à Kyiv, où ils ont rejoint la défense territoriale. D'autres rejoignent le TPO local à Lviv. Malgré tout, la Plateforme écologique et le Black Flag nourrissent encore les gens tous les samedis. Les sans-abri et les autres personnes ont besoin de manger.

*Qu'en est-il du syndicat des grutiers auquel vous êtes associé?*

Nous restons en contact et nous avons organisé une campagne de financement pour l'armée ukrainienne. À partir du budget du syndicat et des propres efforts des membres, nous aidons également un membre du syndicat qui s'est mobilisé au front. Il travaille comme mécanicien. Nous l'aidons maintenant à rassembler le matériel et les médicaments nécessaires. Dans un avenir proche, certains membres du syndicat envisagent de se rendre à Kyiv pour aider à défendre la capitale<sup>1</sup>.

*Et quelle est la situation des travailleurs ukrainiens maintenant en général, pendant la loi martiale, si une telle question peut être posée?*

En général, les gens reçoivent leur salaire, bien que j'aie entendu parler de plus d'un cas où les employés n'étaient pas payés et qu'ils se retrouvaient sans rien. Il est clair que les chantiers de construction ne fonctionnent pas maintenant. Actuellement, tous les efforts visent à soutenir le potentiel de défense de la ville, de la région et de l'Ukraine<sup>2</sup>.

---

1. Note du Mouvement social : les syndicats de Lviv offrent un abri aux collègues et à leurs familles évacués des « points chauds ».

2. Note du Mouvement social : selon les dernières données syndicales, 50 % des travailleurs n'ont pas reçu de salaire pour janvier-février.

*Qu'aimeriez-vous dire aux représentants des syndicats et des organisations publiques en Pologne et dans d'autres pays?*

Nous avons une demande spécifique du Mouvement social pour annuler la dette extérieure de l'Ukraine. Il y a une pétition à ce sujet. La Fédération des syndicats d'Ukraine a appelé la Confédération syndicale internationale à exclure la Fédération des syndicats indépendants de Russie, qui soutient ouvertement l'agression de Poutine contre l'Ukraine. La Fédération a également fourni ses infrastructures dans les villes où il est possible d'accueillir des réfugiés. Je parle des sanatoriums, bases touristiques et autres. Beaucoup de gens partent maintenant à l'étranger. Ce sont des femmes et des enfants, car les hommes ne sont pas autorisés à quitter le pays. Nous espérons que les syndicats les aideront à trouver du travail et à organiser leur vie. Gardez un œil sur ce qui se passe ici et partagez des informations vérifiées.

24 MARS 2022

Traduction Léonie Davidovitch

### UNE ATTAQUE CONTRE UNE MILITANTE LGBT

L'attaque choquante d'un voyou d'extrême droite contre une militante LGBT qui déchargeait de l'aide humanitaire pour les femmes et les enfants.

Aujourd'hui j'ai été attaquée à Lviv avec du gaz lacrymogène. Je vais bien maintenant. Comment cela s'est passé: nous venions de finir de décharger l'aide humanitaire pour les femmes et les enfants. Je suis restée dans la rue, à parler avec mon téléphone portable. Un gars est venu me voir et me lance «Hé». Il est donc évident qu'il m'a reconnue. Il a demandé si c'était le bon endroit pour rester? Je me suis

retournée et il a utilisé son gaz. J'ai appelé la police et les urgences. J'ai donc des blessures chimiques au visage et aux yeux, aux mains. J'espère que la police enquêtera correctement sur ce crime.

LVIV, 14 AVRIL 2022

### LES PRIX DES LOGEMENTS S'ENVOLENT

Depuis le début de la guerre, les prix des loyers à Lviv ont augmenté de 72 % à Uzhgorod, de 46 % à Ivano-Frankivsk, Khmelnytsky et Lutsk et de 10-15 % à Chernivtsi.

Les propriétaires augmentent de façon injustifiable les prix non seulement pour les locations à court terme, mais aussi pour les locataires qui louaient un logement avant la guerre.

Mouvement social s'est adressé au Premier ministre ukrainien, Denis Shmigal, et au président ukrainien, Volodymyr Zelensky, et demande :

1) l'examen du problème des prix excessifs des logements et l'instauration d'une régulation étatique des prix des logements pour les logements en temps de guerre en gelant les loyers au niveau d'avant-guerre afin de fournir un logement aux migrants conformément à l'article 47 de la Convention de l'Ukraine ;



2) l'instauration d'un moratoire sur l'expulsion des individus afin de respecter les locataires et assurer la protection des droits des locataires;

3) l'introduction d'un programme de création de logements sociaux pour les Ukrainiens.

18 AVRIL 2022

### LES OUVRIERS SERONT-ILS PROTÉGÉS APRÈS LA VICTOIRE SUR LES OCCUPANTS ?

Les politiciens néolibéraux, dirigés par Halyna Tretyakova, ouvrent déjà la voie à une nouvelle vague d'arbitraire patronal. Avant la deuxième lecture, la commission parlementaire compétente a approuvé le projet de loi de l'Ukraine sur les amendements à certains actes législatifs de l'Ukraine sur la déréglementation des relations de travail (# 5388).

Ce texte sera toujours en vigueur dans la période d'après-guerre. Dans le contexte de pénurie d'emplois en raison de la guerre, alors qu'il est devenu plus facile pour les patrons de dicter leur volonté, il est proposé de laisser les questions essentielles des relations de travail à la discrétion des parties.

En raison des lois du capitalisme, les travailleurs seront tout simplement contraints de renoncer à leurs droits à un emploi stable et à la limitation des heures de travail! Les serveurs des employeurs semblent avoir délibérément attendu l'agression de Poutine pour faire passer un document, qui aurait provoqué des milliers de protestations dans le passé.

Quelles sont les menaces du projet # 5388?

*Précarisation.* Il sera possible de conclure un contrat de travail à durée déterminée, notamment avec les professionnels des médias et à l'initiative du salarié (article 23-1 du Code du travail). Le nombre de

personnes auxquelles il sera possible d'imposer une période d'essai sera radicalement élargi (article 26 du Code du travail).

En particulier, au détriment des diplômés des établissements d'enseignement, des déplacés internes, des démobilisés du service militaire... Tous peuvent être renvoyés sans motif valable.

*Syndicats.* La procédure d'obtention de l'accord du comité syndical pour licencier un syndicaliste (article 43 du Code du travail) est remplacée par des consultations, qui ne sont pas contraignantes.

Si le licenciement est lié au comportement du salarié, alors, au moment de l'examen par le comité syndical du licenciement, le salarié est suspendu de son travail (!) Sans salaire.

*Horaires.* Les motifs de recours aux heures supplémentaires et au travail du week-end peuvent être déterminés par le contrat de travail (art. 62, 71 du Code du travail), ce qui permettra au patron d'en user en cas de force majeure. La procédure d'octroi des pauses et des vacances, la détermination des heures de début et de fin de travail sera établie individuellement. Cela réduit considérablement le rôle des syndicats. [...]

Les employeurs qui veulent minimiser les avantages sociaux au détriment des employés ont besoin de telles règles. Cependant, même les experts du département juridique de la Verkhovna Rada ont commenté la non-conformité du projet avec les normes de l'art. 22 de la Constitution, dont les dispositions interdisent la restriction des droits des citoyens. Et que diront les défenseurs ukrainiens, qui attendent encore plus de respect au travail après leur retour du front? Nous devons être prêts à défendre ensemble les droits des travailleurs et à poursuivre les patrons.

15 AVRIL 2022

## DÉCLARATION SUR L'« INTERDICTION » TEMPORAIRE DE CERTAINS PARTIS

Récemment, le Conseil de défense et de sécurité nationale a décidé de suspendre temporairement les activités d'un certain nombre de partis politiques ukrainiens. La liste comprend à la fois les principaux partis d'opposition et des partis moins connus qui utilisent les mots « progressiste », « gauche » ou « socialiste » dans leur nom. Le président de l'Ukraine, Volodymyr Zelensky, les a accusés d'avoir des « liens avec la Russie », sans étayer ses affirmations par un raisonnement juridique approprié.

Nous savons clairement qu'au moins certains membres de ces partis, et en particulier leur direction, ont minimisé le danger des ambitions chauvines russes et ont été jusqu'à justifier l'agression quand ils ne travaillaient pas directement avec le Kremlin; ils ont détourné la frustration populaire causée par les politiques néolibérales des gouvernements pour diffuser une image caricaturale de l'« Occident » détruisant la « civilisation slave »; ils répandent la xénophobie, l'antisémitisme, l'homophobie et la haine.

Ainsi, même ceux qui utilisent, ou plutôt détournent, la phraséologie de gauche ne font en réalité que servir le consensus oligarchique.

Néanmoins, toute coopération éventuelle des organisations susmentionnées, ainsi que de leurs membres individuellement, avec les impérialistes russes doit faire l'objet d'une enquête et être jugée par la justice. Les personnes concrètes impliquées dans le sabotage de la résistance populaire doivent porter la responsabilité individuelle de leurs actes. Nous reconnaissons l'importance et le symbolisme des libertés démocratiques et nous pensons que les interdictions aveugles de partis n'ont pas leur place dans la lutte d'aujourd'hui.

Nous avons déjà vu comment le gouvernement a essayé d'abuser de la situation de guerre pour attaquer les droits du travail des travailleurs ukrainiens, maintenant ses actions visent à limiter les libertés politiques et civiles. Nous ne pouvons pas soutenir cela.

De plus, nous voudrions mettre en garde contre toute tentative de stigmatiser la gauche et les mouvements sociaux en général en liant automatiquement l'agenda progressiste au Kremlin. Les militants de gauche et syndicaux combattent aujourd'hui l'agresseur en tant que membres de la force militaire et de la Défense territoriale, en tant que volontaires impliqués dans la fourniture d'équipements, de nourriture et de médicaments, dans l'évacuation et l'hébergement des réfugiés et des personnes déplacées, en tant que groupes construisant la solidarité internationale et en demandant l'annulation de la dette extérieure, la saisie des actifs de l'État russe et la fin de la tolérance des délocalisations.

Nous ne pouvons qu'apprécier les nombreux mouvements de gauche dans le monde qui ont déjà exprimé leur soutien, reconnu le droit de l'Ukraine à l'autodéfense et continué à faire pression sur leurs gouvernements pour qu'ils prennent des mesures concrètes.

C'est le peuple ukrainien, et non les capitalistes qui l'ont toujours utilisé pour extraire de la valeur et la stocker à l'étranger, qui supporte aujourd'hui d'immenses difficultés et qui mérite un lendemain plus juste. Le socialisme est le meilleur moyen d'apporter plus de justice dans notre société et de poursuivre des objectifs communs.

C'est ce que nous, Sotsialnyi Rukh, défendons!

21 MARS 2022

## UN RÔLE ACTIF DANS LA RÉSISTANCE

ENTRETIEN AVEC VLADYSLAV STARODUBTSEV<sup>1</sup>

Étudiant en histoire à Kyiv, il est membre de Sotsialnyi Rukh, une organisation socialiste démocratique ukrainienne dédiée à l'organisation de la classe ouvrière (voir p. 48). Le mouvement collabore avec les syndicats traditionnels et organise des syndicats nouveaux et indépendants afin de promouvoir un programme anticapitaliste et démocratique. Sotsialnyi Rukh s'oppose également aux réformes néolibérales poussées par le président Volodymyr Zelensky et travaille à la défense des droits des femmes et des LGBTQ+, à la lutte contre la dégradation de l'environnement et le changement climatique, et à la lutte contre la xénophobie et le racisme instigués par le gouvernement et la droite. Depuis le début de l'invasion russe, ils ont également joué un rôle actif dans la résistance. Surmontant les difficultés de la défense du socialisme dans un pays encore sous le poids d'un passé stalinien, Sotsialnyi Rukh encourage des publications sur l'histoire des mouvements socialistes ukrainiens, les traductions de la théorie critique et leur propre analyse de l'économie et de la société ukrainiennes.

*Un mois après le début de l'invasion, comment percevez-vous l'ambiance dans les rues ?*

Dès les premiers jours de l'invasion, les gens ont été très militants. Il n'y avait aucun moyen de se rendre au bureau d'enregistrement et d'enrôlement militaire

sans faire la queue pendant 3 à 5 heures. Aujourd'hui encore, l'ambiance est la même partout. Tout le monde veut aider, et les personnes qui sont en sécurité ont généralement une forme de culpabilité de survivant. Les gens s'organisent et se portent volontaires de toutes les manières possibles. Le niveau d'organisation est si fort que j'ai vraiment ressenti ce que Frantz Fanon a écrit dans *Les Damnés de la terre*, à savoir que la mobilisation des masses pendant la guerre de libération renforce le sentiment d'appartenance à la cause commune, et que la libération est une tâche qui incombe à tous et pas seulement aux dirigeants.

Kyiv, ainsi que d'autres villes, est la cible de frappes de missiles qui tombent le plus souvent sur des structures civiles. Les sirènes aériennes font désormais partie de notre quotidien. Mais la vie dans la ville s'est stabilisée, les gens se sont habitués à voir les bâtiments détruits et les roquettes voler dans le ciel. Les gens sont sûrs de leur victoire, et ils ont une énergie que je n'ai jamais vue auparavant.

*Comment Sotsialnyi Rukh prend-il part à la résistance ?*

Nous soutenons les actions militaires pour la défense de l'Ukraine. Nous participons à la mobilisation générale et nous nous sommes incorporés dans l'armée ou la Défense territoriale. Nous participons également aux efforts d'aide humanitaire, en aidant les réfugiés à se loger, à s'approvisionner, à se déplacer, en trouvant et en livrant des médicaments à ceux qui en ont besoin et en travaillant directement avec les syndicats, en particulier les travailleurs de la santé.

En même temps, nous nous opposons aux réformes sociales et économiques que le gouvernement entreprend dans le contexte de la guerre. En ce moment, il est difficile de s'opposer aux réformes néolibérales, car les grèves ont été déclarées illégales, mais nous cherchons d'autres moyens de résistance passive aux limitations des droits des travailleurs. Par exemple, nous rassemblons une liste d'entreprises qui profitent

---

1. Propos recueillis par Simón Rodríguez Porras, auteur de *Why did Chavismo fail?* et rédacteur en chef de *Venezuelanvoices.org*.

de la guerre pour pousser à davantage d'exploitations. Nos avocats travaillent dur pour aider les travailleurs à défendre leurs droits dans ce scénario compliqué.

Nous faisons également campagne pour l'annulation de la dette extérieure de l'Ukraine, car c'est un moyen important de soutenir efficacement les efforts de résistance et de reconstruction, à court et à long terme. Sans cela, après la guerre, l'Ukraine restera dans la dépendance coloniale des créanciers, subjuguée par les politiques du FMI, sans aucune chance de construire une économie forte. Nous espérons que cette campagne contribuera à une discussion générale sur la création d'un nouvel ordre économique international, où les pays ne sont pas détruits et placés dans une soumission néocoloniale par des réformes néolibérales et une dette impossible à rembourser.

*Certains partis ukrainiens qui se qualifient de gauche ont récemment vu leurs activités suspendues en raison de leur position pro-Poutine. Cela représente-t-il une menace pour les organisations de gauche qui participent à la résistance?*

La suspension de ces partis pro-Poutine ne constitue pas une menace directe pour les véritables organisations socialistes, qui ne sont évidemment pas collaborationnistes, mais de telles actions et un discours de droite peuvent pousser l'idée que la gauche est un agent du Kremlin, ce qui est effectivement dangereux. Ces associations et connotations sont là, bien que les mesures ne soient pas dirigées contre la gauche en général. En raison du travail de la gauche campiste et pseudo-anti-impérialiste au niveau international, de nombreuses personnes considèrent que le gauchisme est en quelque sorte lié au soutien à Poutine. La plupart de ces partis sanctionnés ont des programmes nationalistes russes radicaux, avec des éléments d'antisémitisme, d'homophobie, de racisme

et de sexisme, et certains de leurs membres ont des liens directs avec le régime de Poutine, de sorte qu'ils n'ont en fait rien à voir avec le socialisme.

Nous avons également le problème de l'extrême droite. Bien que son influence ait été grandement exagérée par les analystes pro-Poutine, et qu'elle ne puisse s'imposer dans les politiques gouvernementales car son pouvoir est très limité. Elle a acquis une certaine légitimité dans leur participation à la lutte armée contre l'invasion, et le gouvernement ferme les yeux sur certaines de ses actions. Pour arrêter la croissance de l'extrême droite, nous devons arrêter l'agression russe.

*Une partie de la gauche des pays occidentaux soutient Poutine ou adopte une position «ni l'un ni l'autre». Comment réagissez-vous à cela?*

Notre lutte est anticoloniale, anti-impérialiste et même antifasciste. Je pense qu'il y a un parallèle avec la lutte pour l'indépendance de l'Algérie, où certains à gauche ont également soutenu la France en cachant leur racisme derrière des arguments dogmatiques. Le peuple ukrainien se bat pour son droit à être lui-même, à se développer de manière indépendante. Il ne s'agit pas d'une guerre entre les États-Unis et la Russie.

La base idéologique de l'invasion est l'ethno-nationalisme et l'irrédentisme radicaux russes. Pour l'impérialisme russe, le dilemme est «Ukraine indépendante» ou «Russie forte». Il veut reconstruire son empire, et les médias officiels russes montrent à quel point cette guerre est basée sur des éléments idéologiques terriblement fascistes. Poutine parle des Russes comme des maîtres et des créateurs du peuple ukrainien, qui peuvent donc mettre fin à notre existence. Il poursuit l'idée d'unir le monde russe contre l'Occident. Certains groupes de gauche trouvent cela attrayant en raison d'un anti-américanisme primaire

et d'une nostalgie cachée de l'URSS stalinienne. Par conséquent, je pense que donner à l'OTAN un rôle primordial dans le conflit ukrainien est une manœuvre d'évitement. Personne n'a considéré l'invasion américaine de l'Irak comme inter-impérialiste en se basant sur les alliances internationales de Hussein. Ce raisonnement n'est pas valable non plus dans cette guerre.

*Voyez-vous des liens entre la résistance ukrainienne et d'autres luttes pour l'autodétermination?*

L'Ukraine a une longue histoire de lutte pour son indépendance et son autodétermination. 1917 et 1991 sont les années où l'Ukraine s'en est le plus rapprochée, mais elle est restée dans la sphère d'influence russe, économiquement, culturellement et politiquement. Une rupture radicale avec l'idée que les Ukrainiens étaient leurs petits frères a mis en colère la bourgeoisie et les élites étatiques russes, qui considéraient l'Ukraine, même après 1991, comme leur arrière-cour. La révolution de 2014 chez les Palestiniens est une lutte similaire pour le droit d'exister et pour leurs maisons. La réponse ambiguë d'Israël à l'invasion russe montre que les colonisateurs ont tendance à avoir de la sympathie les uns pour les autres. Les Kurdes mènent un combat similaire, pour le droit à l'autodétermination. Avec les Syriens, nous luttons ensemble contre l'impérialisme russe, qui bombarde les villes syriennes de la même manière qu'il bombarde Mariupol ou d'autres villes.

Cela dit, nous devons être cohérents et soutenir tous les peuples qui luttent pour leur autodétermination contre l'impérialisme. Nous devons défendre la démocratie et la libération pour tous, et nous opposer à l'impérialisme et au colonialisme chinois, américain, russe et européen. En tant que partie intégrante de cette orientation, nous devons nous prononcer en

faveur d'une acceptation non discriminatoire de tous les réfugiés. Dans le contexte de cette guerre, certains gouvernements européens ont essayé d'imposer des lois discriminatoires pour n'accueillir que les réfugiés ukrainiens, tout en refusant l'entrée aux Syriens et aux autres réfugiés d'Afrique et du Moyen-Orient. De telles initiatives sont néfastes et témoignent d'un grand racisme. Les personnes méritent toutes le même traitement et ont les mêmes droits.

*Quel est l'impact de la solidarité internationale en Ukraine?*

Elle remonte le moral des Ukrainiens en ces temps difficiles. Les nouvelles des travailleurs bloquant les navires russes ont circulé dans les médias ukrainiens et ont montré un grand degré de solidarité. La résistance antiguerre en Russie, malheureusement, a été moins perçue. La guerre pousse toujours les idées chauvines dans la société, surtout dans la classe moyenne, et la Russie et l'Ukraine ne font pas exception. De nombreux Russes ont soutenu l'invasion, et comme l'Ukraine partage un espace médiatique similaire à celui de la Russie, on peut facilement le voir.

Nous soutenons les camarades en Russie qui s'opposent à l'impérialisme et au poutinisme, et ceux qui s'expriment en faveur de sanctions et de l'envoi d'armes en Ukraine, et surtout ceux qui sabotent l'armée russe. Malheureusement, ce mouvement est très marginal, en partie à cause de la machine répressive de Poutine, et en partie à cause de l'hystérie patriotique. Je pense qu'une victoire de la résistance ukrainienne déstabiliserait les régimes autoritaires en Russie, au Bélarus et au Kazakhstan, renforçant la lutte pour les droits démocratiques et inspirant les luttes pour l'autodétermination dans le monde entier.

14 AVRIL 2022

Publié par [The New Arab](#)

Traduction Léonie Davidovitch

# PRISES DE POSITION

## UNE FOIS DE PLUS: LES SOCIALISTES DOIVENT-ILS SOUTENIR OU S'OPPOSER À L'ENVOI D'ARMES ?

OAKLAND SOCIALIST

Aujourd'hui, la majorité des socialistes occidentaux affirment qu'il est de notre devoir de nous opposer à l'envoi d'armes à l'Ukraine par «notre» gouvernement. Ils comparent la situation actuelle à celle du début de la Première Guerre mondiale. À l'époque, presque tous les socialistes ont soutenu leurs «propres» capitalistes en envoyant leurs travailleurs à ce massacre impérialiste dans l'intérêt de leurs «propres» impérialistes. Ce faisant, ces socialistes n'ont pas seulement trahi le socialisme, ils ont aussi trahi la classe ouvrière.

### « APPRENDRE À PENSER »

À l'époque, les socialistes qui s'opposaient au soutien à cette guerre avaient appelé les travailleurs à «combattre l'ennemi à domicile». Ils avaient raison.

Aujourd'hui, la plupart des socialistes répètent mécaniquement cette phrase en s'opposant aux nations de l'OTAN qui envoient des armes en Ukraine. Ils pensent que quoi que disent ou fassent nos «propres» capitalistes, nous devons partout et toujours dire le contraire. Cela revient à laisser les capitalistes nous contrôler, mais à l'envers. Ce n'est pas que Trotsky avait toujours raison, mais il a écrit un très bon petit essai intitulé «[Apprendre à penser](#)». Il y traite exactement de cette question. Il soulignait que, neuf fois sur dix, nous nous opposons à ce que «nos» capitalistes disent ou font, mais qu'il

peut y avoir une dixième fois. Nous devons juger la situation en fonction des conditions réelles. Trotsky a notamment posé la question d'un soulèvement hypothétique des Algériens contre la domination coloniale française. Il demandait quelle devrait être la position des socialistes si le fasciste Mussolini voulait envoyer des armes aux Algériens. Mussolini le ferait pour ses propres intérêts impérialistes, mais Trotsky expliquait que, même dans ce cas, les socialistes ne devraient pas seulement soutenir [cet envoi], mais aussi contribuer activement à l'envoi de ces armes en Algérie. Cela n'avait absolument rien à voir avec un soutien à Mussolini. Il en va de même avec les pays de l'OTAN qui envoient des armes à l'Ukraine. Quoi qu'il en soit, la situation actuelle ressemble beaucoup plus à celle du début de la Seconde Guerre mondiale, lorsque les nazis ont envahi un pays après l'autre.

### LE COUP D'ÉTAT AU MYANMAR

Le fait que les capitalistes occidentaux soutiennent Zelensky contre la Russie est utilisé pour prétendre qu'il ne s'agit que d'une guerre interimpérialiste. C'est absurde. Feraient-ils la même affirmation à propos de la situation au Myanmar? Là-bas, les militaires ont pris le pouvoir par un coup d'État sanglant. Des centaines de milliers de travailleurs et de jeunes se sont soulevés pour résister à ce coup d'État. Ils ont été tués dans les rues par les militaires du Myanmar. Aujourd'hui, une sorte de guerre civile se déroule dans ce pays. Les États-Unis et d'autres pays capitalistes occidentaux soutiennent l'opposition (bien

que de manière minimale). Les impérialistes chinois et russes soutiennent le coup d'État. Les socialistes occidentaux prétendent-ils donc que ce qui se passe là-bas est simplement une guerre interimpérialiste ?

Certains opposent à l'armement de l'armée ukrainienne un appel à l'unité entre les classes ouvrières russe et ukrainienne et au renversement révolutionnaire des deux gouvernements capitalistes.

Encore une fois, nous devrions penser à la situation au Myanmar. Comme en Ukraine, la résistance aux généraux est menée par l'ancien gouvernement capitaliste dirigé par Aung San Suu Kyi. Elle a été la cheffe d'État qui est restée les bras croisés alors que les Rohingyas étaient massacrés par les militaires. En fait, elle l'a en quelque sorte justifié. En conséquence, les socialistes devraient-ils simplement dire : « Nous ne devons soutenir aucun des deux camps au Myanmar », et appeler plutôt à l'unité des classes ouvrières russe, chinoise et birmane et au renversement du capitalisme dans les trois pays ensemble ?

Cet argument est une forme d'« ultimatum ». Il explique en effet : « Tant que vous, les travailleurs des deux pays, n'êtes pas prêts à agir ensemble et à renverser le capitalisme, il n'y a rien à faire, et nous ne soutiendrons aucune résistance à l'invasion de la Russie (ou au coup d'État au Myanmar), car ce n'est rien d'autre qu'une guerre interimpérialiste et nous ne soutiendrons aucun des deux camps. » Le fait que le Myanmar ne soit pas confronté à une invasion de l'extérieur rend l'argument encore plus fort.

### LA THÉORIE, UN GUIDE POUR L'ACTION

Si la théorie n'est pas un guide pour l'action, ce n'est qu'un sophisme. Nombre de ces socialistes se disent opposés à l'invasion, mais qu'est-ce que cela signifie en pratique, étant donné leur opposition à ce que les pays de l'OTAN arment l'Ukraine ?

Pensent-ils que de simples mots, une simple propagande, une simple pression arrêteront Poutine ? Il a prouvé dans la seule arène qui compte vraiment – l'arène de l'action – que ce ne sera pas le cas. Ce qui peut partiellement arrêter Poutine – du moins pour l'instant dans sa volonté de changement total de régime – c'est une défaite militaire.

C'est ce qui arrêtera l'invasion, et pour cela des armes sont nécessaires. Il n'y a qu'une seule source pour ces armes : les pays de l'OTAN.

### ZONE D'EXCLUSION AÉRIENNE ET CASQUES BLEUS

L'appel à une zone d'exclusion aérienne est une autre question. Ce serait une invitation pour l'impérialisme occidental à envoyer directement ses propres troupes. Dans le futur, ces troupes seront utilisées pour renforcer les intérêts impérialistes occidentaux contre tout mouvement de la classe ouvrière ukrainienne.

Il en va de même pour la demande d'envoi des Casques bleus de l'ONU en tant que force de maintien de la paix. Étant donné la présence de la Chine et de la Russie au Conseil de sécurité de l'ONU, il n'y a qu'un seul cas dans lequel de telles troupes pourraient être envoyées : si la Russie était vaincue et chassée de Luhansk et Donetsk, et si les autres impérialistes du Conseil de sécurité de l'ONU se sentaient menacés par un éventuel soulèvement ouvrier dans la région, et s'ils souhaitent simplement la stabilité capitaliste en Ukraine, alors les deux parties pourraient accepter d'envoyer des troupes de l'ONU afin de maintenir le statu quo antérieur à l'invasion de la Russie.

### CLASSE OUVRIÈRE RUSSE

En ce qui concerne la classe ouvrière russe : il est impossible de savoir quelle est son état d'esprit du moment. Mais jusqu'à l'invasion, le soutien de Poutine était assez large. Le meilleur moyen, en fait le seul moyen d'entamer sérieusement ce soutien et de retourner les travailleurs contre Poutine est la défaite militaire de l'armée russe. C'est, par exemple, la raison pour laquelle la grande majorité de la classe ouvrière américaine s'est retournée contre la guerre du Vietnam – c'est lorsqu'elle a vu ses fils, ses frères et ses amis rentrer à la maison mutilés ou morts. Personne n'aime voir ce genre de souffrance humaine, mais si l'invasion de Poutine réussit, cela renforcera le patriotisme et le chauvinisme en Russie et augmentera le soutien à Poutine. Donc, si les socialistes veulent voir la classe ouvrière russe s'éloigner de Poutine et se soulever contre lui, ils doivent appuyer la défaite militaire de l'armée russe.

Une fois de plus, nous revenons à la question des armes pour l'Ukraine, car une telle défaite est impossible sans recevoir d'armes de l'Ouest qu'il l'était

pour les Indiens d'Amérique de vaincre la cavalerie américaine avec des arcs et des flèches contre le pistolet Gatling.

### CONCLUSION

La défaite de l'invasion de Poutine sera un gain pour la classe ouvrière en Ukraine, en Russie et dans le monde entier. Cette défaite ne peut se produire que militairement. Pour cela, l'Ukraine a besoin d'armes et la seule source de ces armes ce sont les pays de l'OTAN. La guerre est une chose horrible, mais comme la gravité, elle est là. La durée et le coût de la lutte contre l'invasion de Poutine dépendent du peuple ukrainien, pas de nous, ici à l'Ouest.

Compte tenu de tout cela, s'opposer à ce que l'Occident envoie des armes à l'Ukraine signifie en pratique appeler à la victoire de l'invasion de Poutine. Il n'y a aucun moyen d'ignorer ce problème.

11 AVRIL 2022

Source: *Oakland Socialist*

Traduction Patrick Le Tréhondat

## L'UKRAINE ET LA GAUCHE : FATALISME GÉOPOLITIQUE ET HISTORICISME MORAL

SANTIAGO ALBA RICO<sup>1</sup>

Les déclarations de María Jamaro, une journaliste radicale, lors d'une émission de *Telecinco*, ont scandalisé à juste titre : «Ni ceux qui ont bombardé n'étaient si mauvais ni ceux qui ont été bombardés

n'étaient si bons», en référence au bombardement de Guernica par les nazis [Légion Condor] en 1937, un crime invoqué par le président ukrainien lors de son intervention devant le Congrès des députés [de l'État espagnol] le 5 avril 2022. Zelensky, mal informé, pensait avoir trouvé un symbole universel capable de remuer en sa faveur l'imagination indignée de tous les Espagnols ; il ignorait que notre bataillon Azov

---

1. Santiago Alba Rico est philosophe et écrivain. Ses deux derniers livres sont *Ser o no ser (un cuerpo)* et *España*.

[la Phalange franquiste et ses supporters actuels], beaucoup plus nombreux que le bataillon ukrainien, justifie encore le coup d'État de Franco et est reconnaissant de l'aide allemande contre les méchants communistes et les séparatistes basques pervers.

Mais ce que Volodymyr Zelensky ne savait pas non plus, c'est que ses propos allaient également contrarier une partie de la gauche – que j'appelle «*estalibán*» [contraction de stalinien et taliban] – qui a considéré que les propos de María Jamaro, monstrueux dans le cas de l'Espagne, s'appliquent à la Russie et à l'Ukraine : les bombardiers russes ne sont pas si mauvais et les bombardiers ukrainiens ne sont pas si bons. De plus, les Russes sont en quelque sorte les gentils, car ils bombardent les nazis ukrainiens. Une partie de la droite et une partie de la gauche sont d'accord pour dire qu'il est acceptable de bombarder des civils dans un autre pays, à condition que les personnes bombardées soient mauvaises. Ils partagent la même vision nihiliste du droit international et de la légalité ; ils ne sont pas d'accord sur le contenu du mal à extirper.

### L'ARGUMENT «*ESTALIBÁN*»

Cet argument *estalibán* – multiplié par des tweets ces derniers jours – fait partie des procédés protéiformes, certains plus intelligents, d'autres plus grossiers, employés par la gauche pour cloner sans vergogne la propagande de l'agresseur russe. Ce n'est pas qu'ils ne savent pas qu'il ne faut pas croire la propagande d'une puissance qui envahit ; lorsque l'envahisseur, c'était les États-Unis ou l'OTAN, ils l'ont toujours fait, et à juste titre. Vous ne pouvez pas accorder de crédibilité, nous le savons, à ce que dit un meurtrier ; si je veux croire ses paroles, je dois donc le disculper ou minimiser sa participation au crime. Pour faire confiance à la propagande russe, il faut

finalement, comme cela s'est produit dans le passé avec la propagande des États-Unis, inverser la relation victime/meurtrier et attribuer l'entière responsabilité de ce qui se passe à celui qui est bombardé. Si nous prouvons que les Ukrainiens, marionnettes de l'OTAN et des États-Unis, sont à blâmer, alors nous pouvons croire et répéter ce que dit le Kremlin.

Cette inversion des rôles, d'une infamie éthique remarquable, est la norme propagandiste des agressions impériales et nous l'avons critiquée en Irak et en Afghanistan. Aujourd'hui, de nombreux «gauchistes» succombent à cette norme et, entre déni et contextualisation, n'ont aucun scrupule à opposer la pensée mainstream pro-ukrainienne à la propagande dominante pro-invasion. Les meurtres de Boutcha ont déclenché de véritables délires. [D]es journalistes [...] ont été réprimandés pour avoir pris au sérieux les témoignages des survivants et ne pas avoir parlé de «crimes de guerre présumés», une caractérisation juridique que, en réalité, certains voudraient étendre à la guerre elle-même : invasion russe «présumée», bombardements «présumés» de l'Ukraine, siège «présumé» de Marioupol. La Russie ne peut pas faire ce qu'on lui attribue parce qu'elle est la victime ; et elle est donc aussi la victime de la propagande ennemie.

Les «subtils» analystes et les pamphlétaires stupides, les politiciens qui se font passer pour des journalistes et les fêlés *estalibáns* partagent cet horizon factuel, matrice de toutes leurs similitudes discursives : si la Russie envahit l'Ukraine, ce sont les États-Unis qui envahissent l'Ukraine ; si la Russie bombarde l'Ukraine, c'est l'OTAN qui bombarde l'Ukraine. Ce n'est pas ce qui se passe qui se passe, mais le contraire. Non, le négationnisme ne peut pas se limiter aux massacres de Boutcha. Les massacres de Boutcha peuvent être niés dès lors que l'agression de Poutine et donc ses conséquences sont niées à la

racine. Si ce n'était pas tragique, ce serait réconfortant de voir tant de personnes adultes, parfois sensées, parfois même sympathiques, emportées par ce besoin enfantin de croire à la bonté ou du moins à la légitimité de «notre» criminel préféré.

Et pourquoi est-ce «le nôtre»? Ils [les supporters de Poutine] nous assaillent comme les ténèbres de la guerre froide. Certains, même très jeunes, succombent à l'illusion car, malgré l'alliance [de Poutine] avec l'extrême droite mondiale, malgré les déclarations contre Lénine, ils voient une continuité entre Poutine et la révolution bolchevique. Il y a une braise soviétique dans la rébellion antisystème d'une certaine gauche, tout comme il y a une braise de nostalgie franquiste dans la rébellion antisystème de la droite [référence à Vox, à une aile du PP]. La plupart d'entre eux succombent, en tout cas, parce qu'ils continuent, en dernière analyse, à penser, toujours, avec des années de retard – face à la pluralité inquiétante du nouvel ordre mondial – contre l'hégémonie absolue des États-Unis et de l'OTAN. Leur position révèle une sorte d'ethnocentrisme négatif et, en fait, très narcissique : ce sont nos institutions occidentales qui apportent tout le mal dans le monde. Contre elles, non seulement tous les moyens sont permis, mais c'est pire : contre elles, nous finissons par revendiquer, comme politiquement et socialement supérieures, des dictatures atroces (pensez, par exemple, à Bachar el-Assad) et des impérialismes alternatifs, comme celui de la Russie, dont nous avons négligé ou défendu l'intervention criminelle en Syrie comme libératrice. Il n'est pas exclu que, si l'Arabie saoudite se rapproche un jour trop de la Chine et que le régime théocratique de Riyad, aujourd'hui ami des États-Unis, soit remis en question et fasse l'objet de pressions de la part de la Maison-Blanche, Salman

(«MBS») finisse par nous paraître sympathique et les lapidations, révolutionnaires et progressistes.

Cette inversion des rôles (entre victimes et auteurs) fait généralement appel à deux expédients cognitifs. Le premier est le fatalisme géopolitique, c'est-à-dire la géopolitique réduite à la *realpolitik*. L'autre est l'historicisme moral, c'est-à-dire l'histoire conçue comme une guerre contre le mal. Ce dernier est celui qui, depuis la gauche, reproduit la phrase de María Jamaro : en admettant que l'Ukraine soit bombardée (ce qui reste à prouver!), elle le mérite en quelque sorte en raison de son rapprochement avec l'UE, l'OTAN et les États-Unis ; les Ukrainiens ne sont pas aussi bons qu'ils le paraissent ; ils ne sont pas aussi bons que les médias nous le disent. Soudain, la même gauche qui, à juste titre, a temporairement écarté la dictature sanglante de Saddam Hussein pour condamner, à plus forte raison, l'invasion américaine de l'Irak, devient maintenant casuistique et pointilleuse. Il est nécessaire de savoir si et dans quelle mesure l'Ukraine est une démocratie, de parcourir la biographie de Zelensky, de dénoncer chaque groupe nazi et d'être très sensible – tout en justifiant ou en atténuant la tyrannie du Baas en Syrie – à la suspension, par ailleurs injustifiable, des partis politiques en Ukraine. Nous devons être moralement intolérants à l'égard des crimes de guerre impardonnables, mais isolés, de l'armée ukrainienne [sur lesquels le gouvernement dit vouloir enquêter], alors que les meurtres et les bombardements russes et la propre invasion de l'Ukraine par la Russie sont considérés comme «présumés».

## LE DROIT DE LA RUSSIE À AVOIR SA PROPRE «ARRIÈRE-COUR»

Cette criminalisation casuistique de la victime est souvent inscrite dans un fatalisme géopolitique résumé dans une pensée qui, même dans les textes les plus raisonnés et les mieux documentés, assume plus ou moins cette formule : «C'est ce qui arrive quand on met son doigt dans l'œil du vieil Ours russe.» La même gauche qui considère qu'il est légitime et même impératif que l'Amérique latine se libère du joug traditionnel des États-Unis, qui a dénoncé la baie des Cochons et célébré la victoire cubaine [1961], qui s'indigne à juste titre de chaque changement de gouvernement truqué depuis Washington, accepte comme un diktat de la *realpolitik* le droit de la Russie à avoir sa propre «arrière-cour». Une sorte de fatalisme mécanique nous oblige à considérer les conséquences de mettre le doigt dans l'œil de l'Ours, c'est-à-dire de ne pouvoir éviter ses coups de griffe. Alors qu'il faut, au contraire, percer révolutionnairement le chapeau du vieil Oncle Sam et plumer l'Aigle américain. Mettre son doigt dans l'œil de l'Ours est répréhensible; arracher une plume de la poitrine de l'Aigle est louable, légitime, nécessaire, festif. En conséquence de la combinaison de ces deux logiques – fatalisme géopolitique et historicisme moral – ce secteur de la gauche ne prend pas en compte les faits parce qu'elle n'attend jamais de l'histoire qu'elle produise des faits. Il sait d'avance quels peuples agissent spontanément et lesquels sont manipulés par l'OTAN et les États-Unis; et ce secteur décide, par conséquent, quels peuples ont le droit de se rebeller contre la tyrannie, intérieure ou étrangère, et lesquels doivent se soumettre aux nécessités de la lutte contre l'impérialisme des États-Unis. Ainsi, il décrète à l'avance que les faits en Ukraine – le massacre de Boutcha, par exemple – sont de la propagande ukrainienne

alors que la propagande russe, en miroir, est un fait incontestable. L'envahisseur est la vraie victime et ne ment pas; et c'est pourquoi nous reproduisons et diffusons ses versions avec la délectation mystique de celui qui, contre les ligues de la «pensée dominante», a un accès direct et privilégié à la vérité.

Parce qu'il y a aussi beaucoup d'élitisme dans cette gauche *estalibán* qui aime avoir raison contre le bon sens et le commun des mortels, enfermés dans les entrailles du système, aveugle et mièvre. Cet élitisme est, dans l'esprit, le même que celui que, contre le «système», nous avons vu chez les négationnistes et les antivax pendant la pandémie. Et il n'est donc pas étrange qu'ici se mélangent la droite et la gauche, Javier Couso [député européen du groupe Gauche unitaire européenne] et César Vidal [historien ayant participé à la version espagnole du Livre noir du communisme], Iker Jiménez [animateur de télévision mélangeant tous les genres] et Beatriz Talegón [actuellement active dans le mouvement indépendantiste catalan: Junts per Catalunya], ceux qui croient que la terre est plate et les anti-impérialistes. Comme je l'ai déjà écrit, lorsque les cadres institutionnels et médiatiques communs de crédibilité ont été affaiblis, l'incrédulité maximale devient le seuil de crédulité maximale. Lorsque vous ne croyez plus en rien, vous êtes sur le point de croire en tout. Nous n'avons même pas de mensonge commun, donc le mensonge qui est partagé par le moins de personnes est celui que nous trouvons le plus acceptable et donc le plus vrai. Le web offre des milliers de niches pour répondre à ce désir désespéré de «distinction». Dans le cas du «gauchisme», cette attitude est plus douloureuse et moins justifiable, car son élitisme cognitif, résultat de son impuissance d'intervention politique, aggrave cette impuissance en se coupant du grand nombre qu'il voudrait attirer. Ses adeptes s'isolent

dans la «raison» face au monde et, de cette façon, en plus d'être déraisonnables, ils deviennent politiquement inutiles. Ou même dangereux.

### AU NOM DU PACIFISME, LES UKRAINIENS DEVRAIENT SE SOUMETTRE À LA PUISSANCE DU PLUS FORT, POURVU QU'IL NE SOIT PAS AMÉRICAIN

Le fatalisme géopolitique et l'élitisme paranoïaque, qui sont les sources croisées du même syndrome, finissent par nier l'autonomie, la volonté et la capacité d'agir des autres. Eux, qui «savent», ne peuvent rien faire; les autres, qui font quelque chose, ne sont que des pions du mal sur l'échiquier géostratégique. Ils inscrivent ainsi leurs ruminations négatives permanentes dans un contexte d'où le politique est absent. Et ils se résignent à déléguer leur raison impuissante à l'action supplétive de toute puissance suffisamment destructrice pour perturber l'ordre mondial établi. Ainsi, les mêmes «gauchistes» qui défendent, au niveau local, le droit à la souveraineté, le refusent au niveau international aux Ukrainiens, à qui l'on demande, au nom du pacifisme, de se soumettre à la puissance du plus fort, pourvu qu'il ne soit pas américain. L'autocentré anti-occidentalisme se méfie de toute velléité d'émancipation qui ne passe pas par les moules anti-impérialistes de la vieille gauche, qui continue à penser et à penser le monde, comme Marx le disait de Don Quichotte, «à la mesure d'un ordre qui n'existe plus». Cela s'est déjà produit en Syrie, comme l'explique le grand Yassin al-Haj Saleh, l'un de nos plus grands intellectuels, communiste, emprisonné pendant seize ans dans les geôles de la dictature [actuellement exilé en Turquie], dans un article extraordinaire où il critique même la position de l'admiré Chomsky pour son aveuglement

ethnocentrique [article publié le 15 mars 2022 sur *New Lines Magazine*<sup>1</sup>]. L'obsession des États-Unis dans un monde chaotique, où le mal s'est fragmenté, décentralisé et émancipé du monopole états-unien, souligne à juste titre, par exemple, la puissance de l'OTAN, mais sous-estime comme subordonnés, subsidiaires ou inoffensifs d'autres dangers – pour la démocratie et la liberté des peuples – qui déterminent pourtant le destin individuel et collectif d'une grande partie de la planète. Chomsky, bien sûr, ne se fait aucune illusion sur Poutine, bien au contraire. Mais sa névrose anti-étatsunienne l'a conduit à abandonner ceux qui, en Syrie, ont tout misé sur la lutte et, dans de nombreux cas, perdu la vie en combattant la dictature; et à entretenir la thèse en Ukraine selon laquelle l'invasion russe est en quelque sorte une réponse automatique à l'encerclement de l'OTAN.

### LA GAUCHE PERD LA POSSIBILITÉ DE CRITIQUER L'EUROPE POUR SA LENTE «POUTINISATION»

Nous contextualisons et contextualisons et contextualisons; et nous suspectons et suspectons et suspectons et suspectons. Et à force de contextualiser et de soupçonner, nous dissolvons la responsabilité russe en une guerre perpétuelle entre des maux équivalents, un conflit magmatique interimpérialiste, une crise capitaliste impersonnelle, une conséquence «naturelle» du déclin civilisationnel, etc. Nous sommes tellement préoccupés par l'histoire et les «structures» que nous y intégrons la décision de Poutine d'envahir un pays souverain et de provoquer des milliers de morts et des millions de réfugiés. S'il était logique d'invoquer la légalité internationale contre l'invasion

---

1. <https://newlinesmag.com/review/chomsky-is-no-friend-of-the-syrian-revolution/>.

de l'Irak, il est logique de l'invoquer contre l'invasion de l'Ukraine. S'il est encore logique de faire la distinction entre négociations, pressions, sanctions et agression militaire, il est logique de dénoncer la Russie de Poutine comme seule responsable d'une nouvelle situation dans laquelle la paix mondiale et la survie de la planète, ainsi que la vie des Ukrainiens et des Russes, sont tragiquement mises en danger. Toute raison que Poutine aurait pu avoir contre l'OTAN a été abandonnée dès le moment où son armée a franchi la frontière ukrainienne et, avec elle, la ligne entre mouvement géopolitique et agression armée. Il n'y a pas d'automatismes dans l'histoire. L'OTAN est responsable de la mauvaise gestion de la victoire dans la guerre froide, tout comme les puissances européennes ont mal géré la défaite de l'Allemagne pendant la Première Guerre mondiale. Mais les Ukrainiens ne sont pas plus victimes de l'OTAN que les Juifs n'ont été victimes du traité de Versailles. En outre, c'est terrible à dire, mais Poutine a montré qu'il n'y a actuellement aucune alternative à l'OTAN. La gauche européenne devrait réfléchir à des propositions pour l'avenir au lieu de prêcher un pacifisme qui a beaucoup de sens en Russie, contre la décision de son gouvernement de faire la guerre, mais qui en Ukraine est synonyme de soumission et de capitulation. Les Ukrainiens ont décidé de ne pas se rendre et personne, me semble-t-il, ne devrait le leur reprocher.

La gauche perd non seulement la possibilité de sympathiser, contre Vox [dans l'État espagnol] et aux côtés d'une majorité raisonnable, avec une cause juste. Elle perd aussi la possibilité de critiquer l'Europe pour ce qu'elle mérite d'être critiquée: sa lente «poutinisation» [des traits autoritaires croissants], dont les institutions sont aussi largement

responsables. Je l'ai déjà dit: l'Europe n'a ni gaz ni pétrole et est donc tragiquement dépendante de sources de moins en moins sûres. Elle ne dispose que de «valeurs», de «pratiques», de «modèles d'intervention politique» qu'elle perd rapidement sans jamais les consolider complètement. Elle s'est souvent trahie à l'étranger en soutenant des interventions économiques ou militaires malheureuses, ou en fermant les frontières aux migrant-es et aux réfugié-es, à tel point que pour une grande partie du monde, plongée dans une crise sans précédent, elle n'est plus un exemple à suivre.

Mais d'un autre côté, il est également arrivé que ce monde méfiant, en pleine dé-démocratisation, pénètre en Europe. Poutine avait déjà furtivement envahi l'UE par le biais des partis d'extrême droite qui, en Hongrie, en France, en Italie et en Espagne, bénéficient d'un soutien bien plus important que leurs homologues ukrainiens. Dans cette situation difficile, notre tâche doit être de «dénazifier» l'Europe de l'intérieur par un approfondissement de la démocratie, c'est-à-dire par des politiques sociales, civiles et économiques qui consolident et renforcent nos droits démocratiques. Si nous ne faisons pas pression pour une UE plus juste, plus démocratique, plus indépendante, plus verte et plus hospitalière, il ne servira à rien que Poutine perde la guerre en Ukraine, car il l'aura gagnée en Europe.

### QUI EST L'AGRESSÉ ET QUI EST L'AGRESSEUR

C'est là le paradoxe: une invasion est devenue une guerre grâce à la résistance ukrainienne. C'est une guerre d'indépendance. Il est prioritaire d'empêcher que cette guerre n'implique l'OTAN; il est prioritaire de soutenir, de défendre et de garantir l'indépendance de l'Ukraine. Notre bellicisme

doit être limité par la nécessité d'éviter les conflits internationaux et les affrontements nucléaires; notre pacifisme doit l'être par la nécessité d'affirmer la justice et le droit international. Voilà le dilemme, je pense, sur lequel la gauche devrait débattre, et non pas sur la question de savoir s'il faut ou non applaudir Zelensky intervenant devant le Parlement [d'Espagne ou d'ailleurs] ou si le bataillon Azov est composé uniquement de nazis ou comporte également des anarchistes. Ou – pour l'amour de Dieu – si les survivants de Boutcha mentent ou non. Le dilemme est si grand, si plein de dangers et d'incertitudes,

si exigeant pour toute notre intelligence et toute notre sérénité, que nous ne devons pas nous rendre coupables de brouiller la seule chose sur laquelle la gauche, comme tout le monde, devrait être claire: qui est l'agressé et qui est l'agresseur. Qui nous devons soutenir – au moins mentalement – et qui nous devons condamner.

8 AVRIL 2022

Article publié sur le site *Contexto y Acción*  
Traduction A l'Encontre (les intertitres sont de la rédaction)

# NON À L'OTAN OU LA CRISE IDENTITAIRE DE LA GAUCHE ESPAGNOLE

ELISA MOROS<sup>1</sup>

Les terribles images qui nous parviennent après le retrait des troupes russes de la région de Kyiv révèlent l'ampleur de l'offensive russe et obligent les dirigeants politiques à condamner unanimement l'attaque de Poutine contre l'Ukraine, y compris ses alliés naturels (l'extrême droite). Dans ce contexte, certains des plus radicaux éprouvent le besoin d'exprimer, ne serait-ce que par un geste esthétique, leur aversion pour l'unanimité nationale. Les députés de la CUP (gauche radicale indépendantiste catalane), du BNG (gauche nationaliste galicienne) et le secrétaire général du PCE<sup>2</sup> refusent d'applaudir Zelensky.

---

1. Féministe, militante du NPA (France) et membre du Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine et contre la guerre.

2. [www.revistarambla.com/diputados-de-iu-bng-y-cup-no-participan-en-el-show-de-zelenski/](http://www.revistarambla.com/diputados-de-iu-bng-y-cup-no-participan-en-el-show-de-zelenski/).

Mais ce geste esthétique n'est guère étonnant. Il n'est que la conséquence logique des analyses et des positions de la gauche espagnole sur la situation ukrainienne. Albert Botrán (député de la CUP) explique la signification de son geste dans un article, dans lequel il commence par déclarer que «l'occupation russe de l'Ukraine n'a qu'un seul responsable, Poutine» pour se contredire dans le paragraphe suivant dénonçant les «responsabilités» des autres puissances et de l'État ukrainien. Si seuls quatre députés ont poussé jusqu'au bout leur logique en refusant d'applaudir Zelensky, la logique du «oui, mais en fait non» fait pratiquement l'unanimité au sein de la gauche (radicale) espagnole qui (1) désigne l'OTAN comme (a minima) coresponsable du conflit, (2) s'oppose par conséquent à tout soutien matériel concret à la résistance armée ukrainienne afin d'«empêcher l'escalade» et (3) pointe systématiquement (et souvent exagère) tous les défauts du gouvernement/de

l'État ukrainien comme prétexte pour garder, *de facto*, ses distances avec tout le peuple ukrainien et le laisser seul face à l'attaque impérialiste russe.

L'incohérence de cette position est manifeste. L'obsession pour la responsabilité de l'OTAN ne résiste pas à une analyse concrète de la situation concrète, comme ne cessent de le répéter les camarades syriens et ukrainiens. Bien que cette position ne soit ni unique ni exclusive à la gauche espagnole, puisqu'elle est assez répandue dans toute l'Europe occidentale, la particularité de l'Espagne, et d'autres pays du sud de l'Europe, est que cette position est hégémonique et laisse peu de place à la contradiction.

Selon moi, l'analyse que la gauche espagnole fait de la situation en Ukraine s'éloigne de la réalité parce qu'elle ne cherche pas à la comprendre, mais répond plutôt à ses propres intérêts internes: la nécessité d'une affirmation identitaire «radicale» d'une gauche de plus en plus institutionnalisée conjuguée à un désintérêt pour nos voisines de la périphérie de l'Europe qui fait d'elleux le vecteur idéal de cette auto-affirmation.

### NON À L'OTAN: UNE AFFIRMATION IDENTITAIRE

L'opposition à l'OTAN est une marque identitaire de la «vraie» gauche dans l'État espagnol. L'adhésion de l'Espagne à l'OTAN, qui a été ratifiée à l'issue d'un référendum organisé en 1986, est un symbole majeur de l'institutionnalisation du PSOE et de sa trahison de la gauche et des classes populaires du pays. En effet, si le PSOE est arrivé au pouvoir en 1982 avec pour slogan «l'OTAN, d'entrée, non», il a mené en 1986 la campagne pour le oui qui l'a emporté de peu, malgré l'opposition massive de la gauche qui, regroupée dans la Plateforme civique pour la sortie

de l'Espagne de l'OTAN, s'est consolidée peu après dans la coalition électorale Izquierda Unida.

Ces dix dernières années, d'importants secteurs de la gauche radicale espagnole sont passés d'une stratégie de rupture à une stratégie de «gouvernabilité», faisant face à de nombreuses contradictions et tensions internes. Les trajectoires de la CUP depuis 2011 et de Podemos depuis 2014 témoignent de ce processus d'institutionnalisation de la gauche et de toutes ses contradictions. Évidemment, ces deux formations sont très différentes en termes de fonctionnement, d'organisation et de positionnement sur l'échiquier politique, dans la mesure où le contexte catalan est différent du contexte national, et sachant que Podemos est une formation beaucoup plus verticale et institutionnalisée que la CUP.

Pourtant, malgré ces différences notables, les deux formations sont passées par un processus d'institutionnalisation. Ces deux dernières années, elles ont affronté des scissions internes pour cette raison. Les deux formations s'efforcent constamment de se démarquer de leurs alliés institutionnels (du gouvernement, dans le cas de Podemos). La réalité à laquelle font face ces deux organisations est que l'institutionnalisation est incompatible avec la rupture et que les deux sont nécessaires dans tout processus de transformation sociale mais peuvent difficilement être incarnées par un même agent politique. La crise entre Yolanda Díaz, ministre communiste du travail, pour son soutien à Pedro Sánchez dans l'envoi d'armes en Ukraine, et le reste de l'équipe d'Unidas Podemos, qui accuse le PSOE d'être le «parti de la guerre» illustre parfaitement cette tension.

### ET LES UKRAINIEN·NES DANS TOUT ÇA ?

Dans ce contexte, la guerre en Ukraine se présente comme une occasion idéale pour se démarquer et réaffirmer l'identité de la gauche radicale anti-atlantiste qui s'oppose à la «gauche» institutionnelle, monarchiste, atlantiste, vendue au système et aux intérêts américains (incarné en dernière instance par le PSOE). Mais ce qui permet cela en Espagne, comme dans le reste de l'Europe occidentale, c'est qu'au fond ce qui se passe en Ukraine ne nous importe que dans la mesure où cela peut nous affecter, et les Ukrainien·nes nous importent peu. En tant qu'«autres» orientaux, iels peuvent être instrumentalisés·es à volonté pour les faire correspondre à la logique de nos propres récits.

Le récit de la gauche espagnole rend délibérément invisible la participation à la résistance ukrainienne de camarades socialistes, anarchistes et féministes tout en magnifiant le poids de l'extrême droite et l'autoritarisme du gouvernement ukrainien. Par exemple, la méfiance envers Zelensky et certains secteurs de la résistance ukrainienne est régulièrement utilisée pour justifier la prise de distances avec la résistance ukrainienne et lui refuser toute solidarité concrète. Le récent tweet d'Álvaro Aguilera<sup>1</sup>, coordinateur d'Izquierda Unida (IU) à Madrid, accusant Zelensky d'être un «danger pour la paix» et «l'héritier d'un coup d'État qui a interdit le parti communiste et onze autres partis» illustre bien cette tendance. Albert Botrán dénonce également dans son article l'interdiction du Parti communiste ukrainien en 2015 (avant l'arrivée au pouvoir de Zelensky en 2019) ainsi que la récente interdiction de plusieurs partis accusés d'être

pro-russes<sup>2</sup>. Álvaro Aguilera, Albert Botrán et leurs organisations respectives n'ont, et n'ont jamais eu, évidemment, aucun lien avec un parti conservateur, raciste et antiféministe qui défendait la peine de mort, la famille traditionnelle, s'opposait aux droits reproductifs des femmes et persécutait les personnes LGTQI+, malgré l'appellation «parti communiste» pour des raisons historiques.

Il existe cependant une gauche féministe, antiraciste et anticapitaliste en Ukraine qui résiste à l'invasion russe avec et sans armes tout en continuant à s'opposer à la politique de Zelensky. Une gauche avec laquelle IU et la CUP n'ont pas de relations directes, parce qu'ils ne le veulent pas. Pourtant ils le pourraient puisque leurs organisations partenaires de pays comme la France, la Suisse, la Belgique ou l'Allemagne collaborent étroitement avec cette gauche ukrainienne et d'autres organisations d'Europe de l'Est dans le Réseau européen de solidarité Ukraine (RESU)<sup>3</sup>. Les représentants de la CUP et de IU préfèrent faire comme si cette gauche ukrainienne et cet espace internationaliste n'existaient pas et s'érigent en défenseurs d'une gauche fantasmée et inexistante qui ne ferait pas partie de la résistance ukrainienne mais au contraire serait étouffée par cette dernière.

Cette logique n'est pas le monopole de IU ou de la CUP. Podemos a participé au Forum européen contre la guerre à Rome à l'initiative de la coalition italienne Potere al Popolo dont l'objectif est d'articuler un mouvement antiguerre européen et dont les deux premières revendications sont l'opposition à l'envoi d'armes à l'Ukraine et l'opposition à des sanctions contre la Russie. Le mouvement n'a

---

1. <https://twitter.com/AlvaroAgFa/status/1511373707314438149>.

2. <https://rev.org.ua/statement-on-temporary-ban-of-some-ukrainian-parties/>.

3. [www.facebook.com/EuropeUkraineSolidarity](http://www.facebook.com/EuropeUkraineSolidarity).

évidemment pas de représentants ukrainien·nes et ignore leurs revendications.

Les féministes espagnoles ont lancé un manifeste transnational avec 150 signatures d'éminentes féministes d'Europe et des Amériques. Parmi elles, pas une seule féministe de l'Europe post-soviétique. Leur absence est évidente dans le contenu, qui est contraire aux revendications des féministes ukrainiennes. Évidemment, les féministes qui sont en contact étroit avec les féministes ukrainiennes et polonaises ont refusé de signer ce manifeste.

Si ce qui inquiétait vraiment la gauche espagnole était l'équilibre des forces internes de la résistance ukrainienne, le plus logique ne serait-il pas d'établir des liens étroits avec la gauche anticapitaliste anti-patriarcale et antiraciste en Ukraine pour la renforcer autant que possible ; le problème est que cette gauche, la vraie, ne leur sert pas, car elle ne rentre pas dans leur stratégie de démarcation. Pour continuer à raconter la même histoire, il faut faire taire et rendre invisibles les secteurs progressistes de la résistance ukrainienne, en leur refusant toute solidarité concrète, ce qui a pour conséquence l'affaiblissement de la gauche en Ukraine. Les militant·es de gauche ukrainien·nes, en revanche, n'arrêtent pas de nous interpeller : iels sont dans les réseaux internationalistes, iels écrivent sous les bombes et en anglais, iels traduisent leurs productions en espagnol et iels vous accueilleraient à bras ouverts au sein du Réseau européen de solidarité Ukraine.

### LA DÉRIVE CONFUSIONNISTE ET LA RESPONSABILITÉ DE LA GAUCHE

Le problème de s'accrocher à une position identitaire est qu'elle nous enferme dans une interprétation biaisée de la réalité qui participe d'une atmosphère nauséabonde. Le jour où la gauche

espagnole comprendra enfin que cette fois-ci (une fois n'est pas coutume) le problème n'est pas l'OTAN, que Poutine représente un réel danger pour les Ukrainien·nes, pour les Russes et potentiellement pour le reste de l'Europe, le récit complotiste et négationniste se sera déjà bien installé. En fait, il est déjà en place. Dans un éditorial récent, Ignacio Escolar a expliqué que de nombreux lecteurs se désabonnent d'*El Diario*, les accusant d'être financés par l'OTAN.

L'obsession de la gauche espagnole et de la gauche de l'Europe occidentale pour l'OTAN a fait d'elle les idiots utiles de l'impérialisme russe, et les principaux relais de la propagande du Kremlin. La rhétorique made in Kremlin de l'«expansion de l'OTAN» et de la «dénazification de l'Ukraine» rappelle trop celle du révisionnisme franquiste qui délégitime la 2<sup>e</sup> République pour justifier le coup d'État fasciste. L'Ukraine est loin d'être un pays parfait ou exempt de contradictions, mais elle est (ou plutôt était, avant l'invasion) préférable à la Russie dans tous les domaines : participation démocratique, droits civils et politiques, liberté d'expression, etc.

En insistant sur cette lecture biaisée, la gauche espagnole contribue à semer la confusion dans un contexte historique marqué par la désaffection politique et par la méfiance à l'égard des institutions, qui est propice à la propagation de théories complotistes. Si, après le discours de Zelensky devant le Congrès des députés, dans lequel il a fait un parallélisme entre les massacres de Boutcha et Guernica, l'extrême droite espagnole s'est réfugiée dans le révisionnisme franquiste pour renier Gernika, le négationnisme concernant les massacres en Ukraine s'est déployé dans les secteurs de gauche des réseaux sociaux. Une personnalité

comme Manuel Delgado, intellectuel et militant communiste, poste sur ses réseaux sociaux «Je ne crois absolument rien de ce qu'on nous raconte sur ce qui se passe en Ukraine. Rien.»

Le seul antidote contre le négationnisme propre au repli identitaire qui tourne le dos à la réalité est la pratique concrète internationaliste. Toute orientation politique qui ne se développe pas dans un dialogue permanent avec la praxis est déficiente. La gauche

espagnole ne pourra pas prendre des positions internationalistes pertinentes tant qu'elle ne pratiquera pas activement l'internationalisme. La gauche espagnole ne comprendra rien à ce qui se passe en Ukraine tant qu'elle ne daignera pas dialoguer avec la gauche ukrainienne.

14 AVRIL 2022.

Publié sur le site *El Salto*

## LA LUTTE POUR L'AUTODÉTERMINATION DE L'UKRAINE

ENTRETIEN AVEC YULIYA YURCHENKO<sup>1</sup>

*Quelles sont les conditions de vie des Ukrainiens dans cette guerre? Quel est l'état de la résistance militaire et civile à l'invasion de la Russie?*

Tout d'abord, c'est vraiment bien de m'entretenir avec vous et de raconter l'histoire de cette guerre et de cette résistance d'un point de vue ukrainien et de gauche. Je pense que tout le monde sait que les bombardements russes ont gravement endommagé des villes entières, notamment Marioupol, et tué un nombre innombrable de personnes. Ses troupes et ses attaques de missiles ont chassé un grand nombre de réfugiés du pays et déplacé encore plus de personnes à l'intérieur de celui-ci. Personne ne connaît les chiffres exacts.

Des millions de réfugiés ont fui vers les pays voisins, où ils ont été accueillis, hébergés et aidés. Dans

le même temps, il est arrivé que des migrants et des réfugiés non blancs soient bloqués ou envoyés à l'arrière de la file d'attente. Cela a donné lieu à de tristes affrontements à la frontière.

Je me trouve actuellement à Vinnytsia, à peu près à mi-chemin entre Kyiv et Lviv. Elle est considérée comme l'une des villes les plus calmes d'Ukraine. Nous avons été frappés par des missiles russes, mais pas aussi fréquemment que d'autres endroits. Beaucoup de personnes déplacées à l'intérieur du pays se sont réfugiées ici et ont trouvé un logement dans des écoles, des hôtels, des appartements loués et chez des particuliers. Des réseaux de bénévoles leur fournissent de la nourriture, des vêtements et des médicaments.

Depuis que la loi martiale a été déclarée et que les fournitures médicales ont été réquisitionnées pour les troupes, l'accès aux médicaments est un problème aigu. Il est très difficile d'obtenir des ordonnances pour de l'insuline et des médicaments pour la régulation du sang lorsque les gens ne peuvent pas voir leur médecin de famille et que les stocks sont faibles.

---

1. Yuliya Yurchenko est l'auteurice de *Ukraine and the Empire of Capital: From Marketization to Armed Conflict* (Pluto, 2018) et maîtresse de conférences à l'Université de Greenwich, elle est actuellement en Ukraine.

Les personnes déplacées à l'intérieur du pays s'affrontent donc à des problèmes de santé aigus, même si des volontaires leur viennent en aide. Nous ne connaissons l'étendue des dégâts causés par la guerre qu'une fois celle-ci terminée. Mais, massivement, les gens paient un prix énorme en termes de vie, de santé et surtout de santé mentale.

Néanmoins, la résistance est très forte. Les gens se sont portés volontaires pour servir dans l'armée en très grand nombre, en fait plus que l'armée ne pouvait en accueillir. Ceux qui n'avaient pas de formation militaire préalable ont été refusés, pour l'instant.

Il existe donc d'importantes réserves de personnes prêtes à rejoindre la résistance militaire, qui ont été formées au combat sous l'ancien système soviétique. La Russie ne peut certainement pas s'en vanter. Elle n'a même pas la confiance politique nécessaire pour appeler les réserves, car les Russes n'ont aucune raison convaincante de se battre, hormis quelques mythes impériaux à peine crédibles.

Pour les Ukrainiens, c'est un combat existentiel. L'identité de notre pays, ses frontières territoriales et notre existence même sont attaquées en ce moment même. C'est pourquoi la solidarité et la mobilisation à l'échelle nationale pour défendre le pays ont été grandes malgré l'avantage militaire écrasant de la Russie.

Les gens n'abandonnent pas, malgré les effets inévitablement déshumanisants de la guerre, la violence sexuelle et les images, vidéos et histoires démoralisantes de la destruction de pans entiers du pays. Nous faisons reculer l'invasion russe. C'est une résistance populaire totale qui rend très fier.

Peu de gens s'attendaient à ce niveau de résistance militaire et civile, y compris ceux qui sont les plus optimistes et les plus patriotes en Ukraine. Cela a également surpris les puissances occidentales qui, je

pense, ont minimisé la menace de l'invasion russe et ont ensuite pensé que l'Ukraine capitulerait rapidement. Elles pensaient que ce serait affreux, mais que ce serait terminé en quelques semaines.

Poutine pensait la même chose. La résistance a donc surpris le monde entier. Mais elle n'aurait vraiment pas dû surprendre tout le monde. La Russie a déclenché une résistance qui est profondément enracinée dans la lutte séculaire des Ukrainiens contre l'impérialisme russe.

*Une chose qui a été remarquée est la résistance dans les régions russophones de l'Ukraine. Comme nous le savons, la Russie a essayé d'exploiter les divisions entre Ukrainiens et russophones dans le pays depuis le soulèvement de l'Euromaidan fin 2013. Elle s'est emparée de la Crimée et a soutenu les prétendues républiques populaires de Lougansk et de Donetsk. À quoi ressemble, dans les zones majoritairement russophones, la résistance?*

La résistance dans les zones russophones comme Marioupol a été inspirante. Elle a fait exploser le mythe propagé par Poutine selon lequel il libérerait les russophones de l'oppression fasciste. Plus personne ne peut y croire. Dans le même temps, nous devons comprendre d'où vient la division entre Ukrainiens et russophones. Elle a été fabriquée dans l'esprit public depuis la campagne présidentielle de 2004 et s'est solidifiée après le soulèvement de Maïdan en 2013-2014. Maïdan était un soulèvement populaire qui ne portait pas tant sur l'adhésion à l'Union européenne que sur l'opposition aux oligarques qui contrôlent le pays, à la brutalité du gouvernement contre les manifestant·es et au mécontentement suscité par des décennies d'anarchie et de corruption.

Lors de ce soulèvement, l'extrême droite, qui ne représentait qu'une petite partie de la contestation, a joué un rôle organisationnel démesuré. Les commentateurs des oligarques pro-russes, sans parler de l'État

russe, les ont mis en avant sur les chaînes de télévision, dépeignant l'Ukraine comme envahie par les fascistes. Il ne s'agit pas de nier l'existence de l'extrême droite en Ukraine ou sa menace intrinsèque, mais simplement de dire qu'elle a été exagérée pour des raisons politiques par la Russie et ses alliés – des raisons qu'ils ont utilisées pour justifier leur prise de contrôle de la Crimée et leur soutien aux séparatistes russes à Lougansk et Donetsk, dont beaucoup de dirigeants ont été placés là par la Russie.

Les réactions populaires en Crimée et dans les prétendues républiques populaires ont été complexes. Nous n'avons pas une idée précise et objective de ce que les gens pensaient. Mais il est clair que beaucoup avaient peur d'une atteinte à leurs droits linguistiques, mais en même temps, beaucoup voulaient continuer à faire partie de l'Ukraine.

C'était un tableau très complexe qui divisait même les familles. Beaucoup craignaient également de ne pas avoir d'avenir dans le pays en raison des privations socio-économiques que l'un ou l'autre des régimes pouvait entraîner. Les données sociologiques révèlent un tableau complexe, au-delà des erreurs marginales ou des biais.

Le conflit militaire entre le gouvernement ukrainien et ses paramilitaires de droite dans le Donbass a exacerbé ces divisions. Il a provoqué toutes sortes d'atrocités des deux côtés. Les gens ont fui la région, beaucoup vers l'Ukraine et certains vers la Russie.

En conséquence, la composition démographique de la Crimée et des prétendues républiques a radicalement changé. Mais cela ne signifie pas que tous les habitants de ces territoires souhaitent désespérément faire partie de la Russie. Nous savons qu'il existe dans ces régions une forte résistance à l'invasion russe.

En Crimée, la population tatare, qui a été opprimée sous le tsar puis par Staline, a résisté à la répression de

l'État russe. Les prétendues républiques connaissent également de graves problèmes qui ont entraîné une profonde désaffection à l'égard des séparatistes qui les contrôlent. Il y a eu une désindustrialisation et la fermeture de certaines mines. En conséquence, les syndicats ont porté plainte contre les mini-États séparatistes. Ils ont été victimes de violations des droits humains et de répression.

En réalité, ces prétendues républiques populaires ne sont ni populaires ni des républiques. Elles sont désormais sous un contrôle semi-dictatorial et assujetties à l'État russe. Et Poutine ne fait même pas confiance à leur loyauté et à leur fiabilité! Donc, dans la préparation de l'invasion, la Russie a commencé à donner des ordres aux fonctionnaires séparatistes de ces républiques pour qu'ils se préparent à se mobiliser pour l'assaut à venir. Cela n'a pas enchanté tout le monde, pas même les fonctionnaires. Pour imposer leur loyauté, Moscou a emmené leurs familles en Russie, essentiellement comme otages, pour les faire chanter et les obliger à obéir.

Bien que la Russie ait des supporters dans les républiques séparatistes, il y a une désapprobation et une franche opposition à la guerre. C'est vrai même en Crimée, où malgré un soutien plus large à la Russie, il y a aussi de la dissidence et de l'opposition.

*Prenons du recul par rapport à cette dynamique pour explorer les causes sous-jacentes de la guerre. Pourquoi est-il inexact de réduire la guerre à un simple conflit interimpérialiste entre les États-Unis/OTAN et la Russie? En quoi cela ignore-t-il la lutte pour la libération nationale?*

En réduisant cette guerre à un conflit entre l'Occident et la Russie, on oublie l'Ukraine et on la traite comme un simple pion entre les puissances. Cette analyse nie la subjectivité des Ukrainiens et leur rôle dans le conflit. Elle supprime également la discussion

sur notre droit à l'autodétermination et notre lutte pour la libération nationale.

Bien sûr, il y a une dimension interimpérialiste dans tout cela. C'est évident. Mais il y a aussi une dimension nationale qui doit être reconnue. Et pour la reconnaître, vous devez mettre vos lunettes de lecture décoloniale.

Vous devez tirer toutes les leçons des luttes de libération nationale en Afrique et ailleurs. Même dans les cas où des puissances concurrentes étaient impliquées, il y avait aussi la lutte pour la libération nationale des peuples opprimés. Et les penseurs et les dirigeants anticolonialistes nous ont appris à donner une voix à ces personnes et à leur lutte.

L'Ukraine mène un combat similaire. On oublie souvent que nous avons subi des siècles d'impérialisme russe, notamment sous Staline pendant la période soviétique. Cela s'est un peu calmé sous Khrouchtchev.

Oui, l'ukrainien était enseigné dans les écoles, mais principalement en tant que deuxième langue. Oui, la culture ukrainienne était autorisée, mais elle était souvent réduite à des stéréotypes exotiques. Au-delà de cette reconnaissance superficielle de l'Ukraine, la Russie – sa langue et sa culture – régnait toujours en maître. Si vous vouliez vraiment réussir, vous deviez écrire en russe, adopter la culture russe et suivre les normes artistiques russes.

Ce chauvinisme culturel n'a fait que s'intensifier dans la Russie de Poutine. Alors que sur le plan international elle était rétrogradée par les États-Unis, l'élite russe rêvait de rétablir sa domination sur ses anciennes colonies, comme l'Ukraine, pour restaurer sa sphère d'influence. Bien entendu, cela a mis la Russie en conflit avec les États-Unis, qui restent la puissance hégémonique mondiale.

Dans ce conflit, la Russie ne peut en aucun cas être considérée comme ayant un projet différent de celui des États-Unis et du reste des puissances capitalistes. Tout comme eux, la Russie est un État capitaliste néolibéral qui se bat pour obtenir plus de terres, de ressources et de profits. Ses dirigeants ne se soucient pas d'améliorer la vie des Russes ordinaires qui sont exploités et opprimés.

Dans certaines villes comme Saint-Pétersbourg, les conditions sont meilleures. Elles disposent de meilleures infrastructures, de meilleurs salaires et de meilleures pensions. Mais en dehors d'elles, le pays est délabré. Ici, en Ukraine, c'est ce que nous disent les soldats russes capturés, généralement enrôlés dans des villes plus petites et plus pauvres. Ils sont absolument choqués de voir des choses simples comme des routes pavées dans les villages et les campagnes d'Ukraine.

Le régime russe, la bureaucratie d'État et les oligarques ont dépouillé leur propre pays et gouvernent désormais par la répression. Ils détournent l'attention de la population en invoquant des menaces extérieures impliquant un changement de régime et en cultivant des fantasmes impériaux de reconstruction de leur empire perdu. Cela les a conduits à défier les États-Unis et à obtenir le soutien, au moins tacite, de la Chine.

Cette dimension interimpériale ne doit pas nous empêcher de reconnaître la centralité de la lutte de l'Ukraine pour son indépendance vis-à-vis de la domination impériale russe et occidentale. Et la concurrence impériale ne doit pas nous empêcher de voir les intérêts de classe internationaux communs qui traversent le conflit.

Il y a des oligarques russes qui exploitent la force de travail en Russie. Il y a des oligarques états-uniens qui exploitent la force de travail aux

États-Unis. Il y a des oligarques ukrainiens qui exploitent la force de travail en Ukraine. Et il y a des oligarques chinois qui exploitent la force de travail en Chine. Et les oligarques transnationaux nous exploitent tous. Cette analyse de classe met en évidence nos intérêts communs face à cette fratrie capitaliste en guerre.

*Passons maintenant à une discussion sur le développement du capitalisme oligarchique en Ukraine, que vous analysez dans votre livre, Ukraine and the Empire of Capital. Quelles sont ses caractéristiques économiques et politiques? Comment le président actuel, Volodymyr Zelensky, s'inscrit-il dans ces modèles ou s'en écarte-t-il?*

Ces dernières décennies ont été marquées par une expansion massive de l'empire du capital. Il a balayé le Sud mondial après que ses projets développementalistes ont été sapés, affaiblis et ont échoué. L'empire du capital a fait de même en Europe de l'Est et en Russie après la chute de l'Union soviétique.

La Russie a hérité de toutes les responsabilités légales de l'URSS, de ses obligations en vertu des traités internationaux, de sa monnaie et de son accès au capital. Sous la pression du système et de ses conseillers néolibéraux, la Russie a subi une privatisation massive, les oligarques ont profité des politiques de libre marché pour concentrer le capital entre leurs mains. Poutine a construit un nouvel État capitaliste répressif et néolibéral pour superviser le pays.

Après la chute de l'Union soviétique, les autres anciennes républiques se sont retrouvées soudainement indépendantes, sans monnaie propre et sans capitaux. Dans cette situation, elles n'ont eu d'autre choix que de se tourner vers les institutions

financières internationales comme le FMI et la Banque mondiale.

L'Ukraine a établi sa relation avec le FMI en 1992. Sous sa tutelle, le nouveau gouvernement ukrainien a privatisé les biens de l'État, c'est-à-dire presque tout ce qui se trouvait dans le pays. Bien sûr, les gens avaient leurs biens personnels comme les voitures. Mais presque tout le reste, de la terre au logement, était la propriété de l'État.

Les logements, par exemple, étaient construits par l'État et donnés aux travailleurs attachés à certaines entreprises. Tout à coup, tout cela a été vendu. Les travailleurs et travailleuses ont pu privatiser – ou «acheter» – leurs maisons à bas prix, ce qui explique pourquoi le taux d'accession à la propriété est si élevé en Ukraine.

Le même programme de privatisation a été mis en œuvre dans l'industrie d'État. Des actions ont été créées pour les entreprises et distribuées aux travailleurs sous forme de bons d'achat. Mais les travailleurs, appauvris par l'inflation galopante, avaient besoin d'argent pour vivre, et ont donc vendu les bons aux managers. Des choses similaires ont été faites avec la terre, l'eau et les services – avec un certain degré de variation à l'échelle régionale et sectorielle. Les gestionnaires ont tout simplement englouti le pays.

Essentiellement, nous avons assisté à ce que Marx appelle l'accumulation primitive ou originelle du capital. Et il y avait beaucoup à accumuler pour les nouveaux oligarques capitalistes. Dans la région du Donbass, par exemple, il y a une industrie lourde et beaucoup de ressources naturelles comme le gaz naturel, le minerai de fer, les minéraux et le charbon. Les oligarques en devenir se sont emparés de la plupart de ces ressources.

En s'emparant de ces biens, les oligarques et leurs réseaux politiques et criminels ont construit des groupes industriels financiers prospères. Ils sont constitués à la fois d'entreprises et de banques. Ces conglomérats sont hautement concentrés et diversifiés.

Ils exercent ce pouvoir capitaliste pour contrôler directement et indirectement la politique. Certains oligarques sont devenus des politiciens. D'autres ont utilisé des mandataires au plan politique. Ils ont fait appel à des consultants, à des agences de relations publiques et à des technologies politiques développées en Occident pour créer des circonscriptions électorales afin d'être élus ou représentés.

Leur contrôle de l'État leur a permis à leur tour d'accélérer encore l'accumulation dans les années 1990. Ils avaient les coudées franches car le capital européen était préoccupé par l'Europe centrale, la Russie était faible et le capital transnational n'était pas encore dans le jeu. Ils ont donc pillé les biens de l'État pour leur propre enrichissement.

Ces oligarques étaient également en concurrence les uns avec les autres. Cette concurrence se superpose aux divisions territoriales et linguistiques entre Ukrainiens et russophones. Les oligarques ont alimenté ces divisions pour leur propre avantage politique lors des campagnes électorales. Ce faisant, ils ont transformé des différences préexistantes et largement non conflictuelles en nouvelles animosités et préjugés.

Il s'agissait d'une stratégie efficace pour diviser et gouverner la population qui n'a cessé de résister au pillage par des vagues de résistance venues d'en bas, depuis la «révolution orange» de 2004 au soulèvement de Maïdan en 2013. Ces divisions ont été amplifiées par les relations des différents oligarques avec l'UE et la Russie. Ceux-ci jouaient sur les

divisions pour établir des relations avec l'une ou l'autre de ces puissances.

Tout cela a atteint son paroxysme lors du Maïdan. Les gens se sont soulevés contre les oligarques et le gouvernement, les nationalistes de droite l'ont exploité et leurs partis ont essayé d'en tirer profit. Les séparatistes russes ont alors mis en place leurs prétendues républiques. La Russie s'est emparée de la Crimée et le conflit armé est apparu dans le Donbass. Le bataillon fasciste d'Azov s'est développé dans ce processus.

Mais soyons clairs : l'Ukraine n'est pas le foyer fasciste que présente la propagande russe. Par exemple, les partis d'extrême droite ont été battus lors des élections de 2014. Leur vote a baissé de façon spectaculaire et ils ont perdu des sièges.

L'élection de Volodymyr Zelensky était un rejet populaire des divisions chauvines et l'expression d'un espoir de paix. Il est une figure intéressante. Derrière lui se trouve un ensemble de forces oligarchiques et il a fait campagne sur la base d'une promesse, bien que naïve, de paix et de lutte contre la corruption.

En définitive, il a gouverné comme tous les autres politiciens néolibéraux, n'a pas réussi à garantir la paix et a supervisé la corruption et le pillage oligarchique. En plus de cela, il a été considéré comme étant incompetent pour gouverner. Sa cote de popularité a baissé en même temps que le niveau de vie s'est effondré.

Avant la guerre, il était très peu probable qu'il aurait été réélu. Mais aujourd'hui, c'est un héros de guerre et il est assuré de remporter un second mandat si, à la fin de cette guerre, l'Ukraine existe en tant qu'État-nation doté d'un processus électoral démocratique.

*Jusqu'à présent, nous avons surtout parlé du rôle de l'impérialisme russe en Ukraine. Qu'en est-il de l'impérialisme occidental, en particulier de ses politiques économiques?*

Nous avons enduré le régime dictatorial des États occidentaux et de leurs institutions financières internationales (IFI). Ils ont appliqué les prescriptions énoncées par Francis Fukuyama au début des années 1990, selon lesquelles le marché libre et sa logique de concurrence capitaliste devaient être libérés.

Les IFI ont accordé des prêts à condition que l'État se retire de la propriété de l'industrie et des services, déréglemente l'économie, affaiblisse les droits du travail et accorde un traitement préférentiel et une protection aux investisseurs, tout cela pour améliorer soi-disant la compétitivité de l'économie. Le nouveau rôle de l'État a été réduit au maintien de l'ordre social. Autrement dit, protéger les riches des pauvres. Ainsi, loin de démocratiser la société, la prescription du libre marché permet le tournant autoritaire auquel nous avons assisté en Europe de l'Est, en Russie et en Ukraine.

La Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), le FMI et la Banque mondiale n'ont autorisé que certains types de d'orientations économiques et de politiques. Les décrets néolibéraux étaient prétendument conçus pour améliorer la compétitivité et l'efficacité, des affirmations qui sont bien sûr discutables. En réalité, ils ont permis la montée en puissance des oligarques et leur bataille concurrentielle, semi-criminelle et, dans certains cas, ouvertement criminelle, pour le contrôle et la privatisation de la propriété de l'industrie, des services et des terres.

Ce qu'ils n'ont certainement pas accompli, c'est l'efficacité des services publics. Pourquoi? Parce

que si les services sont soumis à la concurrence, ils excluent inévitablement des personnes en leur imposant des prix fixés par le marché. Cela mine l'offre de base de services universels dans tous les domaines, de l'éducation aux soins de santé, ce qui à son tour affaiblit la reproduction sociale de la force de travail. L'austérité découle du néolibéralisme. Loin de développer l'économie des pays, elle entrave leur croissance et engendre le sous-développement.

L'Ukraine est un exemple paradigmatique. Il s'agissait d'une économie industrialisée, dotée d'infrastructures, d'infrastructures de soins de santé et de services publics développés, ainsi que d'une main-d'œuvre très instruite et qualifiée. L'imposition occidentale du néolibéralisme l'a détruite. En 1991, son économie était de la taille de la France; aujourd'hui, c'est le pays le plus pauvre d'Europe. Ce n'est pas un accident. C'est le résultat d'un projet.

Chaque série de prêts de la BERD et du FMI ne fait qu'aggraver ce dé-développement. Nous croulons littéralement sous les dettes, comme les pays d'Afrique, d'Amérique latine et le reste de la région post-soviétique. L'Ukraine doit 129 milliards de dollars à diverses institutions financières internationales et à des États, ce qui représente près de 80 % de notre PIB.

*Comment les interactions entre les impérialismes occidental et russe et les dirigeants ukrainiens ont-elles conduit à des divisions au sein du pays, notamment entre les ukrainophones et les russophones?*

Elles ont amplifié ces divisions. Un exemple clé de la dynamique qui a conduit au soulèvement de Maïdan en 2013-2014 et à ses suites. Le président de l'époque, Viktor Ianoukovitch, avait prévu de signer un accord d'association avec l'Union

européenne, mais il a fait marche arrière à la dernière minute.

Même s'il est un oligarque criminel, il avait raison. Dans certains cas, il a même mis le doigt sur le problème. L'accord n'étant pas favorable à l'Ukraine, il a officiellement refusé de le signer, à la grande surprise de tous. Cela a déclenché des protestations, que le gouvernement a brutalement réprimées, déclenchant le soulèvement de masse et toute la séquence d'événements que je viens de décrire.

Les gens furent tellement surpris parce que Viktor Ianoukovitch connaissait les termes de l'accord depuis le début. Il ne s'est donc pas retiré de l'accord pour l'Ukraine. La véritable raison pour laquelle il ne l'a pas signé est que la Russie et les oligarques associés à la Russie ont fait pression sur lui pour qu'il fasse marche arrière.

Bon nombre des actifs économiques de ces oligarques sont basés dans le Donbass dans des industries à forte intensité énergétique qui dépendent du gaz et du pétrole russes abordables vu le prix pour leur appareil de production. Ces oligarques ont commencé à faire courir le bruit que si l'accord était signé, les prix de l'énergie augmenteraient – comme la Russie le menaçait effectivement –, que les industries fermenteraient et que les gens perdraient leur emploi. Cette situation contraste avec la partie occidentale du pays, qui a été historiquement liée à l'Europe occidentale. Et les entreprises ont tendance à s'orienter davantage vers ce marché que vers la Russie.

Bien sûr, la situation est plus complexe sur le terrain. Les intérêts économiques ne s'alignent pas simplement sur ces divisions territoriales. Néanmoins, le conflit impérial a creusé les divisions entre les oligarques qui ont ensuite forgé

des circonscriptions électorales basées sur les allégeances à l'Occident ou à la Russie, ce qui a mis en évidence les nouvelles divisions territoriales.

Une fois cette situation installée, les différents blocs oligarchiques et leurs politiciens ont utilisé des menaces de limitation des droits linguistiques pour masquer leurs mesures d'austérité en cours, détournant la colère des classes populaires en conflits linguistiques et culturels. Cela a conduit à une consolidation de l'extrême droite ukrainienne et des séparatistes russes, chaque camp déshumanisant de plus en plus l'autre.

C'est une politique vraiment dégoûtante. Les factions politiques oligarchiques ont présenté les choses comme un choix de civilisation entre l'Occident et la Russie. Les partisans de l'Ouest ont présenté l'UE – qui, rappelons-le, est à l'origine de tant d'austérité – comme un espoir de liberté et de démocratie au-delà du passé soviétique.

Les partisans de la Russie ont dépeint les Ukrainiens occidentaux comme des russophobes et des fascistes menaçant les droits linguistiques des russophones. Ils ont dépeint la Russie comme le dernier espoir pour les défendre contre ce raz-de-marée de réactions.

*Jusqu'à présent, nous avons surtout parlé des puissances impérialistes et de la classe dirigeante ukrainienne. Qu'en est-il de la lutte des travailleurs et travailleuses et des opprimés contre les oligarques et les politiciens et les puissances impérialistes? Quels sont les obstacles politiques et organisationnels qu'ils ont rencontrés?*

Dans les conditions du capitalisme oligarchique que je viens de décrire, nous avons assisté à une résistance civile croissante. Celle-ci s'est exprimée dans le soulèvement d'Euromaïdan, surtout après que la police a brutalisé les manifestants. Les gens

en avaient finalement assez. La brutalité policière a fait ressortir des années de douleur et de frustration face à la corruption, la colère face à la collusion de la police avec les réseaux criminels des oligarques et face à sa capacité répétée à échapper à toute responsabilité pour ses abus.

Toute cette résistance était réactive; elle n'était pas guidée par un sens clair d'un programme alternatif et d'un ensemble de revendications. Cela a permis à la droite de détourner la révolte. Elle était organisée et avait des forces à injecter dans la lutte. Le conflit qui a suivi entre le gouvernement ukrainien et les séparatistes a partiellement atténué la mobilisation civile.

Mais au cours des dernières années, le mécontentement à l'égard des oligarques et des politiciens corrompus s'est accentuée. Les Ukrainiens ont écarté à plusieurs reprises un groupe d'entre eux pour voir un autre groupe tout aussi répugnant les remplacer. Il s'agit donc d'une véritable crise de la représentation. Il n'y a pas encore d'alternative claire capable de mettre en place un défi politique aux oligarques et à leurs politiciens. Et la gauche est malheureusement encore assez petite.

Dans le même temps, il existe une lutte populaire en dehors de la politique électorale, notamment parmi les syndicalistes. Elle a émergé en dehors des syndicats de l'ancienne URSS, qui étaient essentiellement des syndicats d'entreprise. De nouveaux syndicats indépendants se sont développés dans les principales industries (et même dans certaines petites et moyennes entreprises!). L'un de ces syndicats importants se trouve dans l'industrie ferroviaire, qui est le plus gros employeur du pays.

Ils ont été un élément clé de la résistance à l'invasion de la Russie. Ils ont apporté des provisions aux personnes âgées sous les tirs de l'artillerie.

Les syndicats des mineurs ont été particulièrement importants, luttant contre la fermeture des mines et défendant les salaires et les avantages sociaux. Les travailleurs et travailleuses de la santé ont également commencé à s'organiser.

Les gens ont appris que si les politiciens ne réalisent pas des changements, ils doivent le faire eux-mêmes par la lutte collective sur leur lieu de travail. Ils ont même consulté les grands syndicats et les confédérations internationales sur la manière de s'organiser.

La résistance s'est vraiment développée, les gens se tournant les uns vers les autres en quête de solidarité et de soutien. Au cours des dernières semaines, les travailleurs et travailleuses de diverses entreprises ont pris l'initiative de distribuer des biens pour répondre aux besoins des gens au milieu de la guerre, beaucoup d'exemples anecdotiques de cela existent dans différentes villes. Par exemple, les travailleurs d'un entrepôt d'aliments local ont appris qu'il y avait des réfugiés qui avaient besoin de nourriture et la leur ont fournie ou les responsables d'un entrepôt de matériaux de construction ont donné des biens utiles pour les fortifications de la ville. Une sorte d'expropriation des expropriateurs!

Au milieu de cette guerre, la résistance affirme la capacité des gens à provoquer le changement. Cela sera important après la guerre, car la bataille sur la façon de reconstruire et dans l'intérêt de qui deviendra la question centrale. J'espère vraiment que cet esprit de solidarité collective pourra forger une nouvelle voie pour l'Ukraine, une fois cet enfer terminé.

Cela ouvrirait de nouvelles possibilités pour la gauche ukrainienne. Nous devons adapter un peu notre langage pour que notre programme ait un sens pour les personnes qui ont de très

mauvaises expériences marquées par le passé stalinien. Néanmoins, les gens cherchent des solutions sociales collectives aux problèmes profonds du capitalisme ukrainien.

Les socialistes doivent se fondre dans ces luttes pour des améliorations immédiates au sein des populations et démontrer que nous avons des idées cruciales sur la manière de reconstruire notre société. Si nous y parvenons, nous pourrions contribuer à surmonter la crise de représentation qui a frappé les vagues de résistance et offrir une véritable alternative aux oligarques et à la droite.

*Un développement que Poutine et la gauche campiste ont exagéré à leurs propres fins politiques est la présence de l'extrême droite dans le pays. Quelle est la vérité sur l'extrême droite en Ukraine? Comment s'est-elle développée, quelles sont ses différentes forces, et quelle est leur influence sur le système politique et l'armée?*

C'est une question très importante et, franchement, effrayante. Car la vérité est que la politique en Ukraine est sur le fil du rasoir, et qu'elle pourrait aller à droite, et évidemment pas seulement à gauche. Je suis d'accord avec vous pour dire que le rôle et l'importance de la droite ont été exagérés, mais ce sont un facteur et une menace réels.

Son importance a, bien sûr, été exagérée par les séparatistes, Poutine et leurs étranges partisans en Occident. Ils ont montré du doigt des personnes portant des symboles nazis et dépeignent l'Ukraine comme un gouvernement et une nation de fascistes, ou du moins dirigée par eux. C'est totalement faux. Le soutien aux formations de l'éventail de la droite a diminué de façon spectaculaire.

Et la vérité est que la majorité des gens, même à l'intérieur du bataillon Azov, ne réalisent pas la signification nazie des symboles qu'ils portent. Ils ne connaissent pas l'histoire de Stepan Bandera

[1909-1959]; ils le voient comme quelqu'un qui a combattu pour la liberté de l'Ukraine. Mais certains sont très conscients de ce passé nazi et sont des fascistes, notamment à la tête de certains partis de droite et du bataillon Azov. C'est pourquoi je suis très préoccupée par la menace qu'ils représentent.

Ce serait donc une erreur d'écarter la menace de la droite. Les partis de droite extrême sont une force petite mais significative, tout comme le bataillon Azov, même s'il ne représente qu'une petite partie de l'ensemble de l'armée. Azov est assez fort. Il organise des camps d'été pour recruter des gens dans ses rangs. Et il peut obtenir du soutien car ses forces sont saluées comme des héroïnes de la guerre pour la défense de Marioupol.

Ces forces de droite représentent une menace pour l'avenir d'une Ukraine multiethnique. Elles ont poussé à l'adoption de lois linguistiques terribles qui discriminent les russophones. Non seulement ces lois sont mauvaises, mais elles alimenteront le discours des séparatistes russes.

Bien sûr, l'Ukraine doit se décoloniser et se dérusifier. Le russe reste la langue principale dans la plupart des cas. Et, pour être clair, les russophones ne sont pas en général opprimés. Mais les Ukrainiens le sont. Par exemple, quand j'allais à l'école, j'étais malmenée parce que je parlais ukrainien. Mais la solution n'est pas d'imiter le colonisateur dans le processus de décolonisation et de réprimer le russe et les russophones. Il doit y avoir des droits linguistiques égaux, et non de nouvelles formes de discrimination. Ce sera une question urgente dans le processus de reconstruction du pays.

Je suis pour la victoire de l'Ukraine qui rétablira ses frontières et mettra fin à l'occupation russe. Mais cela ne peut déboucher que sur un processus de réconciliation du conflit culturel que les oligarques

et leurs politiciens ont fabriqué et armé. Ce sera un défi, car l'invasion de la Russie a suscité un degré sain de nationalisme ukrainien, surtout lorsque le prétexte de Poutine pour la guerre était que votre pays n'était même pas un pays. Nous devons éviter que cela ne se transforme en xénophobie et en ethno-nationalisme.

Nous devons surmonter le désir de fouiller dans l'histoire et de remettre à neuf des symboles anciens et problématiques dans le but de prouver que nous sommes une nation. Au lieu de cela, nous devons saisir l'opportunité historique de reconstruire l'Ukraine en tant que pays multiethnique et multireligieux dans lequel toutes les minorités ont des droits égaux en termes de langue, d'éducation et de culture.

C'est la tâche de la gauche et des organisations de la classe ouvrière. Cela implique de contester le pouvoir des oligarques, de leurs politiciens et de la droite. La politique de solidarité doit triompher, sinon nous risquons de confirmer le mensonge obscène de Poutine selon lequel nous sommes une nation de bigots et de fascistes.

*Cela soulève la question de savoir quelle sera l'issue de la guerre. Il semble que Poutine ait été contraint de renoncer à son objectif de changement de régime. Et qu'il tente désormais de dévaster la partie occidentale de l'Ukraine et de diviser le pays, en s'assurant le contrôle du Donbass. Quel impact cela aura-t-il sur l'Ukraine, la résistance et l'économie politique du pays?*

Si vous m'aviez posé cette question il y a seulement trois semaines, j'aurais dit que si Poutine acceptait de se retirer et de s'accrocher à ces soi-disant républiques, les Ukrainiens auraient pu l'accepter. Mais maintenant, après les horreurs de cette guerre, la destruction de Kharkiv et de Marioupol, les horreurs des faubourgs de Kyiv, et le nombre de

vies perdues, de personnes brutalisées et déplacées, les Ukrainiens ne feront pas de compromis.

Le peuple ukrainien a tout essayé pour mettre fin à ce cauchemar. Nous avons essayé les pourparlers de paix dans le cadre du processus de Minsk. Nous nous sommes tenus à un cessez-le-feu, même sous le feu de l'ennemi, afin de priver Poutine de l'excuse pour lancer une guerre. Rien de tout cela n'a fonctionné. Le prétendu processus de paix a fini par ouvrir la voie à Poutine pour envahir le pays dans une attaque totalement non provoquée. Ils ont planifié cela pendant des années, en utilisant le chantage, en mentant sur les événements et en envoyant des milliers d'agents dormants pour infiltrer le pays, identifier les cibles et leur envoyer des signaux radio.

Maintenant, nous avons des milliers de morts, des millions de personnes déplacées, et des centaines de millions de dollars d'infrastructures détruites. Après tout cela, rares sont ceux qui acceptent de céder des parties entières du pays aux envahisseurs. Les Ukrainiens comprennent que si nous ne gagnons pas cette guerre, il n'y aura pas d'Ukraine. Si des parties du pays sont occupées, il y aura une insurrection contre les forces russes qui prépareront une autre guerre. Il n'y aura pas de paix.

Poutine ne reconnaît pas le droit de l'Ukraine à exister indépendamment et nous devons donc riposter. Nous n'accepterons pas la partition du pays en quelque chose comme la Corée du Nord et la Corée du Sud. Cela signifie un long combat, mais les gens le mèneront à bien.

Il y a beaucoup de choses en suspens en ce moment. L'issue dépend de notre capacité à obtenir des armes pour nous défendre et reconquérir notre pays, de notre capacité à nous en tenir à nos exigences dans ces soi-disant négociations, et du

possible effondrement du régime russe. Mais nous ne nous contenterons de rien de moins que la réunification et l'indépendance de l'Ukraine.

*Il y a un débat important au sein de la gauche internationale sur la position à adopter face à la guerre et sur les revendications à formuler. Que pensez-vous que nous devrions faire?*

Encore une fois, la gauche internationale doit chasser ses lunettes décoloniales pour penser à l'Ukraine. Nous combattons la Russie, notre oppresseur impérial historique. Nous avons été dominés et colonisés politiquement, économiquement, culturellement et linguistiquement pendant très longtemps.

Je pense que certaines personnes ont encore la vision voilée par une opposition unidimensionnelle au seul impérialisme américain. Mais les États-Unis ne sont pas l'agresseur la situation actuelle. C'est la Russie. Bien sûr, l'OTAN est un facteur, mais pas le facteur déterminant. L'OTAN devrait-elle exister? Bien sûr que non. Elle aurait dû être dissoute il y a longtemps. Nous sommes tous d'accord sur ce point.

Concentrons-nous sur la question centrale: l'impérialisme russe et la lutte pour la libération de l'Ukraine. Depuis des années, Poutine a clairement indiqué qu'il ne reconnaissait pas l'Ukraine comme une entité distincte, affirmant dans sa récente déclaration que le pays avait été créé par les bolcheviks. Il veut reconquérir l'Ukraine, la soumettre à la domination russe, et poursuit cet objectif militairement depuis 2014, en procédant à une partition violente, fabriquée et totalement illégale du pays.

La gauche internationale doit être solidaire de l'Ukraine en tant que nation opprimée et de notre lutte pour l'autodétermination. Cela inclut notre

droit d'assurer des armes pour nos combattants et volontaires afin de gagner notre liberté.

Mais la gauche ne doit pas soutenir les appels à la fermeture du ciel, essentiellement une revendication de zone d'exclusion aérienne imposée par l'OTAN. Cela signifierait une guerre aérienne entre les chasseurs états-uniens et européens et les chasseurs russes, avec le risque d'une guerre plus large entre les puissances nucléaires. Il suffit de voir les conséquences des interventions américaines dans d'autres régions du monde, comme l'Irak et l'Afghanistan. Les chasseurs états-uniens et de l'OTAN ne se soucieraient pas des dégâts que leur guerre aérienne causerait en Ukraine. Ils nous ordonneraient d'évacuer les villes afin qu'ils puissent conduire un assaut militaire de grande envergure contre les forces russes, en poursuivant le démantèlement de notre pays et en tuant inévitablement davantage d'Ukrainiens dans le processus.

Par la suite, nous aurons besoin d'une sorte de force de maintien de la paix, peut-être des Casques bleus de l'ONU. Mais c'est difficile, car l'ONU est une organisation fondamentalement antidémocratique dont les puissances dominantes, y compris la Russie au Conseil de sécurité, peuvent mettre leur veto à une telle force. Mais nous aurons besoin de forces internationales soumises à une certaine forme de contrôle pour éviter de nouveaux conflits. Une nouvelle architecture de sécurité internationale devrait être mise en place, avec une suspension automatique des agresseurs, sans droit de veto, sans membres permanents du Conseil de sécurité, avec de véritables garanties mutuelles afin d'éviter toute souffrance future dans un monde démilitarisé.

11 AVRIL 2022

Publié sur le site *Spectre Journal*. L'entretien a été conduit par Ashley Smith. Traduction *À l'Encontre*

## QUELQUES RÉFLEXIONS À PROPOS DE L'UKRAINE

FRANCISCO PALLARÉS ARAN<sup>1</sup>

Il est paradoxal que certains groupes «à gauche» [...] reprennent de manière biaisée quasiment l'argumentaire néostalinien de Poutine: on renvoie dos à dos Poutine et l'OTAN, dans une interprétation mensongère datant d'avant la chute du mur de Berlin, dans une nostalgique grille de lecture à la Thorez, à la Carrillo ou à la Marchais. Pire, il faudrait «privilégier la diplomatie et le dialogue», il ne faudrait

---

1. Francisco Pallarés Aran est professeur d'espagnol. Membre de la rédaction des *Cahiers du CTDEE* (Centre toulousain de documentation sur l'exil espagnol), il a traduit deux articles de la «Pasionaria», Dolores Ibárruri. Il précise à ce propos: «L'article de la Pasionaria, dans son style d'un lyrisme amphigourique et irremplaçable, s'en prend très, très longuement (à juste titre d'ailleurs) à la politique de «non-intervention» et à Léon Blum... mais pour mieux «justifier» la canaillerie de l'écrasement de la Pologne (tout en éludant le pacte germano-soviétique...). Curieusement sa réécriture de l'histoire de la révolution espagnole reprend la version d'une «République populaire» de nouveau type, d'une «guerre d'indépendance» et des «collectivisations volontaires», contrôlées par un État «garant tout de même de la propriété privée». À l'époque, il s'agissait d'affirmer que la Pologne était un État créé artificiellement (opprimant des milliers d'Ukrainiens, de Biélorusses et de Juifs) à la suite du traité de Versailles. Ce qui est frappant c'est que Poutine reprend texto, à l'heure actuelle, le même «argumentaire» pour l'Ukraine; les opprimés étant cette fois les Russes du Donbass... Son passage au KGB lui a visiblement laissé une empreinte indélébile. L'éditorial non signé est visiblement inspiré par la diplomatie de Staline: l'URSS n'a pas agressé la Finlande pendant «la guerre d'hiver», elle «a seulement mené une opération préventive» – sic. On y retrouve l'écho d'une recherche précédente d'alliances auprès de la France et de la Grande-Bretagne dans la crainte d'une attaque de l'URSS (parenthèse, Léon Trotsky sera assassiné un mois après). Nous sommes encore pendant la «drôle de guerre» et nul ne peut prévoir l'effondrement de l'armée française. À l'heure où paradoxalement la guerre de Poutine semble avoir pour conséquence... d'inciter la Finlande et la Suède à se rapprocher de l'OTAN (!), les guerres passées sont à méditer. Il est à souhaiter que le train ne déraile pas comme en 1914 ou 1939... »

surtout pas livrer d'armes aux Ukrainiens! (entendu d'une élue de Podemos).

Certains nous rejouent à contre-pied la comédie sinistre de la non-intervention pendant la guerre d'Espagne! On a l'impression de revivre chez certains le soutien de Georges Marchais depuis Moscou à l'invasion de l'Afghanistan! Et ce, derrière de nouveaux despotes corrompus «de gauche» comme Daniel Ortega au Nicaragua, Nicolás Maduro au Venezuela ou Miguel Díaz Canel à Cuba. Au nom d'un anti-impérialisme de pacotille. De fait au nom d'une imposture

Lors de l'entrée de l'Armée rouge en Pologne, le 17 septembre 1939 (peu après l'entrée des troupes nazies, conformément à la signature du Pacte Hitler-Staline), Dolores Ibárruri (la «Pasionaria») signait un texte mémorable<sup>2</sup> dans lequel elle justifiait la «disparition» de la Pologne au nom... de la défense des minorités ukrainiennes persécutées par «une nation polonaise inexistante» (!). Fallait-il soutenir l'agression de la Finlande par Staline, lors de la «guerre d'hiver» (30 novembre 1939)? Le peuple finlandais n'avait-il pas le droit de se défendre? (Ce qu'il fit d'ailleurs, héroïquement).

En mai 1937, à Barcelone, les anarchistes, le POUM et les trotskistes étaient calomniés, persécutés, traités de «fascistes», assassinés. Un mois avant, en avril de la même année, le PSUC (instrument du Komintern stalinisé et du GPU) préparait sa provocation (voir les mémoires du dirigeant communiste Del Caso): il fallait laisser courir le bruit que les «incontrôlés»

---

2. Les lectrices et lecteurs peuvent prendre connaissance de la traduction de ces textes publiés à Mexico en cliquant sur le [PDF ici](#).

préparaient un putsch, qu'ils allaient déplacer du front d'Aragon des unités armées... De fait, ils accuseraient leurs ennemis de ce que, eux-mêmes, étaient en train de faire et allaient faire. Vieille méthode. Comme le disait Pavel Soudoplatov (grand ordonnateur – avec Léonid Eitingon – des assassinats décidés par Staline et Béria):

L'Espagne fut en quelque sorte le «jardin d'enfants» où ont pris forme toutes les opérations d'espionnage futures. Les initiatives que nous avons prises par la suite dans le domaine des renseignements ont toutes eu pour origine les contacts que nous avons établis en Espagne. Et les leçons que nous avons tirées de la guerre civile espagnole. La révolution espagnole a échoué, mais les hommes et les femmes engagés par Staline dans la bataille ont gagné.

La méthode du bourreau accusant la victime de ses propres crimes est connue. Pour le bombardement de Guernica, le Vatican et les franquistes, ont désigné immédiatement les «coupables»: c'étaient les «rouges» et les «gudaris» basques qui avaient incendié la ville, malgré le témoignage d'un prêtre Alberto Onaindia auprès du Saint-Siège. Lors du Procès de Nuremberg tout le monde a fait semblant de gober le massacre de Katyn imputé aux nazis, etc., etc.

Vladimir Poutine qui a été biberonné au KGB, poursuit simplement ce qu'il a toujours appris en tirant à présent les ficelles du FSB: calomnier, mentir, assassiner.

Que l'OTAN ait cherché depuis des années à pénétrer à l'est, dans la zone anciennement dépendante de l'URSS, évidemment. Que la NSA et la CIA jouent leur rôle au compte de la politique des États-Unis, c'est indiscutable – le FSB, à ce jeu-là n'est d'ailleurs pas en reste. Mais cela ne peut nullement servir d'alibi à l'agression armée de Poutine. Nous assistons, une fois de plus, à la vieille recette chauvine qui

consiste à essayer de réaliser l'union sacrée derrière un caudillo en s'engageant dans une aventure militaire extérieure. À n'en pas douter le peuple russe se bat lui aussi contre cette guerre ignoble. Malgré la répression de plus en plus violente au sein de la Fédération de Russie (emprisonnements, tortures, liquidations d'opposants, interdiction d'associations mémorielles dénonçant les goulags staliniens, persécution des homosexuels, poids de plus en plus pesant de l'Église orthodoxe, etc.), nombre de citoyens et citoyennes résistent malgré les matraques et les geôles. Les sacs plastiques qui rapatrient les cadavres des appelés russes vont d'autant plus peser dans la balance que nombre de familles russes ont des amis, des conjoints, des parents ukrainiens. Les précédents du Vietnam et de l'Afghanistan ne présagent rien de bon pour Monsieur Poutine.

La question que doit se poser tout militant, c'est pourquoi, non pas des milliers, mais bien des millions d'Ukrainiens et d'Ukrainiennes fuient l'arrivée des troupes russes? Pourquoi ces troupes russes ne sont-elles pas reçues en libératrices? Pourquoi la masse de la population est attirée par le mode de vie de l'ouest de l'Europe (certainement idéalisée). Pourquoi l'ensemble du peuple fait-il corps derrière son président?

Et si l'on en revient à des exemples passés. Le régime du Négus Aïlé Sélassié en 1935 était certainement despotique et médiéval. Fallait-il pour autant soutenir l'agression de l'Éthiopie par l'Italie fasciste de Mussolini en 1935 (accompagnée de massacres, de viols, de bombardements à l'ypérite, etc.)?

Le régime du Dalai-Lama était certainement fort éloigné d'une «démocratie», fallait-il pour autant que l'Armée chinoise envahisse le Tibet et écrase son peuple? L'écrasement des ouvriers de Berlin en juin 1953 était-il justifié? Celui des ouvriers de Budapest en 1956? Celui de Prague en 1968?

Toujours au nom, évidemment, du combat contre le fascisme, l'impérialisme yankee et contre l'OTAN...

Alors que viennent faire ces amalgames avec les nazis, les fascistes, l'armée Vlassov ou les bandes de Stepan Bandera (même s'il n'existe pas de nationalismes « purs » ni « démocratiques »). Que vient faire l'utilisation du croquemitaine de l'OTAN ?

On a été surpris (moi, en tout cas, comme d'autres) par cette agression de l'armée de Poutine. Mais si l'on suit les analyses que faisait déjà Zbigniew Brzezinski en 1997 – assurément un politicien particulièrement réactionnaire, mais il avait déjà anticipé l'entrée dans l'OTAN [préalable absolu à l'intégration à l'UE] des anciens satellites de l'URSS : Pays baltes, Pologne, Hongrie, Tchécoslovaquie, etc. –, on devine que l'opération de Poutine est certainement une sorte de fuite en avant pour restaurer une forme d'empire qui lui échappe. Il paraît que Poutine aurait dit : « Celui qui ne regrette pas l'URSS n'a pas de cœur, mais celui qui souhaite sa restauration n'a pas de tête. »

Ce qui s'est certainement passé. Plusieurs évènements ont rythmé la dernière période : l'avancée de l'OTAN dans le pourtour de l'ex-URSS (Pays baltes, Tchéquie, Pologne, etc.) ; la création du Kosovo, la guerre dans l'ex-Yougoslavie ont été « réglées » par les États-Unis. Le mandat de l'ONU a été dépassé lors de l'intervention en Libye, effectuée par les Français et les Britanniques. En Syrie, dans le cadre des concurrences interimpérialistes, la Russie a réussi à soutenir à bout de bras le régime assassin de Bachar el-Assad. Après la deuxième guerre de Tchétchénie et la guerre en Géorgie (déclenchée stupidement par les nationalistes géorgiens), Poutine a réussi à s'entourer dans nombre de républiques anciennement dépendantes de l'URSS de despotes sanguinaires (Biélarus, Tchétchénie, Kazakhstan, etc.).

On comprend que la masse du peuple ukrainien ne veuille absolument pas de ces modèles-là ou du régime imposé depuis 22 ans par Poutine en Russie. Un véritable repoussoir pour tout individu sensé.

Il est probable que la diplomatie russe ait pensé que le jeune président ukrainien Volodymyr Zelenski allait s'enfuir à l'étranger. Cela ne s'est absolument pas passé ainsi. Ce qui signifie qu'il sent qu'il a l'appui de sa population et « tient » avec courage face à la violence et aux mensonges. L'autre élément qui n'était certainement pas prévu, c'est que depuis le début de la guerre des séparatistes dans le Donbass, depuis 2015, l'armée ukrainienne s'est réorganisée et a certainement été réarmée et pourvue de conseillers militaires de l'OTAN. Comme le disait Talleyrand, « ne prenez jamais vos adversaires pour plus stupides qu'ils ne sont ». Or l'état-major russe le savait. Comme une réunion de l'OTAN était prévue en juin à Madrid (qui risquait peut-être d'entériner le processus l'entrée dans l'OTAN et dans l'UE de l'Ukraine), Poutine a probablement pris les devants dans la dernière « fenêtre » qui s'ouvrait à lui dans ses ambitions (ou ses illusions ?) de renaissance impérialiste.

L'autre élément qui a certainement surpris, c'est une sorte de « cristallisation » d'un nationalisme ukrainien qui semblait jusqu'ici improbable. Paradoxalement, il semble que c'est l'agression russe qui l'a soudainement « réveillé », tout comme l'invasion napoléonienne de 1808 en Espagne avait provoqué la révolte populaire contre l'envahisseur.

Enfin, l'autre paradoxe c'est le renforcement de l'OTAN. Il ne faut pas oublier en outre, que depuis 1945 les frontières ont « glissé » de 300 à 500 kilomètres vers l'ouest : comment se sont faits les transferts de populations ? Pourquoi Khrouchtchev a-t-il cédé la Crimée, alors qu'il avait une politique plutôt

«grand russe» même s'il était ukrainien? À l'est, une partie de l'Ukraine est passée à la Russie; à l'ouest une fraction de l'ancienne Pologne a été dévolue à l'actuelle Ukraine – région de Lviv/Lwow/Lemberg. On nous parle de la langue... peut-être. Mais comme le remarquaient Miroslav Hroch (*Social preconditions of national revival in Europe*, Cambridge University Press, 1985) ou Benedict Anderson (*L'imaginaire national: réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*, La Découverte, 1996), nous n'avons souvent considéré la naissance des nationalismes et du mythe national que dans leur vision «romantique» du 19<sup>e</sup> siècle. Or, dès la fin du 18<sup>e</sup> siècle et à l'aube du 19<sup>e</sup>, les colonies d'Amérique du Nord et d'Amérique du Sud se scindaient de la métropole

et se constituaient en États-nation, alors qu'elles partageaient la même langue – anglais ou espagnol et portugais – la même religion (protestantisme ou catholicisme) et la même culture... La renaissance du nationalisme ukrainien mériterait sans doute une analyse plus approfondie...

En conclusion, l'armée de Poutine doit partir!

Dehors les troupes russes d'Ukraine!

Indépendance inconditionnelle de l'Ukraine!

Pour la liberté des peuples d'Ukraine, de Russie et de Biélorussie!

12 AVRIL 2022

Source: <http://alencontre.org/europe/espagne/debat-quelques-reflexions-a-propos-de-lukraine.html>



**BOÎTE ALERTES**

Oh, notre pauvre, pauvre village brûle,  
Des mauvais vents en colère  
Déchirent, cassent et attisent  
Plus fort encore les flammes sauvages  
Tout alentour brûle déjà!  
Et vous restez là et regardez ainsi  
Sans rien faire,  
Et vous restez là et regardez ainsi  
Notre shtetl brûle!  
Il brûle, frères, il brûle!  
Oh, notre pauvre, pauvre village brûle,  
Les flammes ont déjà  
Avalé tout le village  
Et les mauvais vent ronflent  
Notre shtetl brûle!  
Et vous restez là et regardez ainsi...  
Il brûle, frères, il brûle!  
Il peut – Dieu nous en garde – arriver, le moment  
Où notre ville et nous tous avec  
Serons partis en cendres dans les flammes  
Il ne resterait – comme après un massacre  
Que des murs nus et noircis.  
Et vous restez là et regardez ainsi...  
Il brûle, frères, il brûle!  
Le sauvetage ne dépend que de vous!  
Si le village vous est cher  
Équipez-vous, éteignez le feu,  
Éteignez-le de votre propre sang  
Montrez que vous en êtes capables.  
Ne restez pas là, frères,  
Sans rien faire,  
Ne traînez pas, frères, éteignez le feu –  
Notre shtetl brûle!

MORDECHAI GEBIRTIG

Poème écrit en yiddish en 1938 après le pogrom de Przytyk (Pologne) le 9 mars 1938

## SOUTIEN À L'UKRAINE RÉSISTANTE



Valeria Troubina, *Juste avant le début du cauchemar*, février 2022.  
The Crow Letter, <https://crownproject>



Fresque murale près du Centre Pompidou, à Paris.  
Œuvre de Nikita Kravtsov.  
Photo : [streetartutopia.com](http://streetartutopia.com)

## RUSSIE

LES RÉDACTEURS DU MAGAZINE ÉTUDIANT « DOXA »  
CONDAMNÉS À DEUX ANS DE TRAVAIL FORCÉ

Le 12 avril dernier, le tribunal de district Dorogomilovo de Moscou a condamné quatre membres du comité de rédaction de *Doxa* à deux ans de travail « correctif » et leur a interdit d'« administrer des sites web ». Le prétexte : une vidéo condamnant la persécution des étudiant·es qui avaient soutenu l'opposant Alexey Navalny. Les quatre de *Doxa* ont passé une année particulière : il leur était interdit de quitter leur appartement plus de deux heures par jour et d'utiliser Internet. *Meduza* s'est entretenu avec Alla Gutnikova, la rédactrice en chef de *Doxa*, pour savoir à quoi ressemblait la vie sous le coup de cette interdiction.

*Vous avez été condamnés à deux ans de travaux forcés. La question importante est de savoir s'ils vont vous infliger une probation ou une vraie peine de prison. Pour une affaire « politique », c'est quelque chose de nouveau. Qu'en pensez-vous, pourquoi cette peine ?*

Le travail forcé est une expression si confuse. Il me semble qu'ils ne savaient pas trop quoi faire de nous, car il n'y a aucune preuve. Et ils ne peuvent pas nous libérer parce que nous vivons en Russie – ils n'acquittent pas les gens ici. D'après ce que j'ai compris, la punition est une amende à payer en plusieurs versements. Si vous avez un emploi, vous pouvez travailler et verser 20 % de votre salaire au Trésor public. Si vous êtes au chômage, ils vous trouveront

du travail, apparemment, ils vous placeront dans une institution de l'État fédéral.

Ils ne nous ont rien expliqué, pas même comment ils allaient compter le temps passé en résidence surveillée. Le juge a juste dit que ce serait deux ans, et que la sentence elle-même était très longue et qu'ils auraient besoin d'attendre vendredi pour l'imprimer. Apparemment, ils sont à court de papier, et c'est peut-être à cause de notre dossier, qui compte 212 volumes. Il comprend les protocoles de détention administrative et les transcriptions des interrogatoires de tous les adolescents qui ont été arrêtés lors des manifestations de janvier de l'année dernière. Presque rien de tout cela n'a de rapport avec nous ou ne prouve notre culpabilité, mais ils ont décidé de joindre ces documents quand même. De plus, aucune d'entre elles [les personnes détenues en janvier 2021] ne connaît *Doxa*, aucune n'a vu la vidéo. Beaucoup ont été arrêtées sans raison, simplement parce que, selon leurs propres termes, elles se trouvaient au mauvais endroit au mauvais moment. Par exemple, elles faisaient des courses, allaient à un rendez-vous ou étaient simplement curieuses de voir comment se déroulait la manifestation.

*Quels motifs le tribunal avait-il finalement pour rendre un verdict de culpabilité, étant donné que l'affaire s'est effondrée ?*

Aucun motif, mais ils n'en avaient pas besoin. Le tribunal a eu un argument très étrange : « Bien sûr,

aucun mineur ne vous a jamais vus, n'a su ce qu'est *Doxa* ou n'a regardé votre vidéo, mais ils ont Internet et utilisent "l'hébergeur de vidéos YouTube", donc ils auraient pu la voir. De plus, tout cela s'est passé il y a un an. Peut-être qu'ils se sont "honnêtement trompés". Peut-être qu'ils ont vraiment vu la vidéo et ont oublié.» Nous avions l'experte en linguistique Irina Levontina de notre côté. Ils ont dit que ses qualifications n'étaient pas suffisantes et que son expertise n'était qu'une opinion privée. C'était suffisant pour nous condamner.

*Prévoyez-vous de faire appel?*

Oui, bien sûr, c'est une affaire politique et une sentence absurde. C'était un coup monté, et pas très bien d'ailleurs. Ils auraient pu fabriquer quelque chose de plus intéressant, mais ça s'est littéralement écroulé en morceaux.

*Vous avez été placés sous une «interdiction de certaines activités», ce qui est pratiquement identique à une assignation à résidence. Comment cela a-t-il affecté le procès?*

Nous avons été sous le coup d'une interdiction de certaines activités pendant un an<sup>1</sup>. Je pense qu'il est exact de qualifier ces mesures préventives d'«assignation à résidence», car c'était le cas *de facto*. L'interdiction de certaines activités suppose que vous continuerez à vivre votre vie normale, mais que vous serez juste interdit de faire certaines choses insignifiantes. Or, dans notre cas, il nous était interdit, par exemple, de sortir de chez nous, à l'exception d'une promenade matinale de deux heures; d'envoyer du courrier et d'utiliser «le réseau d'information et de communication Internet», comme ils l'appellent. S'ils nous avaient donné une punition différente, moins

sévère, bien sûr, cette année n'aurait pas été aussi difficile. J'ai l'impression que la punition [consistait] en une procédure elle-même, un incroyable barage de procédures judiciaires. Mon avocat, Dmitry Zakhvatov, a dit qu'il n'avait jamais rien vu de tel dans sa vie. Ils nous ont interrogés trente ou quarante fois. Nous avons immédiatement invoqué le 51<sup>e</sup> [article de la Constitution russe, analogue à l'invocation du 5<sup>e</sup> amendement aux États-Unis qui empêche qu'une personne soit jugée deux fois pour le même crime (double incrimination) et donne à celle-ci la possibilité de ne pas avoir à témoigner contre elle-



même (auto-incrimination)]. En théorie, ils n'auraient pas dû exiger davantage de nous. Chaque partie de la procédure judiciaire était absurdement volumineuse, c'était comme les *Voyages de Gulliver*. [...] Notre affaire ne valait pas un clou, et s'ils avaient vraiment essayé, ils auraient pu tout terminer en deux mois, mais ils ont décidé de nous garder à la maison comme punition pendant deux ans. Lorsque j'étais en résidence surveillée, j'ai décidé de vivre ma vie aussi pleinement que possible et de maintenir le niveau d'activités que j'avais auparavant. Avant,

1. L'interdiction a pris effet le 14 avril 2021 et a été levée le 12 avril 2022.

j'étudiais, j'enseignais les humanités aux enfants, je travaillais comme nounou, mannequin et actrice, je publiais *Doxa*, je faisais de la littérature et je militais, je faisais aussi du théâtre documentaire au laboratoire de théâtre documentaire pour étudiants de Teatra.doc.

Le dernier jour avant l'interdiction [14 avril 2021] est un bon exemple de la vie que j'avais avant. Ce matin-là, j'ai retrouvé un ami, nous avons fait un shooting, puis j'ai travaillé sur ma thèse à la bibliothèque, puis je suis allée au bureau de *Doxa* pour une réunion de travail. Je n'avais vu aucun d'entre eux depuis longtemps, ils me manquaient et j'avais envie de les embrasser tous. Après cela, mon mari actuel, à l'époque, il n'était que mon amoureux, mon amie proche et moi avons travaillé et écouté une chanson intitulée «I'm so in love with everything and I can't sleep».

Être amoureuse nous prend beaucoup de temps, et danechka (qui demande que son nom soit écrit en minuscules) et moi, nous lisions mutuellement nos journaux intimes. C'était une journée chargée, intéressante et joyeuse dans la vie d'une jeune étudiante en sciences humaines. Le lendemain, à 6 heures du matin, tout s'est terminé et, l'année suivante, ma vie n'a été qu'un semblant effacé [de mon ancienne vie] pendant laquelle j'ai essayé de ne pas oublier qui j'étais et à quoi tout ce je faisais servait.

J'ai consacré beaucoup d'efforts à essayer de maintenir quelque chose de mon «ancienne» vie. J'ai joué dans un long métrage et je me suis rasé la tête directement à l'écran. Nous avons terminé notre pièce et j'ai participé à la lecture à distance, grâce à une vidéo que j'avais enregistrée à l'avance. Des photographes venaient – ils ont pris pas mal de photos de moi. Cinquante clichés ont été pris au cours de mon arrestation. Après les interrogatoires, j'ai réussi à me

faire prendre en photo sur le terrain de jeu situé à côté du bâtiment du comité d'enquête, où se trouve également un beau parc à proximité. J'ai continué à écrire: quelques-uns de mes recueils, un grand texte d'autofiction intitulé *Le chant du cygne* de Shira Shirim, et plusieurs textes sur F-pismo et Gryoza.

J'ai essayé de lire et de travailler. À un moment donné, j'ai recommencé à éditer des articles pour *Doxa*, mais j'ai dû le faire de manière plus compliquée en raison de toutes les interdictions [note: le 4 mars 2021, Alla Gutnikova, Natalia Tyshkevich, Armen Aramyan et Vladimir Metelkin ont cessé de travailler pour *Doxa*]. Je voulais continuer à faire le travail qui m'intéressait.

Dans l'isolement, malgré le soutien colossal que nous recevions de nos proches, de nos connaissances et même d'inconnus, il était très difficile de maintenir une bonne santé mentale. Les militants de l'Open Space m'ont aidé à trouver un psychologue gratuit, et cela m'a sauvé, mais vous ressentez toujours une énorme perte. Votre vie entière est détruite, vous êtes coupé de tout, et vous ne pouvez rien faire. C'est difficile à supporter. J'ai eu des moments très difficiles, mais heureusement, j'ai pu m'en sortir.

*Comment vous sentez-vous maintenant que votre interdiction a été levée?*

Je suis vraiment heureuse qu'ils ne m'aient pas condamnée à une vraie peine de prison et que les mesures aient été levées, mais l'heure n'est pas à la réjouissance. Comme dans le *Requiem* d'[Anna] Akhmatova, c'est le moment où «seuls les morts peuvent sourire, heureux dans leur paix». Dieu merci, ils ne nous ont pas envoyés en prison, mais ce n'est pas comme si je pouvais être insouciant et faire toutes les choses qui me manquaient. Je ne peux pas m'imaginer aller au cinéma, à une fête ou

dans un bar en ce moment. Ce n'est pas le moment de se réjouir, au contraire, c'est le moment de faire son deuil.

*Ce n'était pas la première fois où les autorités font pression sur Doxa. Aviez-vous imaginé que poster une vidéo pouvait entraîner ce genre de conséquences?*

Les autres affaires concernaient l'université. Après qu'ils aient ouvert le dossier contre nous, ils nous ont dit, vous savez, le RKN (Roskomnadzor, l'agence de censure russe) a bloqué vos documents en ligne, n'avez-vous vraiment pas vu cela comme un signe? Nous avons mis la vidéo en ligne le 22 janvier, et la notification est arrivée le 26. Nous avons alors supprimé la vidéo. L'affaire n'a été ouverte que le 14 avril. Nous avions plusieurs mois pour partir, mais il ne m'est pas venu à l'esprit, ni à aucun de mes collègues, que cela pouvait être quelque chose de sérieux. Je me suis toujours considérée comme une petite personne – pas dans le sens où je ne compte pas, mais dans le sens où personne n'a besoin de moi. On pourrait penser qu'il ne viendrait à l'idée de personne d'ouvrir une procédure pénale contre des étudiants pour une vidéo qui dure deux minutes et 37 secondes. Une vidéo qui dit que les gens devraient défendre leurs droits constitutionnels. Avant de publier la vidéo, nous avons montré la transcription à nos avocats, et ils ont dit que tout allait bien. L'évaluation de Levontina l'a confirmé. C'est une petite vidéo très mignonne sur la protection de vos droits, il n'y avait rien d'agressif ou de dangereux.

Rien ne laissait présager des problèmes à venir. Lorsque la police est venue perquisitionner et que je suis allé ouvrir la porte tout ensommeillée, mon ami m'a dit: «Fais attention, ça pourrait être un policier du district.» C'était le plus grand danger que nous pouvions imaginer.

*Vous avez pris un congé académique à la Higher School of Economics. Avez-vous l'intention d'y retourner pour terminer vos études? Qu'en pensez-vous? Y a-t-il un risque qu'ils vous posent des problèmes?*

J'ai dû prendre une année sabbatique à cause de l'assignation à résidence et de l'affaire pénale. Je n'ai tout simplement pas pu passer les examens d'État et [défendre] ma thèse parce que ces choses étaient en ligne. Je ne pouvais pas non plus me rendre physiquement à l'université. C'était très difficile d'étudier, car la bibliothèque était fermée à l'heure de ma promenade matinale et je n'ai pas le droit d'utiliser internet. Mais j'ai essayé de travailler sur mon diplôme, de lire un peu et d'étudier. Je ne vois pas pourquoi je ne pourrai pas terminer mon diplôme. Ma peine ne m'interdit pas de finir l'université et de passer les examens. Jusqu'à présent, l'école supérieure a dit qu'elle ferait tout ce qu'elle peut pour me permettre de terminer.

*Ils vous ont interdit d'être administratrice de site web, envisagez-vous de reprendre votre travail avec Doxa? Si oui, quel sera votre rôle? Que voulez-vous faire maintenant?*



Personne n'a expliqué ce que signifie « administrer un site web ». Je suis une rédactrice, je travaille avec des mots, avec du texte. Je n'« administre » rien du tout. J'ai l'intention de faire le même travail qu'avant : science, littérature, édition, militantisme, éducation. Je veux retourner à mes activités, à mon travail. Je veux terminer mon diplôme et aller de l'avant dans mes études. Ma vie bien remplie et pleine de sens me manque vraiment. Je veux continuer à la vivre, mais pas dans le sens de « vivre ma petite vie privée ». Je ne pense pas que ce soit la bonne position à adopter. Tu me demandes si je compte faire profil bas et garder la tête basse comme une petite souris ? Si je vais mettre ma langue dans mon cul ? Non, je n'ai pas l'intention de faire ça. Je ne veux pas et je ne suis pas prêt à trahir mes opinions, mes convictions, mes valeurs. Si je décide de trahir tout ce en quoi je crois, je ne sais pas pour quoi je suis censée vivre.

*Doxa fait le point sur les problèmes de l'éducation et des universités modernes. Quels sont les défis auxquels les étudiants sont confrontés depuis le début de la guerre ? Comment l'éducation russe évolue-t-elle ?*

Je ne sais pas comment en parler sans avoir l'air d'une folle. Lorsque nous avons enregistré notre vidéo il y a un an, les étudiants subissaient des pressions pour ne pas exprimer leurs opinions, ils étaient menacés d'expulsion ou d'autres conséquences au sein des universités. Aujourd'hui, c'est probablement encore pire. Je ne pense pas que quelque chose de bon va arriver au système éducatif russe de sitôt, et c'est très douloureux. Des professeurs politiquement actifs sont licenciés sous divers prétextes, certaines des meilleures institutions s'effondrent, se dissolvent ou font l'objet de poursuites pénales, et leurs employés sont contraints de quitter [le pays]. Notre vidéo mentionnait que les menaces contre la liberté d'expression des gens ne

peuvent que conduire à l'effondrement de la science en Russie, de nos institutions les plus importantes, que notre génération devra reconstruire. Un an plus tard, c'est encore plus vrai. Il est très douloureux de voir ce qui se passe avec Shaninka (l'école des sciences sociales et économiques de Moscou), l'école supérieure d'économie et de nombreuses autres universités. La science a toujours cherché la vérité. Le fait que le département des arts libéraux (à l'Académie présidentielle russe de l'économie nationale et de l'administration publique) soit rebaptisé « licence générale » est symptomatique de quelque chose de plus important, c'est très révélateur. Pour la science, la culture et l'éducation, la liberté d'expression et de pensée est importante ; elle permet aux gens de faire des recherches en toute tranquillité. Nous n'avions pas beaucoup de ces choses avant, et maintenant il semble que tout va s'effondrer. Même l'endroit que j'aimais vraiment, profondément, l'école de culturologie de la Higher School of Economics, est presque entièrement détruite. Cela fait vraiment mal.

*Que ressent-on lorsque des philosophes internationaux comme Slavoj Žižek prennent la parole pour vous soutenir ?*

C'est une drôle de sensation quand vous lisez des philosophes à l'université et qu'ils signent une lettre en votre faveur et enregistrent un clip vidéo que vous regardez plus tard au tribunal de district de Dorogomilovo avec un juge et un procureur. Tout ce processus a été très drôle – cela ressemble à un spectacle de clowns, à un tas d'absurdités, car plus rien ne peut me surprendre. Je n'ai pas eu de contact direct avec eux, mais j'espère que ma carrière se poursuivra et que j'aurai l'occasion de leur parler d'une manière plus substantielle, non pas de l'affaire pénale, mais de science et de philosophie.

*Dans des interviews précédentes, vous avez dit que beaucoup de gens vous voyaient comme une petite fille délicate et sans défense. Avez-vous réussi à transformer cette image?*

Nous vivons dans un pays assez patriarcal. J'ai une apparence féminine et, qui plus est, j'agis souvent de manière assez féminine. D'une certaine manière, je pense que cela me protège, car cela signifie que les forces de l'ordre, les enquêteurs et le service pénitentiaire fédéral ne me prennent pas au sérieux. Mais comme il ne s'agit que d'une représentation de l'image, cela n'a pas tellement d'importance. Mais je suis heureuse que dans certains espaces, autres que ceux où je dois communiquer avec les policiers, les enquêteurs, etc., je puisse exprimer ma sexualité et mes opinions en toute tranquillité et être qui je suis, sans me soucier de mon apparence ou des modèles de genre que je suis censée suivre.

18 AVRIL 2022

Publié par *Meduza*

Propos recueillis par Gleb Golod

Traduction Léonie Davidovitch

### BÉLARUS

#### L'activité de la maison d'édition Medison suspendue par le ministère de l'Information

Le ministère de l'information a suspendu à partir du 15 avril les activités de la maison d'édition Medison pendant trois mois pour «violation du paragraphe 3 de l'article 28 de la loi "Sur l'édition"».

La maison d'édition n'aurait pas notifié dans les temps le changement des informations qu'il doit être inscrites dans le registre national des éditeurs. Medison publie des auteurs biélorusses comme Andrus Gorvat, Stas Karpov, Olga Shparaga, Alesya Basharimova, Mikhail Baranovsky et d'autres. La maison d'édition a également publié le livre de Dmitry Lukashuk et Maxim Garunov, *Idée nationale biélorusse*, qui a été décrété «matériel extrémiste».



Nous le savons, ce ne sont pas les livres qui arrêteront les blindés russes qui déferlent sur l'Ukraine.

Nous le savons, ce ne sont pas les livres qui arrêteront la main de fer qui s'abat sur les Russes qui s'opposent à la guerre de Vladimir Poutine.

Nous le savons, ce ne sont pas les livres qui mettront fin à la guerre contre la liberté de l'Ukraine, pas plus qu'ils ne mettront fin à la dictature des oligarques du Kremlin.

C'est la résistance populaire ukrainienne multiforme, les grains de sable que les démocrates de Russie et de Biélorussie glisseront dans la machine de guerre russe et l'opinion publique mondiale qui arrêteront les chars de Vladimir Poutine.

Mais dans cette bataille pour l'indépendance et la liberté ukrainiennes, rappelons-nous le pouvoir des *samizdats* et l'effet corrosif qu'ils avaient eu sur la dictature stalinienne.

Les éditions Syllepse (Paris), Spartacus (Paris), Page 2 (Lausanne) et M Éditeur (Montréal), les revues *New*



*Politics* (New York), *Les Utopiques* (Paris) et *ContreTemps* (Paris), les sites *À l'encontre* (Lausanne) et *Europe solidaire sans frontières*, le Réseau syndical international de solidarité et de luttes, le Centre tricontinental (Louvain-la-Neuve) qui publie la revue *Alternatives Sud*, ainsi que le blog *Entre les lignes entre les mots* (Paris) s'associent pour donner la parole aux résistances populaires, aux oppositions russes et biélorusses à la guerre, au mouvement syndical et aux mouvements sociaux opposés à la guerre. Ce faisant, ce front éditorial ainsi constitué adresse un message aux soldats russes: «Crosse en l'air».